

الجمهورية العربية السورية

GRANDE-BRETAGNE

Le boy-scout de la politique anglaise

(Page 5)

CANADA

Votez pour moi I speak french...

(Page 4)

MALAISIE

Le paradis d'Allah

(Page 4)

MONNAIES

Les tyrans du F.M.I.

(Pages 6 et 7)

JUSTICE

Les sept crimes de J.-T. Recco

(Page 11)

MÉDECINE

Le coût de la réanimation

(Page 12)

ENTREPRISES

Le droit à l'expression

(Page 17)

Dans « le Monde Dimanche » quatre pages de radio et de télévision

DERNIÈRE ÉDITION -

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

QUARANTIÈME ANNÉE - N° 11929 4.80 F DIMANCHE 5-JUN 1983

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél. : 246-72-23

Le gouvernement est décidé à « matraquer » les policiers séditeux

Les manifestations organisées vendredi 3 juin à Paris par deux syndicats de policiers, dont les mots d'ordre étaient très politisés, ont provoqué une très vive réaction de la part du gouvernement. Le préfet de police de Paris, M. Périé, a démissionné, et le directeur général de la police nationale, M. Cousseran, a été relevé de ses fonctions. M. Mauroy accuse M. Chirac de mettre de l'huile sur le feu. A Matignon, on se déclare disposé à « matraquer » les fonctionnaires de police se livrant à une opération de déstabilisation. Pour sa part, M. Defferre n'a pas tenu, le samedi 4 juin, la conférence de presse prévue. Le ministre de l'intérieur a exigé que les conclusions des deux enquêtes administratives demandées à propos des manifestations soient remises dès lundi soir. Ces enquêtes devront notamment déterminer si certains responsables ont joué un rôle séditeux.



La cohérence et la cohésion

DES policiers qui manifestent dans la rue, jusqu'aux portes de l'Elysée, qui s'en prennent nommément au ministre de la justice, qui transforment une émotion légitime en menace symbolique mais, par là même, très significative contre le pouvoir en place, c'est, déjà, très inquiétant.

Qu'en face d'eux les forces chargées de maintenir l'ordre et de préserver les institutions de la République et les hommes qui les incarnent transigent, si peu que ce soit, c'est encore plus grave. Ce n'est pas tolérable.

A moins de laisser se développer une entreprise de déstabilisation, qui prend aujourd'hui cette forme-là et qui en trouvera d'autres demain, le président de la République, le gouvernement, doivent réagir.

Encore faut-il que le pouvoir et ceux qui le soutiennent retrouvent un crédit, rétablissent une confiance, qu'une absence de cohérence et de cohésion réduise chaque jour. Il ne suffira pas de changer quelques hauts fonctionnaires.

La gauche au pouvoir n'a pas réussi, malgré quelques efforts méritoires, à traiter de manière satisfaisante le problème de la police.

Choisi pour sa réputation d'homme de caractère, le ministre chargé du maintien de l'ordre a paru s'intéresser d'abord à la décentralisation. On lui a adjoint un secrétaire d'Etat qui, comme « ministre de la police », a fait une autre politique ou, du moins, a infléchi celle qui s'amorçait. Dans le même temps, le pouvoir, au plus haut niveau, a donné la préférence aux corps militaires du maintien de l'ordre et de la sécurité. Tout cela n'est pas très cohérent.

On pourrait en dire autant de plusieurs autres domaines de l'action gouvernementale, ce, il n'en faut pas plus pour alimenter la critique de l'opposition, laisser le champ libre à tous les corporatismes et redonner espoir à ceux qui rêvent de rejeter la gauche autrement que par les suffrages.

Fait aggravant, les fluctuations dans l'exercice du pouvoir s'accompagnent au sein de la majorité d'une singulière absence de cohésion. La préparation du prochain congrès du parti socialiste semble l'emporter sur toute autre considération.

A. L.

(Lire la suite page 11.)

Le « coup de sang » de M. Mauroy

Pour indécents qu'elle fût, l'exploitation par l'opposition de l'émotion provoquée chez les policiers par la mort de deux de leurs collègues, des motifs politiques habiles. Sa seule singularité semblait tenir, depuis deux jours, à des outrances verbales que la gauche avait généralement plus de scrupules à émettre, pour sa part, quand elle incrimait l'opposition.

Les débordements auxquels cette exploitation a donné lieu, vendredi 3 juin, à Paris, après la cérémonie officielle en hommage aux deux victimes, ont pris, en revanche, une tonalité politique inquiétante. Le pouvoir ne pouvait pas ne pas la sanctionner sans à l'abandonner toute autorité.

C'est la première fois, sous la V<sup>e</sup> République, que des policiers manifestent en aussi grand nombre, à Paris, en réponse à des mots d'ordre purement partisans et avec des arrière-pensées strictement politiques. A la fin de la V<sup>e</sup>, les manifestations du 13 mars 1958, qui avaient provoqué une crise au ministère de l'intérieur et le changement du préfet de police, avaient rassemblé beaucoup plus de monde, puisqu'il y eut, ce jour-là, près de sept mille policiers devant le Palais Bourbon, mais ses motivations étaient essentiellement élitaires.

Pour la première fois depuis le printemps 1981, on a vu des policiers et des C.R.S. en tenue et en service, chargés d'assurer le maintien de l'ordre sur le voie publique, exprimer ostensiblement leur solidarité avec des manifestants qu'ils étaient censés contrôler et qui ont reçu à la fois l'appui direct de l'extrême droite, en la personne du président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, et l'appui moral du principal parti de l'opposition, le R.P.R.

Les conséquences de ces manifestations, qui ne font pas, loin de là, l'unanimité parmi les policiers, ne doivent pas être exagérées. Conduite par des fonctionnaires dont le rôle est d'assurer le respect du régime légitime et dont la tradition républicaine exige un devoir de réserve supérieur à celui des autres membres de l'administration de l'Etat, cette fronde a néanmoins provoqué une très vive réaction du premier ministre.

Un « double jeu »

M. Pierre Mauroy en a été surpris, selon ses collaborateurs, un véritable « coup de sang ». Les choses n'ont pas été traitées à l'hôtel Matignon où se tenait la manifestation de l'après-midi n'était pas encore terminée aux abords mêmes de l'Elysée, le ministre de l'intérieur s'est entendu demander sans délai deux « têtes » : celle du préfet de police et celle du directeur général de la police. Ces deux démissions ont été annoncées dès le retour de M. Gaston Defferre à la place Beauvau. D'autres sanctions seront prises contre les instigateurs

ALAIN ROLLAT.

(Lire nos informations pages 9 à 11.)

La relève du contingent français à Beyrouth

Le ministre français de la défense, M. Charles Hernu, a prévu de se rendre, avant la mi-juin, au Liban pour inspecter, notamment, le contingent français de la force multinationale de Beyrouth, qui vient d'être relevé. De son côté, le ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson, a indiqué qu'il n'était pas question, pour le moment, de renforcer ce contingent, même si la France était prête à négocier, en accord avec tous les partenaires, une extension géographique de la mission confiée, par mandat international, à cette force de cinq mille sept cents hommes.

Des « légionnaires-gendarmes » dans un noeud de vipères

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — « Mot petit chef, lui big boss ! ». Avec une pointe d'accent germanique, le sergent-chef de la légion étrangère présente à une famille palestinienne du quartier de Chatila le général de brigade Jean-Claude Coullon, commandant la légion étrangère et la 31<sup>e</sup> brigade.

Une section du 2<sup>e</sup> régiment étranger d'infanterie vient tout juste de prendre possession de son poste d'observation dans l'ancien camp, à l'intérieur de la ville de Beyrouth, où pérorait, le 17 septembre dernier, un millier de réfugiés palestiniens. La 31<sup>e</sup> brigade, composée de légionnaires et de « maronites » (1), a remplacé, cette semaine, dans le Grand-Beyrouth, des éléments de la 9<sup>e</sup> division d'infanterie de marine qui, depuis quatre mois, formaient le contingent français de

la force multinationale d'interposition dans la capitale libanaise. Autour des parents, les huit enfants de la famille palestinienne de Chatila ne font pas la différence entre les « bérets verts » de la relève et les « bérets noirs » qui s'en retournent en France. Pour eux, qui offrent le thé au général Coullon et qui ont accepté la transformation de leur échoppe désaffectée en poste militaire, c'est la même armée française qui — avec ses trois postes répartis dans l'ancien camp — va assurer la sécurité de ce quartier où grouillent trente mille personnes, dont 90 % de Palestiniens, revenues après les massacres.

Entre les Palestiniens, qui baragouinent l'anglais, et les légionnaires, plus vrais que nature, on parle par gestes, mimiques ou petit-nègre. Signe que l'usage de la langue française cède du terrain : les gamins disent « hello »

et les anciens « bonjour ». Dans un coin du poste de garde, a été jeté un attaché-case dont la découverte venait de mettre en émoi les ruelles voisines et qu'un des légionnaires a ouvert, avec d'innies précautions, pour le trouver vide.

Deux mille légionnaires du 2<sup>e</sup> régiment étranger d'infanterie (en Corse), du 1<sup>er</sup> régiment étranger de cavalerie (dans le Vaucluse) et « marsouins » du 21<sup>e</sup> régiment d'infanterie de marine (dans le Var) vont, désormais, vivre jusqu'au mois d'octobre dans le Grand-Beyrouth, aux côtés de deux mille « marines » américains, de seize cents bersaglieri italiens et cent cinquante dragons de la Reine britanniques.

JACQUES ISNARD.

(Lire la suite page 3.)

(1) Un « marsouin » est un soldat de l'infanterie de marine (anciennement, armée coloniale).

DIMANCHE  
CHANTILLY  
PRIX DU  
JOCKEY CLUB

APRES L'IRAN, L'ARABIE ?  
LE SYSTÈME SAOUD  
EDITIONS PIERRE-MARCEL FAVRE

## Dates

### RENDEZ-VOUS

- 5 juin. **Montréal** : Conférence mondiale sur l'indépendance de la justice (jusqu'au 10). Cinquantième anniversaire du premier voyage de l'Orient-Express.
- 6 juin. **Pékin** : Session de l'Assemblée nationale populaire pour élire le président de la République.
- Chili** : Journée d'action des commerçants contre la politique économique du gouvernement.
- Espagne** : Grève des transports aériens.
- Addis-Abeba** : Ouverture du dix-neuvième sommet de l'O.U.A. (jusqu'au 11).
- Belgrade** : Sixième conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.
- 7 juin. Visite à Paris du secrétaire d'Etat américain M. Shultz (jusqu'au 10).
- 8 juin. **Genève** : Reprise des négociations START.
- Paris** : Réunion des ministres des affaires étrangères de l'alliance atlantique (jusqu'au 10).
- Inde** : Début d'une tournée de M. Indira Gandhi en Europe (jusqu'au 18).
- 9 juin. **Paris** : M. Mitterrand reçoit le premier ministre australien M. Bob Hawke.
- Grande-Bretagne** : Elections générales.
- 10 juin. **Maroc** : Elections législatives et municipales.
- Danemark** : Session de printemps de l'OTAN (jusqu'au 13).

### SPORTS

- 11 juin : Finale de la Coupe de France de football au Parc des Princes.

### Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75427 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23

#### ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

#### FRANCE

341 F 554 F 767 F 980 F

#### TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

601 F 1074 F 1547 F 2020 F

#### ÉTRANGER

(par messagerie)

#### L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

381 F 634 F 877 F 1140 F

#### D - SUISSE, TUNISIE

454 F 779 F 1105 F 1430 F

#### Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 8,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 F. ; Libye, 0,350 DL. ; Luxembourg, 27 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 65 d.

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 620572 F  
C.C.P. 4207 - 23 PARIS  
Tél. : 248-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gerant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonin-Hévy (1944-1959) Jacques Fauvet (1959-1982)

Imprimerie : du Monde - 5, rue des Italiens - PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437.

ISSN : 0195 - 2037.

## IL Y A DIX ANS, LE CHANCELIER BRANDT EN ISRAËL

# La « paix morale » de l'Allemagne avec l'Etat des survivants

Le 7 juin 1973, pour la première fois, un chef de gouvernement allemand - à ce titre héritier juridique du Reich nazi même s'il en avait été l'un des adversaires les plus courageux - mettait le pied sur le sol de l'Etat créé par les survivants de l'holocauste. Événement symbolique d'une considérable portée, s'inscrivant dans l'un des rapports internationaux les plus difficiles qu'on puisse concevoir : non pas une « réconciliation » au sens plein du terme, inconcevable en la matière, mais une normalisation fondée sur la condamnation par Bonn d'un passé monstrueux.

Cette visite n'aurait pu, en effet, se concevoir sans l'effort du premier chancelier de la République fédérale, Konrad Adenauer. La date essentielle à cet égard aura été le 10 novembre 1952, jour où fut signé, à Luxembourg, entre le chancelier et M. Moshe Sharett, ministre israélien des affaires étrangères, un traité portant sur des réparations matérielles de la République fédérale à l'Etat hébreu pour le génocide de six millions de juifs. La République fédérale s'engageait à verser, en douze ans, 3 milliards de deutschemarks à Israël et 450 millions à des organisations juives.

En outre, la R.F.A. versait à titre individuel des réparations à des citoyens israéliens qui avaient souffert du nazisme. Celles-ci ont atteint, à elles seules, un montant annuel total de 250 millions de dollars, pour diminuer ensuite peu à peu.

L'Allemagne occidentale est le seul des deux Etats allemands à avoir consenti un tel effort. La R.D.A., pour sa part, a toujours refusé, justifiant cette attitude paradoxale par l'absence d'un traité de paix global avec une Allemagne unifiée. Les Allemands de l'Est avaient, en revanche, payé de très importantes réparations pendant de longues années à l'U.R.S.S. pour dommages de guerre.

### La « souillure du nom allemand »

Les négociations entre Israël et la République fédérale furent longues et pénibles, bien que l'atmosphère, glaciale au début, se soit progressivement améliorée. Elles avaient été préparées par l'un des principaux collaborateurs d'Adenauer, M. Blankenhorn, qui noua des contacts avec un dirigeant du bureau européen du Congrès juif

mondial à Londres, M. Noah Barou.

Ce dernier exigea d'abord que le chancelier Adenauer reconnaisse publiquement devant le Bundestag « la responsabilité de sa nation dans les actes du régime nazi contre les juifs ». Le chancelier devait également promettre que l'Allemagne de l'Ouest réparerait les pertes matérielles subies par les juifs. Le chancelier fit droit à ces exigences dans une déclaration devant le Parlement le 27 septembre 1951.

Tout en affirmant que la grande majorité des Allemands avaient « abhorré les crimes perpétrés contre les juifs et n'y avaient pris aucune part » et même que « beaucoup d'Allemands, au mépris des dangers encourus sous le régime national-socialiste, avaient porté secours à leurs compatriotes juifs par conviction religieuse et par la honte de la souillure infligée au nom allemand », Adenauer admit que des crimes inqualifiables avaient été commis au nom de ce peuple, « ce qui exigeait une réparation morale et matérielle ».

### Manifestations à Jérusalem

Dans l'intervalle, le gouvernement israélien avait adressé, le 12 mars 1951, dans une note aux puissances d'occupation une demande d'indemnisation s'élevant à 1,5 milliard de dollars, somme qui était censée représenter les frais occasionnés par la réinstallation en Israël de 500 000 juifs entre 1933 et 1950. Mais l'Etat juif n'existait pas encore à l'époque historique, sa requête n'était pas juridiquement recevable. La République fédérale devait donc prendre l'initiative d'une procédure de gré à gré. Les Allemands se déclarèrent incapables de payer une telle somme. Ils proposèrent de la réduire et de l'acquiescer en marchandises et en équipements, non en devises, dont, à l'époque, ils étaient très dépourvus.

On s'entendit finalement sur un total de 821 millions de dollars payables à Israël en douze ans et en marchandises. Sur cette somme, 107 millions seraient reversés par l'Etat juif à la Jewish Claims Conference. Les négociations engagées le 20 mars 1952, près de Luxembourg, furent

conclues le 10 novembre suivant non sans que la Knesset, appelée à approuver leur ouverture, ait été assaillie à Jérusalem par une foule de manifestants. L'un des grands animateurs de la campagne contre toute négociation avec l'Allemagne fédérale n'était autre que M. Menahem Begin. Lorsque

accord de coopération militaire qui témoignait à lui seul de la profonde modification des situations respectives des deux partenaires. Au début, la conclusion de l'accord de coopération tenait au désir de remplir une obligation morale à l'égard des juifs, mais aussi d'établir dans le monde le prestige

civil. Cette entrevue devait entraîner la rupture entre Bonn et dix Etats de la Ligue arabe, dont l'Egypte, qui reçut, en février 1955, en grande pompe, au Caire, Walter Ulbricht. Le gouvernement israélien consentit alors à avoir des relations diplomatiques avec l'Allemagne fédérale (mai 1955), dont le premier ambassadeur fut M. Pauls, diplomate de grand talent et au passé irréprochable, qui arriva en Israël en août 1955. Toutefois, lors de sa visite, le chancelier Brandt dut encore affronter des manifestations d'hostilité irréductible.

### Une « honte collective »

Les Allemands de l'Ouest n'ont jamais reconnu la notion de culpabilité collective, mais, tout au plus, pour reprendre l'expression du premier président de la République fédérale, Théodore Heuss, celle d'une « honte collective ». « La formule « culpabilité collective » est une simplification primaire, avait-il déclaré le 7 décembre 1949, au cours d'une cérémonie de la Société pour la coopération judéo-chrétienne de Wiesbaden. C'est une déformation de ce genre que les nazis avaient l'habitude d'appliquer aux juifs, le fait d'être juif contenant déjà en soi le phénomène de culpabilité. Mais quelque chose ressemblant à une honte collective a grandi à partir de cette période et est resté. Le pire méfait de Hitler a été de nous contraindre à cette honte d'avoir eu en commun avec ses complices et lui le nom d'« Allemands ».

Néanmoins, l'initiative du chancelier Adenauer, la volonté de l'Allemagne fédérale de réparer dans toute la mesure du possible ne serait-ce qu'une partie de l'énorme crime commis en son nom, puis la visite à Jérusalem d'un chancelier Brandt, opposant irréductible au nazisme, qui n'avait pas hésité à s'agenouiller sur les marches du mémorial aux victimes du ghetto de Varsovie, avant de se recueillir au mémorial de Yad Vachon, auront profondément modifié la conscience collective des Israéliens et leur attitude à l'égard de l'Allemagne.

Seule cette « paix morale » pouvait permettre à des millions de jeunes Allemands de se pencher sur le sinistre passé de leur pays avec le sentiment que celui-ci avait reconquis le droit au respect dans la communauté des nations.

ROLAND DELCOUR.



L'Allemagne se débarrassant du « juif Einstein » (caricature nazie de 1933).

7 juin 1982

## Hissène Habré s'empare de N'Djamena

Le lundi 7 juin 1982, à l'aube, les commandos de M. Hissène Habré, quelques centaines d'hommes des Forces armées du Nord (FAN), pénétrant dans N'Djamena qui aura adversaires partisans de M. Goukouni Oueddei ont évacuée en catastrophe. La plupart des fuyards traversent le Chari qui forme la frontière avec le Cameroun. Une cinquantaine de milliers d'habitants ont également trouvé un refuge provisoire sur l'autre berge du fleuve. Les FAN n'auront qu'à réduire quelques noyaux de combattants, souvent abandonnés par leurs chefs, pour contrôler une ville qui affiche les cicatrices béantes laissées par les très durs combats de 1980. M. Hissène Habré, le plus opiniâtre et le mieux organisé des chefs de guerre tchadiens, a gagné son pari : quand la nouvelle de la chute de N'Djamena fait le tour du monde, en fin de matinée, il n'y a pas eu d'effusion de sang, et la population demeurée sur

place a fait une ovation sans vainqueur.

Deux mois plus tard, les FAN occuperont l'ensemble du Sud, partie la plus peuplée du pays, que le lieutenant-colonel Kamougué, figure la plus en vue de cette région, a quitté à la dernière minute. M. Hissène Habré s'imposera ensuite sur la scène internationale, puisqu'il participera au sommet franco-africain, siégera aux Nations unies en attendant que ses représentants occupent, le 8 juin prochain, à Addis-Abeba, le fauteuil du Tchad au sommet annoncé de l'O.U.A.

Lorsque tombe N'Djamena, on savait depuis de longs mois que M. Hissène Habré était en train de prendre la dessus. En novembre 1981, le colonel Kadhaïf avait donné l'ordre à ses hommes de se replier sur l'extrême nord du pays - la bande d'Azou - occupée depuis une dizaine d'années par le Li-

bye. Le coût de l'entretien d'un corps expéditionnaire de plus en plus démoralisé, l'incapacité à réduire les repaires des FAN dans l'est du pays frontalier du Soudan ennemi et un isolement diplomatique croissant expliquent cette marche arrière. Elle laisse le champ libre à la petite troupe bien organisée de M. Hissène Habré.

En l'espace de quelques mois, ce dernier allait marquer plusieurs points, s'emparant d'Abéché - la principale agglomération de l'est - remontant sur Faya-Largeau, imposant rapidement ses troupes comme la principale force militaire du pays, en dépit des fournitures d'armes, notamment par la France, à M. Goukouni Oueddei et de la présence d'une inefficace Force interafricaine de paix installée à Ati, dans le centre du pays, à N'Djamena et au nord de la capitale.

M. Hissène Habré devait ensuite suffisamment consolider ses positions dans le nord et dans l'est du

Tchad pour que l'Organisation de l'unité africaine invite, en février, M. Goukouni Oueddei à négocier avec le rival puissant. Devant le refus du président tchadien, les FAN allaient continuer leur progression, faisant altérer des coups de main bien préparés et de longues palabres avec des chefs traditionnels. Les opérations montées par la coalition alors en place à N'Djamena pour tenter d'arrêter ces progrès allaient se solder par des échecs, ne laissant plus guère de doute sur l'issue du conflit.

En mai, alors que la coalition au pouvoir à N'Djamena se désagregait ouvertement, plusieurs factions mettant en cause l'autorité de M. Goukouni Oueddei, les FAN estimaient que la situation leur permettait de s'emparer de la capitale sans effusion de sang. Pour M. Hissène Habré, agir promptement offrait le double attrait d'imposer son autorité avant la réunion du sommet

annuel de l'O.U.A., prévu début août à Tripoli, et le sommet franco-africain, qui se réunira début octobre à Kinshasa. Ses emissaires à travers le continent sont, entre autres, parvenus à rallier à leur cause la plupart des Etats dits « modérés ».

La victoire de M. Hissène Habré, tournant capital dans l'histoire tumultueuse du Tchad, ne signifiait pas pourtant que le paix fut acquise. La Libye appuie, en effet, depuis neuf mois, dans le nord du pays, une rébellion qui a formé, à Bardai, au cœur du Tibesti, un « gouvernement » au sein duquel on retrouve les principaux partisans de l'ancienne coalition de N'Djamena, autour de M. Goukouni Oueddei. Autre sujet d'amertume pour le nouveau chef d'Etat tchadien : ruiné par des années de guerre, son pays souffre depuis plusieurs mois d'une très grave sécheresse.

JEAN-CLAUDE POMONTI.



# Etranger

## LA LIBÉRATION DU DOCTEUR AUGOYARD

### Une grâce soviétique

Les circonstances dans lesquelles intervient la grâce du docteur Augoyard assombrissent un événement dont chacun ne voudrait que se réjouir. Les diplomates soviétiques ont une contre-révélation quand ils affirment que le gouvernement français n'avait pas « officiellement » demandé la libération du jeune médecin. Vent-on mettre en vedette l'intervention « officielle » de M. Georges Marchais ?

Mais qui se laissera tromper par cette mise en scène « à posteriori » surtout parmi ceux qui avaient entendu, de leurs propres oreilles, des personnalités soviétiques annoncer, quelques jours à peine après le procès de Kaboul, que le docteur Augoyard « pourrait » être libéré fin avril ?

Les menaces proférées à l'adresse de quiconque, médecin, mais sans doute aussi journaliste, oserait encore prendre le risque de pénétrer « illégalement » en Afghanistan ne peuvent que faire craindre un relâchement un peu plus accentué encore de ce pays sur lui-même — et sous la main de fer d'un occupant soviétique de moins en moins tolérant.

Telle est la réalité dont il faut tenir compte. Tout est bien, sans doute, qui finit bien, et il faut espérer que le docteur Augoyard regagnera effectivement la France dans les jours prochains. Mais tous les témoignages dont on peut disposer indiquent que, s'il a été arrêté, jugé dans les conditions que l'on sait et condamné, c'est beaucoup moins sur l'initiative du régime en place, à Kaboul, que sur celle de ses protecteurs soviétiques. Et il y a tout lieu de penser que s'il est gracié avec plus d'un mois de retard par rapport à ce qui avait été officiellement annoncé, c'est parce que Moscou a voulu faire « payer » à Paris — indirectement mais sans ambiguïté — l'expulsion, au début du mois d'avril, d'une cinquantaine de ses diplomates.

Doit-on considérer qu'une page est ainsi tournée ? Dans le contentieux franco-soviétique peut-être, même si le sort du docteur Augoyard n'en était qu'un des éléments et si le geste humanitaire qui vient d'être enfin consenti ne saurait être considéré autrement que comme un retour à un minimum d'équité, non comme une faveur.

Plus douteuses sont les intentions de l'U.R.S.S. concernant un pays qu'elle considère comme faisant partie de son camp. Les signaux en provenance de Moscou sont sur ce point contradictoires et si l'on parle volontiers, au Kremlin, de la recherche d'une « solution politique », rien n'indique que M. Andropov et ses partenaires envisagent sérieusement, à Kaboul, d'autre chose que le maintien du régime qu'ils y ont imposé.

(Publicité)  
Association pour le développement des Libertés Fondamentales et le Centre Rachi-CUEJ  
COLLOQUE INTERNATIONAL  
« JUDAÏSME ET DROITS DE L'HOMME »  
DU 6 AU 12 JUIN 1983  
avec la participation de nombreuses personnalités du monde universitaire et politique.  
CENTRE RACHI  
30, bd de Port-Royal  
77006 PARIS — 331-38-20

### Paris rappelle les multiples démarches effectuées en faveur du médecin français

Le docteur Philippe Augoyard sera expulsé dans deux ou trois jours, a annoncé le vendredi 3 juin le chargé d'affaires d'Afghanistan à Paris, M. Abdoul Kestonand, confirmant en même temps que le médecin français emprisonné à Kaboul avait été gracié.

Le deuxième conseiller de l'ambassade, M. Hamid Nezam, a pour sa part déclaré que « l'intervention de M. Georges Marchais a joué un rôle déterminant dans la libération » du jeune médecin français. M. Nezam a en outre affirmé qu'il « aucun moment la France n'a demandé officiellement la libération du docteur Augoyard ».

Il n'y a jamais eu de négociations entre le gouvernement français et l'Afghanistan, a poursuivi M. Nezam. La libération du docteur Augoyard constitue « un geste de bonne volonté envers le peuple français », a déclaré M. Nezam, qui a ajouté : « A aucun moment, les Soviétiques ne sont intervenus dans cette affaire ».

Le docteur Augoyard sera très certainement directement transféré de sa prison à l'aéroport sans passer par l'ambassade de France à Kaboul, a encore déclaré M. Nezam, qui a enfin lancé un avertissement aux confrères du docteur Augoyard : « Nous aurons une approche plus sévère pour ceux qui rentreront à l'avenir » en Afghanistan.

Le ministre français des relations extérieures a indiqué qu'il avait été informé le même jour par le chargé d'affaires afghan de la mesure de grâce dont bénéficiait le

docteur Augoyard. Interrogé sur la déclaration de M. Nezam, le porte-parole du Quai d'Orsay a cependant souligné que le gouvernement français n'avait cessé d'effectuer des démarches « afin d'obtenir la libération du jeune médecin. Se refusant à tout autre commentaire, le porte-parole a rappelé les précédentes déclarations du ministère au sujet des interventions effectuées, dès l'annonce de l'arrestation du docteur Augoyard, afin qu'il puisse être remis en liberté.

Rappelons que le médecin français, qui effectuait une mission humanitaire dans des zones contrôlées par la résistance afghane pour le compte de l'Organisation Aïde médicale internationale, avait été fait prisonnier le 16 janvier dernier. Le 13 mars, un tribunal de Kaboul l'avait condamné à huit ans de prison pour être « entré illégalement » en Afghanistan et « avoir collaboré avec des éléments contre-révolutionnaires ».

De nombreuses organisations se sont félicitées de la grâce accordée au docteur Augoyard. L'association Médécins sans frontières y voit une « victoire de l'opinion publique » mais réaffirme son « droit imprescriptible d'apporter des soins à ceux qui en ont un besoin urgent ». Pour sa part, le Comité de défense des libertés et des droits de l'homme, que préside M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., se félicite très vivement que les autorités afghanes aient tenu compte de la demande qu'il leur avait adressée au sujet de Philippe Augoyard.

## République Sud-Africaine

### La Cour suprême de justice autorise des travailleurs noirs à résider dans les « zones blanches »

#### De notre correspondant

Johannesburg. — Cinq juges sud-africains de la plus haute instance judiciaire du pays ont décidé cette semaine d'ouvrir une brèche dans l'apartheid. Et quelle brèche ! En quelques jours, plusieurs dizaines de familles noires s'y sont engouffrées et, à partir du lundi 6 juin, des milliers d'autres vont tenter leur chance afin d'obtenir le très rare privilège de pouvoir résider légalement, à vie, en famille, en « zone blanche », plus exactement dans les townships réservés aux Africains à la lisière des villes qui s'y trouvent.

Cette mesure remet en cause la politique gouvernementale qui consistait à limiter au maximum l'urbanisation des Noirs. La législation en vigueur depuis 1945 prévoyait ainsi que seuls les salariés noirs ayant vécu au minimum quinze ans dans la même township ou travaillé dix ans sans discontinuer pour le même employeur pouvaient, à condition qu'ils aient un logement « légal », prétendre à l'obtention d'un permis de résidence permanent.

Soumise à des autorisations spéciales, la construction de maisons nouvelles dans les townships cessa virtuellement à partir des années 60. Ce fut la première parade des fonctionnaires chargés du contrôle des Noirs dans les villes. En 1968, une seconde mesure, plus surprenante encore, fut décrétée par le gouvernement : dès lors, tous les Africains — en fait l'immense majorité de la population noire — démunis du fameux permis permanent devaient rentrer chaque année dans « leur » bantoustan (1) pour y faire renouveler leur contrat de travail.

Aux Noirs qui remplissaient les conditions de stabilité d'emploi et de résidence exigées par la loi, on répondait désormais qu'ils « ne pouvaient pas » avoir été employés dix ou quinze ans « sans discontinuer » puisque le nouveau texte leur faisait obligation de rentrer « chez eux » au moins une fois l'an ! Pour les cinq juges de la Cour suprême, un contrat de travail même renouvelé dix fois est continu par nature, et le mécanisme noir, M. Tom Rikhotso, qui eut l'excellente idée de les saisir, sur le conseil d'une organisation ré-

ministe blanche anti-apartheid, s'est enfin vu octroyer le fameux permis. Saïssant la barre au bond, les plus grandes organisations patronales, désireuses de stabiliser leur main-d'œuvre, ont décidé de demander des lundis que tous leurs travailleurs se trouvant dans la situation de M. Rikhotso puissent obtenir des permis.

Les administrations concernées sont d'ores et déjà submergées de demandes. Pour l'instant, celles qui acceptent la jurisprudence de la Cour suprême — dans certaines régions, les fonctionnaires s'y refusent ouvertement — délivrent les coups de tampon convoités au compte-gouttes. La décision du gouvernement est attendue dans les jours prochains.

PATRICE CLAUDE.

(1) Au terme de la politique des bantoustans, tous les Noirs sud-africains appartenant à un « homeland » qui leur est attribué en fonction de leurs origines ethniques. La majorité des Noirs urbains n'y avaient jamais vécu auparavant.

## Le Monde

### WEEKLY ENGLISH SECTION

Nous rappelons à nos lecteurs que la sélection hebdomadaire du Monde en langue anglaise est insérée dans le Guardian Weekly et vendue par abonnement dans tous les pays.

#### EXTRAIT DU TARIF (Abonnement d'un an)

Vols normaux :	1 an
• Tous pays (sauf U.S.A. et Canada) :	305 F
Vols aériens :	
• Europe :	311 F
• Moyen-Orient, Afrique du Nord :	325 F
• Amérique, Canada, Afrique, Inde, Pakistan, Sri Lanka, Hong Kong, Malaisie, Arabie, Extrême-Orient, Australie :	357 F

SERVICE DES ABONNEMENTS  
5, rue des Italiens, 75427 Paris  
Cedex 08 — C.C.P. 4207-23 Paris  
« Weekly English Section »  
« Le Monde »

## LA RELÈVE DU CONTINGENT FRANÇAIS A BEYROUTH

### Des « légionnaires-gendarmes » dans un nœud de vipères

(Suite de la première page.)

Enfermés sous la tente, dans leur camp proche de l'ancienne ambassade de France, où stationnent en alerte une trentaine d'auto-mitrailleuses pour l'intervention rapide, ou dans leur poste de garde, qui sont des maisons ou des immeubles publics abandonnés en pleine ville, les soldats français devront s'habituer à vivre un peu en vase clos derrière leurs sacs de sable ou leurs chevaux de frise.

Quatre mois sans grande distraction, ni permissions, ni contacts profonds avec la population. De leurs cantonnements, ils ne s'éloignent que de quelques centaines de mètres pour les emplacements habituels. La nuit venue, ils se replient dans le poste, à l'exception des patrouilles qui parcourent les rues de cette zone de 40 kilomètres carrés, où vivent 700 000 Beyrouthins sous protection française.

La 9<sup>e</sup> DIMA, avant la 31<sup>e</sup> brigade, a ainsi tenu pendant quatre mois, sans incident notable, n'hésitant pas à mettre des appels, volontaires pour un service allongé, dans des postes comme à Chatila même. « Tous les jours se sont rassemblés, coiffés de leur casque de char de marine (R.I.C.M.) qui s'en retourne à Vannes. Ce qui rythmait la semaine, c'était le lundi après-midi lorsque nous receptions l'humour qu'on nous paraissait, du reste, avec les « casques bleus » français de la Force internationale des Nations unies au Liban ».

A Beyrouth, la légion débarque avec l'été. Ce sera dur si on ne peut pas sortir le soir, et il y aura des désertions », prédit, avec un sourire, ce jeune légionnaire d'Aubagne, qui se dit originaire de la Sicile. Il termine au Liban son engagement de cinq ans et il n'a toujours pas eu l'occasion de rencontrer son frère cadet du 2<sup>e</sup> R.E.L., duquel il est séparé depuis un an et dont il vient d'apprendre, par un camarade, qu'il garde, ce jour-là, les locaux de l'Agence France-Presse dans le centre de Beyrouth.

#### Découvrement

Le commandement sait que le sentiment de découvrement peut naître de ces missions statiques de représentation chez des soldats de métier entraînés à se battre et transformés en gendarmes ou en officiers des affaires indigènes, comme du temps de l'ancienne administration coloniale. « Il faut leur faire oublier, dit le général Coullon de ses légionnaires, par des exercices ou des échanges avec les autres contingents de la force d'interposition. A compter du 1<sup>er</sup> juillet, la solde de ces hommes-là sera alignée sur celle des militaires français servant à l'étranger (soit 1,74 fois la solde en France). Mais, jusqu'à présent, la rémunération était celle du « plouqué de la Courine », dit un officier supérieur, agréement d'une prime quotidienne de 158 francs.

Malgré l'austérité de leur service, les « marsouins » ou les « bigors » (2) de la 9<sup>e</sup> DIMA, ainsi que les cent quarante « aspeurs » du 17<sup>e</sup> régiment du génie aéroporté, ce sont pas demeurés inactifs.

Entre le 24 janvier et le 31 mai, ils ont eu le temps de récupérer ou de détruire un stock impressionnant d'armes diverses : 2 000 abus, 460 roquettes, 300 grenades, 82 mines antiears ou antipersonnel, 130 bombes à fragmentation, et jusqu'à 5 bombes de 250 kilogrammes et une bombe d'une tonne avec un mécanisme américain inconnu à ce jour. Après huit années de guerre civile, Beyrouth est pleine d'armes dissimulées, et à Chatila même, il se pourrait que seulement la moitié des armes palestiniennes aient pu être restituées à l'armée régulière libanaise.

Le général de brigade Michel Datin, qui commandait avant l'arrivée du général Coullon, est sans illusions. A Chatila, il montre du doigt l'ouverture de ces tunnels, encore inexplorés ou inondés, qui devaient être autant de caebettes d'armes palestiniennes, y compris pour des armements lourds, et où il est difficile de s'aventurer. Des tunnels de 600 mètres de long, qui serpentent sous les ruelles de Chatila. Un capitaine de la légion, précédé de sa torche électrique, les fait visiter, de nuit, à son général après avoir tenté d'apaiser une querelle entre familles proches de son poste de garde, tandis que des agents de renseignement de l'armée libanaise contrôlent, revolver à la ceinture et en civil, l'abattage public des bœufs importés de Yougoslavie.

#### Armistice ambigu

Lorsque le général Coullon est arrivé à Beyrouth à la tête de ses légionnaires, des Libanais en ont déduit que c'était la preuve, indirecte, que la France redoutait de nouveaux affrontements. Colonel, membre du cabinet militaire du ministre français de la défense à l'époque, Jean-Claude Coullon a été, précisément, l'officier chargé de préparer l'arrivée du 2<sup>e</sup> régiment étranger de paraebutistes qui, entre le 21 août et le 13 septembre 1982, a fait évacuer les forces de l'O.L.P. de Beyrouth. Son retour dans la capitale libanaise n'a pas manqué d'être interprété, par certains, comme l'indice qu'il fallait peut-être s'attendre à un regain de la tension.

Pourtant, à voir ces chantiers de reconstruction qui se sont ouverts ici ou là et la frénésie du commerce qui agite la ville, Beyrouth donne le sentiment, sans doute trompeur, que la population croit à cet armistice ambigu, parfois interrompu par le canon qui tonne dans le lointain ou par quelques tirs épars d'obus ou de roquettes à proximité de l'aéroport tenu par les Américains.

Des soldats de l'armée libanaise, dans la tourelle de leurs blindés M 113 américains à l'abri derrière des sacs de sable, veillent aux carrefours. Ils sont réarmés en même temps que les agents de police qui règlent une circulation parfaitement anarchoïque. Au large, le ballet des bateaux de guerre français ou américains n'attire plus l'attention et pas davantage le survol des plages par des Huoter ou des Fouga de l'aviation libanaise. A la fin de juin, les courses reprendront à l'hippodrome de la ville.

#### Un étai

Il y a quelques semaines, néanmoins, cette activité économique s'est ralentie. Comme si les Beyrouthins ne croyaient plus à l'évacuation du Liban par les forces étrangères au pays et constataient que l'étai militaire autour de la capitale n'avait malheureusement aucune chance de se desserrer.

Le dispositif français sera probablement modifié, sinon allégé. Moins en raison de cette apparence de paix, menacée par la moindre étiole, que parce que le général Coullon dispose de trois régiments, au lieu des quatre de son prédécesseur. Autant d'hommes au total, mais moins de « pions » à déplacer et à manipuler sur le terrain.

Des quarante postes répartis actuellement dans la zone française du Grand-Beyrouth, il ne pourrait en être maintenu qu'une trentaine. De la taille de la section — soit une trentaine d'hommes — ou de deux sections au maximum, de manière que chacun des postes de combat — qui sont en même

temps des lieux de vie — ne soit jamais une cible trop vulnérable ou un abris de fixation comme l'aura été, en fin de compte, l'ambassade américaine détruite récemment par l'explosion d'une voiture piégée. Le dispositif sera donc progressivement condensé, avec, cependant, le souci de ne pas aller trop vite, de crainte de donner à la population l'impression — fautive — qu'elle serait sous peu abandonnée.

D'ici à la fin de l'année, l'armée régulière libanaise devrait se renforcer. La conscription aidant, la formation par la France de deux cent cinquante cadres stagiaires se développant, ses effectifs seront alors de 30 000 hommes, et son armement, pour l'essentiel, viendra des Etats-Unis. Il ne serait pas hors de propos que cette armée régulière, reprenant confiance en elle, occupe, dans le contrôle de la capitale, la place qui lui revient de droit.

#### Un pays bloqué

On n'en est pas encore là. Loin s'en faut, tant cette armée libanaise paraît convalescente.

En revanche, ce qui fait l'objet, aujourd'hui, de ces propos de « popotes », dont on dit qu'ils sont aussi libres que révélateurs de l'état d'esprit de leurs auteurs, c'est l'éventualité d'un appui du contingent français à l'armée régulière libanaise dans les montagnes du Chouf, le fief de M. Walid Joublat, où s'affrontent druzes et ébrites. Pour que l'expédition réussisse, il faudrait sans doute plusieurs conditions préalables : que le président Amine Gemayel soit en mesure de le décider, que l'armée libanaise cesse de ne pas vouloir bouger d'un pouce, que les autres partenaires de la force multinationale approuvent un mandat clair donné à la France de désarmer les antagonistes, et que, surtout, les Israéliens y mettent de la bonne volonté en amorçant un retrait. Ce qui ne semble plus être le cas.

En septembre dernier, observe avec philosophie l'ambassadeur de France au Liban, M. Paul-Marc Henry, la force d'interposition a été accueillie comme un corps de « pacificateurs ». Depuis, et plus spécialement après l'assassinat du président Bechir Gemayel, cette force s'est enterrée dans Beyrouth, et tout le monde, au Liban, a paru se satisfaire de la situation. Le Liban s'est, de nouveau, bloqué sur lui-même. Le nœud de vipères s'est, sans que l'on puisse dire, aujourd'hui, quelle nouvelle initiative parviendra à le démentir.

JACQUES ISNARD.

(2) un « bigor » est un soldat de l'artillerie de marine.

## Iran

### DES CONTACTS SONT PRIS AVEC PLUSIEURS PAYS OCCIDENTAUX

L'Iran a pris contact récemment avec plusieurs pays européens et le Japon en vue d'améliorer ses relations bilatérales dans les domaines économique, politique et culturel, et sortir ainsi de son isolement. Téhéran a effectué des démarches diplomatiques auprès des pays industrialisés réunis à Williamsburg, à l'exception des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, a déclaré, vendredi 3 juin à Tokyo, un porte-parole du ministère des affaires étrangères.

Selon le porte-parole, l'initiative iranienne a été discutée par les ministres des affaires étrangères à Williamsburg, qui ont décidé de ne pas la repousser. M. Hossein Ardchibi, vice-ministre iranien des affaires étrangères, doit d'ailleurs se rendre à Tokyo le 14 juin. — (A.F.P., Reuters.)



## Etranger

### CANADA

## «Votez pour moi, I speak french...»

Le parti conservateur canadien va élire son nouveau chef le 11 juin. Après des décennies de francophobie, les candidats découvrent l'intérêt de parler français. Ou du moins d'aller ostensiblement chez Bertitz. Car la bataille est âpre et, pour avoir l'oreille des électeurs francophones, il faut faire des sacrifices...

#### De notre correspondant

Montréal. — Même les dirigeants conservateurs les plus récalcitrants ne manquent pas une occasion de déclarer publiquement qu'ils « vont suivre des cours », qu'ils ont « toujours eu beaucoup d'admiration pour la culture française » et qu'une fois au pouvoir « ils » tiendront compte des besoins particuliers des six millions de francophones, dont cinq millions vivent au Québec.

Cette sollicitude soudaine n'est pas désintéressée. Les conservateurs, éternels perdants aux élections depuis près d'un demi-siècle (sauf de 1957 à 1963 et pour quelques mois en 1979-1980), espèrent ainsi faire une brèche dans le monopole qu'exercent les libéraux sur le vote francophone. Aux élections fédérales de février 1980, le parti libéral de M. Pierre Elliott Trudeau a remporté soixante-quatorze des soixante-quinze sièges du Québec. Seule exception dans l'histoire récente, le conservateur John Diefenbaker, qui ne parlait pas un traître mot de français, avait obtenu l'appui des électeurs québécois en 1958 après avoir conclu une alliance avec Maurice Duplessis, le tout-puissant chef du gouvernement québécois.

Le retour des libéraux au pouvoir en 1963 et surtout la mise en place, à partir de 1967 sous la direction de M. Trudeau, de ce qu'on a appelé le *French power* allaient de nouveau faire du parti conservateur une formation presque exclusivement canadienne anglaise. Pour les libéraux, le vote francophone — 25 % de l'électorat — constitue un atout essentiel pour rester au pouvoir. Pour les conservateurs, c'est en revanche un handicap qui les condamne à

rester dans l'opposition, à moins d'obtenir près de 70 % du vote anglophone dans l'ensemble du pays.

#### Du baragouin au purisme

Malgré son impopularité croissante au Canada anglais, en particulier dans les trois provinces de l'Ouest, où il n'a pas un seul député depuis les dernières élections, le parti de M. Trudeau reste fort dans la province la plus peuplée, l'Ontario. A moins d'un raz de marée, qui n'est pas à exclure dans les neuf provinces anglaises, les conservateurs n'ont pas d'autre choix que de tenter de séduire l'électorat francophone s'ils veulent parvenir au pouvoir.

Depuis l'élection de M. Joseph Clark à la tête de leur parti en 1976, les conservateurs ont donc décidé de faire un effort en direction des francophones. Au moment de son élection, M. Clark baragouinait un français à peine compréhensible. Aujourd'hui, il s'exprime couramment et ne manque pas une occasion de le faire, insistant même auprès des journalistes francophones pour répondre dans leur langue à toutes les questions. Il utilise tout à tour les deux langues officielles à la Chambre des communes, comme M. Trudeau.

A vrai dire, il est le seul député important vraiment bilingue. Hélas ! il ne dirige plus le parti conservateur, ayant démissionné avec éclat le 29 janvier. Contesté au sein de son parti depuis sa défaite aux élections de février 1980, M. Clark a estimé, lors d'un congrès tenu à Winnipeg (Manitoba), que les députés ne lui avaient pas accordé une majorité assez nette — il avait obtenu 67 % des voix — pour refaire l'unité du



Dessin de YVES CORRIGER.

parti. Aussitôt après sa démission, il annonça qu'il serait candidat à sa propre succession. Comment s'écarter après ce genre de péripéties que les conservateurs ne soient pas toujours pris très au sérieux ! En fait, ils ont fait pis depuis.

Dès le début, la lutte pour la conquête du parti conservateur a pris un tour très dur. Lors des « primaires » qui ont permis de sélectionner les quelques trois mille députés qui choisirent le nouveau chef au congrès d'Ottawa (du 8 au 12 juin), on a assisté à des scènes étonnantes ici, bien que familières sous d'autres latitudes où l'on a des conceptions plutôt folkloriques de la démocratie.

#### Un « électeur » de huit ans

Ainsi, on a vu des enfants de dix à douze ans participer à des assemblées pour la désignation de députés. Les deux plus jeunes « électeurs » filmés par la télévision avaient huit et neuf ans. Les protestations de certains candidats et la mauvaise impression créée auprès de l'opinion publique par ces manipulations ont fini par convaincre les dirigeants conservateurs qu'il fallait mettre un terme à ces pratiques. Ils ont donc pris une mesure très sévère : pour avoir le droit de vote aux assemblées, il fallait désormais être âgé d'au moins... quatorze ans.

Pour attirer ces petits électeurs, les organisateurs leur offraient des œufs en chocolat. Les clochards, que l'on est allé parfois chercher en auto, avaient droit

à de la bière. Des immigrants de fraîche date, ne parlant ni français ni anglais, sont devenus du jour au lendemain des militants conservateurs, le temps de désigner des députés dont ils n'avaient jamais entendu parler. En quelques semaines, les rangs du parti se sont gonflés de plusieurs milliers de membres. Par dérision, on les a surnommés les *Instant Tories*, « les conservateurs instantanés ».

Si c'est vrai que sur les huit candidats en lice deux seulement, ont eu recours à ces pratiques peu reluisantes, il reste qu'il s'agit des principaux, MM. Clark et Brian Mulroney. Après avoir regretté que ses partisans aient cru bon de recourir à des méthodes aussi contestables, M. Clark a préféré prendre les choses avec philosophie : « Vous savez, a-t-il déclaré, la politique n'est pas une affaire d'enfants de cœur. »

Par ces propos désabusés, l'ancien et éphémère premier ministre — de juin 1979 à mai 1980 — se montrait sous son vrai jour : son physique d'adolescent attardé et tout en rondeurs cache un redoutable politicien dévoré d'ambition.

Son principal adversaire, un homme d'affaires québécois, M. Brian Mulroney, a le même âge que lui (quarante-quatre ans) et se donne des airs de don Juan. Jouant de sa voix grave et d'un charisme certain, il esquive les questions des journalistes et des militants conservateurs qui veulent en savoir davantage sur le financement de sa campagne ou

sur ses positions en matière constitutionnelle. Pour conquérir les députés francophones sans aliéner les anglophones, M. Mulroney joue sur deux registres.

Il rappelle aux premiers qu'il est né dans une famille québécoise modeste et qu'il a passé toute son enfance dans la petite ville industrielle de Baie-Comeau, située au bord du Saint-Laurent, à plusieurs centaines de kilomètres au nord-est de la ville de Québec. Aux autres, il raconte ses succès professionnels. A ceux qui mettent en doute ses compétences de gestionnaire à la suite de la fermeture des installations de la ville minière de Schefferville (nord du Québec) — il était président de la société Iron Ore, qui exploitait le minerai de fer dans la région, — il rétorque qu'on ne peut pas le tenir pour responsable de la crise économique. Le « p'tit gars de Baie-Comeau » a répondu à tout mais, il ne convainc guère.

Abasourdis, les commentateurs politiques se sont demandé si les conservateurs seraient vraiment condamnés à choisir entre M. Clark et M. Mulroney. C'est alors qu'entra en scène un troisième larron, qui était déjà candidat mais que personne ne semblait vouloir prendre au sérieux, bien qu'il ait été ministre des finances dans le gouvernement Clark.

#### Un couac révélateur

A cinquante-deux ans, M. John Crosbie est un personnage hant en couleur. Originaire de la province insulaire de Terre-Neuve, c'est un orateur hors pair, dont les discours, féroces pour ses adversaires politiques, sont d'une truculence plutôt rare à la Chambre des communes. Bien vu dans les milieux d'affaires, M. Crosbie n'est pas resté assez longtemps aux finances pour être impopulaire.

Compte tenu du phénomène de rejet dont pourraient être victimes M. Clark et Mulroney, M. Crosbie pourrait apparaître finalement comme le candidat du compromis. Mais, contrairement à ses deux principaux adversaires, il ne parle pas français. Après avoir pris à la légère ce handicap, il a compris au cours des dernières semaines qu'il valait mieux ne pas trop exercer son sens de l'humour sur un thème aussi délicat.

« M. Trudeau parlait les deux langues officielles », déclarait-il d'abord, mais il n'a pas résolu pour autant les problèmes du pays ni en français ni en anglais. Il ajoutait, d'un ton provocant, qu'il valait mieux un premier ministre « sincère et utilitaire » que qu'un chef de gouvernement bilingue qui serait un escroc ou un imbécile ».

Depuis, M. Crosbie s'en tient à des déclarations moins brutales, affirmant que sa méconnaissance du français ne signifie pas qu'il « ne respecte pas le peuple québécois » et qu'il n'apprécie pas sa culture. Non, il n'exclut pas d'apprendre la langue ; mais « vous savez, il me faudrait six mois à temps plein, peut-être même un an, pour être en mesure de comprendre des questions en français et d'y répondre. Et je n'ai vraiment pas le temps ».

L'un des candidats les plus étonnants de cette campagne, le milliardaire Peter Cockington, fait preuve de la même bonne volonté. Plus à droite que ses rivaux, il s'en prend surtout à la « bureaucratie socialisante », qu'il accuse d'avoir ruiné le Canada. « Je veux qu'on remette les gens au travail », dit-il, « qu'on cesse d'encourager les paresseux, qu'on soit plus sévère envers les criminels. Je suis heureux de voir que de plus en plus de Canadiens penchent vers la droite pour trouver des solutions aux problèmes de ce pays ».

M. Cockington, on s'en doute, n'a guère de sympathie pour le bilinguisme. D'ailleurs, avec à peine 1 % des intentions de vote, il n'a aucune raison de courtoisie de voter des francophones, qui, de toute façon, ne s'intéressent pas à lui. Pourtant, après avoir eu des propos désobligeants sur la langue française, il a annoncé qu'il avait décidé de suivre des cours de français chez Bertitz. Comprenne qui pourra.

Si l'on s'en tient au discours des huit candidats conservateurs, le français a de beaux jours devant lui au Canada. Malheureusement, dans ce beau concert, il y a quelques couacs révélateurs. Un journal de Montréal publiait récemment le texte d'un discours prononcé deux ans plus tôt par un député conservateur, aujourd'hui favorable à la candidature de M. Mulroney. Après avoir dénoncé la politique du bilinguisme dans les institutions fédérales, le député s'inquiétait des intentions de M. Trudeau, qui, assurait-il, cherchait à faire du Canada un pays francophone. Et il ajoutait : « La même culture qui a donné naissance au fleau de Napoléon, à la duplicité de Pétain, à l'orogonoc de de Gaulle, a perpétré au Canada la tyrannie de Trudeau. » Chassez le naturel...

BERTRAND DE LA GRANGE.

## Le paradis d'Allah en Malaisie

Les musulmans de Malaisie, majoritaires dans le pays, contrôlent le gouvernement. Ils n'apprécient pas l'extrémisme des ouïes et durs de l'islam, qui risquent de faire fuir les investisseurs et d'inquiéter les citoyens d'origine chinoise et indienne. Pourtant, dans quelques communautés, on rêve d'un « État d'Allah » à l'iranienne...

#### De notre envoyé spécial

Kuala-Lumpur. — Déjà le paradis sur terre ? A en croire M. Mohamad Salleh Abu Bakar, l'un des responsables de cette communauté islamique, on n'en serait plus très loin. Ici, c'est l'harmonie parfaite, la fraternité authentique. Pas un geste déplacé, pas un mot plus haut que l'autre. « Pas étonnant, dit-il, que beaucoup de gens, notamment de nouveaux convertis, viennent nous rejoindre et vivre avec nous ».

Une clairière dans une jungle aussi verte que le drapeau de l'islam, aux portes de Kuala-Lumpur : Al Arqam — du nom d'un des compagnons du Prophète — rassemble, autour de son minaret, un millier de fidèles, autant d'étudiants que de simples villageois, entretenus dans la « crainte d'Allah » et prévenus contre les « tourments du feu éternel ». Le saint homme qui fonda, en 1973, cette communauté de foi entendait regrouper des croyants de toutes conditions et de tous âges qui appliqueraient, à la lettre, les préceptes du Coran et, pour autant, ne s'en porteraient pas plus mal.

Cet exemple a fait école. Les responsables d'Al Arqam patronnent, aujourd'hui, à travers le pays, une douzaine de communautés islamiques. Elles s'ajoutent à celles qu'ont créées d'autres « hopelites » intégristes. M. Mohamad Salleh croit que, « dans quinze à vingt ans », les musulmans de Malaisie auront trouvé le chemin de la Lumière. Faire la révolution pour hâter cette échéance ? « Ça ne sert à rien. Ce qui compte, c'est la conversion intérieure de chacun ».

Le meilleur parti n'est-il pas de miser sur les jeunes, puisque « les vieux ont pris de mauvaises habitudes » ? Seize ans d'âge : cinq dans le primaire, onze ans dans le secondaire. A la sortie, les moins doués pourvoient, de leurs mains, aux besoins de la communauté ; les autres sont orientés vers l'enseignement pour en faire des « missionnaires ».

#### Comme les prophètes

A Al Arqam, on s'attache à respecter, dans les moindres détails, l'« authentique tradition islamique ». Le voile noir qui couvre les femmes de la tête aux pieds est seulement percé d'une « meurtrière » à la hauteur des yeux ; les jeunes filles suivent — mais en hâte — les contraintes vestimentaires de leurs aînées. Les hommes et les garçons portent le turban et l'ampoule gandoura, qui dissimule aux regards impurs les contours du corps. Beaucoup d'adultes se font un devoir de se laisser pousser la barbe, « comme tous les prophètes, dont Jésus ».

Remède contre l'adultère : la polygamie. Quatre femmes, pas davantage. Cette pratique permet de couper court à toutes les « affaires de sexe » qui alimentent la chronique occidentale.

« On répond ainsi aux besoins physiques des hommes », explique d'un air entendu M. Mohamad Salleh. Pensez qu'il se commet, aux États-Unis, un viol toutes les sept minutes et un meurtre toutes les vingt-cinq minutes. »

Prière obligatoire cinq fois par jour à l'appel d'un vrai muezzin ; dans la mosquée, le carré des femmes est isolé par un épais rideau noir. Chaque mercredi soir, les villageois et les gens des alentours se réunissent autour d'un conférencier-prédicateur. Au programme de ces cercles spirituels : traduction du Coran, jurisprudence, théologie, morale. A cette occasion, on imole une tête de bœuf et on en vend les bons morceaux à un prix de faveur, 10 ringgits le kilo (environ 35 francs). « Beaucoup moins cher qu'en ville ».

Autant que faire se peut, le village tente de vivre sur lui-même. Les habitants cultivent quelques champs de paddy ; d'une ferme d'élevage, ils tirent le lait et la viande. Sous son propre label, Al Arqam fabrique de la sauce au piment rouge, du ketchup et des jus de fruits. Ces usines, bien entendu, font relâche le vendredi. « Pourquoi l'Occident produit-il tant d'alcool ? », s'interroge M. Mohamad Salleh, scandalisé.

#### Contre le système

Impossible, toutefois, de faire la démonstration d'une communauté islamique capable de vivre en complète autarcie, au milieu d'un monde étranger dont elle n'aurait rien à apprendre. Un bon nombre de villageois travaillent à Kuala-Lumpur au service d'intérêts et d'idées qu'ils ne partagent pas, auprès de patrons qui négligent le salut de leur âme. M. Mohamad Salleh lui-même occupe un poste en vue au Parle-

ment : principal permanent secretary. Le voilà mêlé, par la force des choses, à un système politique « hérité du colonialisme », dont le Parti islamique de Malaisie, ou PAS, dans les rangs duquel il militait, souhaite l'abolition.

Les camarades de M. Mohamad Salleh excluent l'usage de la force pour imposer un « État islamique ». Ils connaissent d'avance le prix que cela coûterait dans un pays où, selon les chiffres les plus récents, les musulmans représentent seulement 53 % de la population totale.

« Nous n'avons pas d'autres choix que de nous battre sur le terrain constitutionnel », indique M. Yusuf Rawa, le nouveau président du Parti islamique. Nous n'avons pas envie d'aller planter notre tente à Ncaple-Château... »

#### Admirateurs de l'Iran

Soucieux de tempérer ces ardeurs théocratiques, le gouvernement malaisien a multiplié les gestes de bonne volonté en direction des disciples d'Allah : création d'une banque, d'une compagnie d'assurances et d'une université islamique, interdiction d'accès des musulmans au casino de Genting, Le Club Méditerranée, dans son village de Cherating, a supprimé de ses menus la viande de porc. Concession faite aux plongeurs qui répugnaient à laver, même avec des gants de caoutchouc, des assiettes souillées par ces mets impurs !

Rien n'y fait : les amis de M. Mohamad Salleh n'en savent rien à personne. Ils ne veulent voir que des « manipulations ». « Une université islamique ? Elle formera de bons orientalistes, pas de bons musulmans », prévient le président du Parti islamique, qui réclame maintenant l'institution d'un système d'éducation islamique et la promotion de l'arabe comme seconde langue officielle derrière le malais. Il revendique, pour son parti, trois cent mille membres et mille adhésions par mois. « L'argent vient de notre poche ; nous ne recevons aucune aide étrangère », insiste-t-il.

Les nouveaux dirigeants du parti se donnent, aujourd'hui, pour première mission d'apaiser tous ceux — musulmans et non-musulmans — qu'inquiète une montée de l'extrémisme islamique. « Nous ne voulons forcer personne à nous suivre », déclare M. Yusuf Rawa. Même sous la loi du Coran, il y a place pour tout le monde. » A cet égard, l'Iran est-il un modèle ?

Haji Nakhle, l'un des deux vice-présidents du parti, qui en revient, estime que « cette révolution a été mal comprise en Occident ». A son avis, « on a trop mis l'accent sur les exécutions de gens qui, en réalité, étaient des terroristes ». De toute manière, précise-t-il, « nous n'avons pas l'intention de copier le régime de Téhéran, mais nous devons, comme lui, fixer à notre combat des objectifs très clairs ».

C'est à ce combat-là que se prépare la communauté d'Al Arqam. Elle publie à cet effet, à l'intention de ses membres et de ses sympathisants, une revue mensuelle, avec jaquette en couleurs et sur papier glacé tirée à quarante-cinq mille exemplaires. « Pour éduquer les masses », elle ne réchigne pas à utiliser les moyens techniques — cassettes et films vidéo — que le monde moderne met à sa disposition. Il faut savoir vivre avec son temps si l'on veut faire avancer les affaires d'Allah...

JACQUES DE BARRIN.



Dessin de FRANCHINI.



سلا من العراق

# Etranger

## Le boy-scout de la politique anglaise

**Dans la vie politique outre-Manche il tient le rôle du « gentil garçon ».**  
**L'Alliance social-démocrate vient, sans doute, pour une bonne part, grâce à lui, de remonter dans les sondages électoraux de 15 à 21 % des intentions de vote.**  
**La « troisième force » britannique avait bien besoin que son chef de file le plus séduisant mène campagne le cœur sur la main.**

De notre envoyé spécial

Peebles (Ecosse). — Le David Steel's Battle Bus lance sur les routes sinueuses des Borders, aux confins de l'Ecosse et de l'Angleterre, l'autobus de bataille est le quartier général du leader du parti libéral pendant la campagne électorale. Il lui permet de se déplacer en emmenant ses collaborateurs et des journalistes, et même de haranguer la foule depuis une plate-forme spécialement aménagée sur son toit.

Aux élections de 1979, le parti libéral s'était taillé un beau succès dans les médias, avec cette formule de campagne que les deux autres grands partis n'avaient pas encore découverte. Cette année, l'effet de surprise est passé. Les libéraux, alliés aux sociaux-démocrates, qui en tant que tiers parti ont essentiellement besoin de l'attention de la presse et de la télévision, n'ont pas su vraiment innover.

M. Steel, bien sûr, peut compter sur sa popularité qui ne cède qu'à celle de M<sup>rs</sup> Thatcher, loin devant M<sup>rs</sup> Foot, leader du parti travailliste et Jenkins, chef des sociaux-démocrates et premier ministre désigné en cas de victoire — bien improbable — de l'Alliance. Conscient de ses atouts, M. Steel s'est d'ailleurs fait attribuer le premier rôle dans la campagne,

aux dépens de M. Jenkins, dont la longue expérience gouvernementale n'attire pas spécialement les jeunes électeurs.

Dans la région de Peebles, le leader libéral est chez lui, dans des circonscriptions que de petites industries protègent à la fois du conservatisme et du travaillisme. C'est ici que M. Steel a été sacré, en 1965, « plus jeune député de la Chambre des communes », à la faveur d'une consultation partielle et constamment réélu depuis. Pourtant, en ce jour pluvieux, les foules se font rares. Le « Battle Bus » s'arrête dans les petites villes. M. Steel descend pour saluer quelques curieux ou sympathisants, serre des mains et distribue des badges. C'est le B.A. BA du travail politique, mais il n'y prend visiblement aucun plaisir. Il n'aime pas non plus les grandes réunions où il faut tenir de longs discours. Il se sent plus à l'aise en petits comités, en répondant à des questions, ou devant les caméras de télévision où il excelle.

Un avocat du tiers-monde

Le public ne l'apprécie pas tout à fait autant que M<sup>rs</sup> Thatcher, qui a décidément toutes les faveurs, mais il aime un style direct et une aisance apprises alors qu'il était présentateur du programme régional de B.B.C.-Ecosse. A quarante-cinq ans, M. Steel a gardé l'allure juvénile d'un étudiant, malgré les extravagantes chemises de couleurs criardes qu'il affectionne. Le large sourire dont il ne semble jamais se départir lui donne un air sympathique et même gentil qui pourrait nuire à une carrière d'homme d'Etat.

Son ascendance aussi le fait passer pour le « boy-scout », le « gentil garçon » de la politique britannique. Son père était pasteur de l'Eglise d'Ecosse (presbytérienne), dont il a même été modérateur pendant deux ans. David est resté marqué par son éducation religieuse. Elle explique son engagement total en faveur des causes qu'il juge justes : la lutte contre l'apartheid, la protection

des sans-logis... A peine arrivé à la Chambre des communes, il avance une proposition de loi pour la libéralisation de l'avortement, procédure parlementaire incertaine qui exige une belle détermination. En 1967, il obtient gain de cause.

Depuis sa jeunesse, il s'intéresse au tiers-monde. Il est resté quatre ans à l'école à Nairobi, il a beaucoup voyagé en Afrique ; à l'université d'Edimbourg où il a étudié le droit, il a été président de l'association des étudiants libéraux. En 1960, il a été membre de la première délégation d'étudiants écossais qui s'est rendue en Union soviétique ; avec les étudiants libéraux il a visité les pays socialistes et, au Parlement, il a continué à suivre les questions internationales comme membre d'une délégation aux Nations unies puis comme porte-parole de son parti pour les affaires étrangères.

Cette sensibilité internationale et tiers-mondiste est assez caractéristique du parti libéral, une formation « patchwork » où se côtoient de riches whigs, hostiles à l'Etat et à la bureaucratie, des individualistes qui ne supportent pas la discipline des grands partis et qui donnent la priorité à la défense des libertés et des droits de l'homme, des régionalistes de la « marge celtique » (Pays de Galles, Ecosse, ...) qui protestent contre le centralisme et des jeunes libéraux « gauchistes » préoccupés par les questions du mode de vie, la défense de l'environnement, la réforme des mœurs, etc.

Le parti libéral Petit Poucet

Toutes ces tendances font plus ou moins bon ménage, mais elles donnent au leader une grande marge d'initiative. Sous ses dehors gentils, M. Steel utilise cette liberté au service de l'ambition qui l'anime depuis qu'il fait de la politique. Il veut transformer le système britannique en mettant fin au duo conservateur-travailliste. Rien de moins. La réussite suppose la création d'un outil adapté, et le parti libéral par

sa perméabilité, son mode de fonctionnement très lâche, sa fluidité idéologique, s'y prête parfaitement.

Quand M. Steel devient le leader des libéraux en juillet 1976, le parti est en plein désarroi. Depuis plusieurs mois, il subit les effets de l'« affaire Thorpe », l'ancien leader accusé d'avoir complotté pour faire assassiner son ami Norman Scott. M. Steel utilisera son entêtement et un sens de la manœuvre politique qu'on ne lui connaissait pas pour écarter ses rivaux.

Le parti libéral est, depuis les années 20, le Petit Poucet de la vie politique anglaise. Apprécié pour ses idées nouvelles et son non-conformisme, il remporte des

succès spectaculaires à quelques élections partielles où il recueille un tiers des votes de protestation contre les partis établis, mais il perd toute crédibilité au moment des élections générales et il se retrouve régulièrement aux Communes avec une poignée de députés. La stratégie traditionnelle des libéraux consistait à obtenir le plus grand nombre possible de voix et de sièges avant de savoir ce qu'ils en feraient. M. Steel renverse la proposition : il met au point une stratégie d'alliance dont il espère un gonflement de ses voix. Une alliance au centre suppose des compromis auxquels les libéraux réparent. M. Steel dénonce cette défection morale dans l'opposition, et la fuite devant le pouvoir.

Malgré l'hostilité des traditionalistes comme des gauchistes, il met sa stratégie à l'épreuve pour la première fois en 1977 avec le « pacte Lib-Lab », le soutien sans participation au gouvernement Labour de M. James Callaghan. Ses adversaires lui reprochent d'avoir maintenu au pouvoir un cabinet socialiste minoritaire et de ne pas avoir obtenu suffisamment de concessions politiques. Mais M. Steel poursuivait d'abord des objectifs tactiques : habituer les travaillistes de droite à considérer les libéraux comme des partenaires naturels.

La méthode portera ses fruits quatre ans plus tard quand quelques dissidents du Labour formeront le parti social-démocrate et s'allieront avec les libéraux au sein de l'Alliance. Là encore, M. Steel sera critiqué par certains de ses amis, qui protestent à la fois contre l'Alliance, contre les concessions faites aux sociaux-démocrates dans la répartition des candidatures aux élections et contre le style de direction trop personnel de leur leader.

M. Steel, en effet, n'est pas fêré de concertation. Il s'est entouré de conseillers choisis en dehors du sérail libéral pour leurs qualités intellectuelles ou publicitaires (l'un d'entre eux a organisé la campagne présidentielle de M. McGovern aux Etats-Unis). Plutôt que de prendre l'avis de ses collègues, il aime les placer devant le fait accompli pour arriver plus facilement à ses fins. Il a conseillé aux dissidents travaillistes de ne pas rejoindre les libéraux mais de fonder un nouveau parti afin de « ratisser plus large ». En unissant leurs forces les libéraux et les sociaux-démocrates avaient une chance de se tailler une place entre les conservateurs et les travaillistes. C'était le pari de M. Steel que le « phénomène Thatcher » a rendu très aléatoire. Si le « gentil garçon » de la politique britannique ne réussit pas cette fois, il n'est pas certain que ses amis lui laissent une seconde chance.

DANIEL VERNET.



Dessin de SZLAKMANIN

## ISRAEL

### Avec les « godillots de la paix... »

**Ils arrivent ce samedi à Tel-Aviv pour y tenir à la fin du sabbat un grand rassemblement de protestation.**  
**Chaque jour, depuis la frontière libanaise, une équipe nouvelle de marcheurs a pris le relais.**  
**Ils empruntent le chemin qu'ils voudraient voir suivre, un an après le début de la guerre, à l'armée enfin rapatriée au pays.**  
**Ils attendent, ils ont chaussé les godillots de « La Paix maintenant ».**

De notre correspondant

Jérusalem. — Un an après. Un petit groupe d'une quarantaine de marcheurs progressent péniblement sur le bas-côté de la route Haifa-Tel-Aviv. Dans le paysage quasi désertique de dunes qui entoure les ruines de Césarée, le soleil tape dur à travers l'air moite du littoral. Soudain deux puissants coups d'avertissement et la petite troupe s'agit dans la poussière détrempée par un énorme semi-remorque de l'armée, transportant deux blindés qui, vraisemblablement, rentrent du Liban pour révision. Le camion ralentit. « Oui, c'est la bonne route... », crient les marcheurs. Les visages rutilants s'éclairent d'un sourire ironique. Deux autres coups d'avertissement leur répondent. Une main s'agite à la portière. Pour de tels signes de complicité, les manifestants de Chalom Archav (La Paix maintenant) savent qu'ils ne marchent pas pour rien. Ils sont partis dimanche de la falaise de Rosh-Hanikra, au bord de la Mé-

diterranée, à la frontière israélo-libanaise, à l'endroit même d'où s'étaient ébranlés, dans la nuit du 5 au 6 juin 1982, les premières colonnes de chars au début de l'opération Paix pour la Galilée.

Un an après, les militants de La Paix maintenant sont partis en sens inverse, tournant le dos au Liban, pour montrer au gouvernement et à l'armée le chemin du « retour à la maison ». Procédant par petites étapes, afin d'organiser chaque soir une réunion avec la population des régions parcourues, ils cherchent aussi à jalonner leur trajet de divers « événements », destinés à attirer l'attention, telle l'inauguration jeudi d'un vaste et impressionnant monument composé par un sculpteur : cinq cents « silhouettes », presque autant que de victimes israéliennes tombées durant les douze derniers mois au Liban. Quatre cent quatre-vingt-douze soldats ont été tués, deux mille six cents blessés, dont six cents invalides permanents. Des pertes qui auraient été jugées inconcevables un an plus tôt dans un pays qui, pour de multiples raisons, a toujours été extraordinairement soucieux d'épargner la vie de ses habitants.

Le jour où nous avons retrouvé les marcheurs, le contingent chargé de prendre le relais était des plus réduits. Ses membres en concevaient visiblement quelque amertume. Mais on était au cœur de la semaine. Il était difficile de trouver sept jours durant un nombre égal de bonnes volontés disponibles. Un échec ? Sans doute pas, car Chalom Archav payait qu'il a toujours voulu observer et qu'il fait depuis, cinq ans son originalité et son importance, dans un

pays où auparavant aucune action politique d'envergure n'avait pu s'exprimer en dehors des partis ou des mouvements affiliés (1). L'organisation « informelle » veut dépasser les églises persistantes qui divisent le sionisme depuis ses origines et se perpétuent aujourd'hui dans un quasi-bipartisme. Ayant souvent pour effet de limiter sinon de pervertir le débat politique sur toutes sortes de questions, notamment sur celles qui ont trait au conflit israélo-arabe.

Eviter l'irréversible

Chalom Archav tente sans cesse de ramener la discussion à « l'essentiel » : la recherche d'un véritable compromis avec les Arabes. Pour tous ceux qui sont las des jeux politiques traditionnels et stériles, le temps presse : d'où La Paix « maintenant... ». Plus modestement, mais par réalisme, les animateurs de Chalom Archav veulent d'abord essayer d'empêcher le gouvernement d'accumuler les obstacles sur la voie de la paix.

Un programme minimal parce qu'ils espèrent gagner à leur cause le plus grand nombre possible d'Israéliens. Aussi se gardent-ils de préciser quelle solution ils préconisent. Un « compromis territorial » avec la Jordanie selon la formule travailliste, l'autonomie des territoires occupés, un Etat palestinien indépendant ? Pas de réponse. Il ne leur appartient pas de le donner, disent-ils. Ils laissent cela aux politiques. Il y a pour eux plus urgent : éviter une aggravation du conflit à laquelle, selon eux, conduit la politique de M. Begin, éviter que ce dernier « bientôt » ne crée une situation « irréversible ». Halte à la colon-

sation. Ce relatif manque de précision leur a été fréquemment reproché, mais là réside aussi, de l'avis général, la raison de leur succès, tout aussi relatif mais réel.

C'est déjà à propos du Liban, lors de la première invasion (l'opération Litani), que s'est fondé Chalom Archav à l'initiative d'officiers de réserve alors mobilisés. Mais, tout de suite, le mouvement a nié son action vers la contestation des implantations multiples, au risque de faire capoter l'initiative de paix du président Sadate à peine entamée. Tâche rude et ingrate tant il paraissait aller à contre-courant. D'ailleurs, le mouvement a failli disparaître après les élections de 1981 et la nouvelle victoire de M. Begin. Mais, après un « coup de déprime », le signal du sursaut a été donné quand l'armée israélienne a atteint Beyrouth.

« Le malaise grandit »

A l'ombre d'un eucalyptus, le temps d'une pause sur la route de Tel-Aviv, au milieu d'un échantillon apparemment représentatif de ses camarades — étudiants, enseignants, kibouzniks, travailleurs sociaux, etc. (une majorité d'intellectuels). — M. Naftali Raz, l'un des discrets animateurs de Chalom Archav, fait le point : « Beaucoup de gens qui ne nous étaient pas favorables et qui nous étaient même très hostiles admettent aujourd'hui que nous avions raison, voici près d'un an, de prédire l'enfoncement d'Israël dans le bouillier libanais. Cet anniversaire est un rappel douloureux, d'autant que la liste des victimes s'allonge rapidement ces jours-ci et que plane le danger d'un conflit avec la Syrie. Le gouvernement ne sait plus comment s'en sortir. Il

n'ignore pas que parmi les deux mille cinq cents frères de famille qui ont manifesté cette semaine devant la Knesset pour exiger le retour de leur fils, il y avait aussi de nombreuses électrices du Likoud. Le malaise grandit. Notre rôle est d'en souligner les causes profondes au-delà de l'affaire libanaise... »

Sur le parcours, raconte M. Raz, on nous a traités comme d'habituels « traitres » et de « suppôts de l'O.L.P. », mais nettement moins qu'il y a quelques mois. Les démonstrations de sympathie étaient cette fois plus nombreuses. Je crois, ajoute-t-il, que de plus en plus de gens prennent au sérieux nos objections. — Propos mesurés pour quelqu'un qui ne cache pas désirer la chute de M. Begin et agir pour cela, comme l'indique, mais sous la forme du sous-entendu, la banderole déployée en tête du cortège : « Un bilan : une guerre inutile, un gouvernement inutile. »

Détermination et prudence sont les mots d'ordre du mouvement. « Ils ne veulent surtout pas se marginaliser », nous explique M. Saul Friedlander, professeur à l'université de Tel-Aviv et l'un des fervents défenseurs de Chalom Archav en Israël comme à l'étranger. Déplorant un peu ce qu'il appelle « le vague et le flow » du mouvement, il reconnaît que, si celui-ci n'a pas les « prolongements politiques qu'il devrait avoir, il faut en faire le reproche à l'opposition travailliste. Chalom Archav, en fait, supplée un peu les carences des travaillistes et a le grand mérite de maintenir un état d'esprit, une flamme, en attendant... »

Un militant ayant été tué le 10 février devant le siège du gou-

vernement à Jérusalem par une grenade lancée par des contre-manifestants inconnus — un choc dont le pays tout entier ne s'est pas encore remis, — des policiers ont accompagné les « Marcheurs de la Paix » pour assurer leur protection. A Hadera, un groupe de jeunes gens d'une école religieuse, sous la houlette d'un rabbin, a tenté d'arrêter le cortège aux cris de « Begin ! Begin ! », inlassablement répétés. Certains étaient armés de bâtons. Deux Israël face à face. En dépit des policiers et de ses camarades, l'un des marcheurs s'est dirigé seul vers les perturbateurs pour tenter d'engager avec eux un improbable dialogue. En vain. Mais il n'y a pas eu d'incidents. Ce geste témoigne de l'obstination de tout mouvement. Mais la route de Chalom Archav paraît très longue.

FRANCIS CORNU.

(1) A l'exception du mouvement des Panthères noires qui, au début des années 70, s'était développé au sein des couches les plus défavorisées du « Second Israël », celui des juifs orthodoxes.

L'Aube fête l'Agriculture à la tour de Champagne du 3 au 12 juin 83 à Troyes.

**L'AUBE**  
Tout pour que ça marche



## Etranger

### M<sup>me</sup> Kirkpatrick : il y a deux mille conseillers militaires cubains au Nicaragua

« Il y a au Nicaragua de six mille à sept mille Cubains, dont plus de deux mille conseillers militaires. Et il y a au total treize mille ressortissants du bloc soviétique », a déclaré le vendredi 3 juin, M<sup>me</sup> Kirkpatrick, ambassadrice permanente des États-Unis à l'ONU, au cours d'un déjeuner avec la presse diplomatique, à Paris.

Un journaliste lui ayant demandé si elle « croyait » que Cuba jouait un rôle en Amérique centrale, elle répondait : « Je ne le crois pas, j'en suis sûre ».

Toujours à propos de l'Amérique centrale, et répondant de cette façon à des critiques formulées par M. Carter contre la politique de M. Reagan, M<sup>me</sup> Kirkpatrick a souligné que ce dernier suivait la même ligne que son prédécesseur : « C'est M. Carter qui a cessé l'aide économique au Nicaragua en décembre 1980, parce que ce pays n'appliquait pas une politique pluraliste et démocratique ». « Depuis, et-elle poursuivait, le processus de militari-

sation, de cubanisation et de totalitarisme s'est poursuivi. Mais l'opposition s'est renforcée ».

D'autre part, on affirme à Washington, de source proche des services de renseignement, qu'un cargo bulgare a déchargé de quinze à vingt chars soviétiques T-54 au cours d'une escale de plusieurs jours dans le port nicaraguayen d'El Bluff, sur la côte atlantique. Le Nicaragua possède déjà une cinquantaine de chars soviétiques T-54 et T-55, qui sont des modèles anciens.

Toujours à Washington, la Maison Blanche a démenti, vendredi, un article du *New York Times*, affirmant que le gouvernement Reagan étudiait un accroissement de l'engagement militaire américain en Amérique centrale, ce qui signifierait l'envoi au Salvador de conseillers supplémentaires et une coopération plus intense avec le Honduras. Il n'est pas question d'« américaniser les conflits », a déclaré le porte-parole de M. Reagan.

## A travers le monde

### Chine

• M. MA XUSHENG, DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT DES AFFAIRES SOVIÉTIQUES ET EST-EUROPEENNES du ministère chinois des affaires étrangères, fera une visite en Tchécoslovaquie du 4 au 8 juin avant de se rendre en Bulgarie à partir du 8 juin. Ces voyages font suite à la tournée effectuée le mois dernier en Hongrie, en Pologne et en Allemagne de l'est par M. Qian Qichen, vice-ministre chinois des affaires étrangères. M. Qian a ensuite dirigé à Bucarest, apprend-on de même source, une réunion des ambassadeurs chinois en Europe de l'est. — (A.F.P.)

### États-Unis

• LA CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE a été reconduite vendredi 3 juin au profit de la Roumanie, de la Hongrie et de la Chine pour une durée d'un an. A la demande de Washington, Bucarest a dû renoncer à imposer à ses ressortissants désireux d'émigrer le remboursement à l'État des frais engagés pour leur formation dans l'enseignement supérieur et permettre de ne pas opposer de « barrières de procédure » à l'émigration. La suppression de la clause aurait coûté à la Roumanie la moitié de ses exportations vers les États-Unis. En 1982, celles-ci se sont élevées à 700 millions de dollars. — (A.F.P.)

### Grande-Bretagne

• UNE LETTRE PIÉGÉE, contenant un engin incendiaire, a pris feu sans faire de dégâts après avoir été ouverte par une secrétaire au quartier général du parti conservateur à Londres, vendredi 3 juin. L'« Armée de libération écossaise » a revendiqué par téléphone, auprès de l'agence Press Association, la responsabilité de l'attentat. Un porte-parole de Scotland-Yard a déclaré que la police prenait cette revendication au sérieux. — (A.F.P.)

### Irak

• DEUX CARGOS ENDOMMAGÉS DANS LE GOLFE. — Le Lloyd's de Londres a annoncé, vendredi 3 juin, que deux cargos, dont un bâtiment indien, ont été bombardés le 31 mai par l'aviation irakienne, alors qu'ils gagnaient un port iranien. — (A.F.P., Reuters.)

### Irlande du Nord

• UN MEMBRE DE L'INLA (Armée de libération nationale irlandaise), M. Harry Kirkpatrick, a été condamné vendredi 3 juin par un tribunal de Belfast à cinq peines de prison à perpétuité et à des peines confondues totalisant neuf cent quatre-vingt-dix-neuf ans de prison. L'accusé avait avoué cinq meurtres (deux de policiers, trois de militaires) et huit tentatives de meurtre. Il répondait, au total, de soixante-dix-huit chefs d'accusation. On a appris au cours de ce procès que l'INLA avait projeté de commettre des attentats à l'explosif le long du parcours emprunté par le cortège de la famille royale à l'occasion du mariage du prince Charles à Londres, le 29 juillet 1981. — (A.F.P.)

### R.F.A.

• UN FORCENÉ a tué cinq personnes, vendredi matin 3 juin, dans l'école d'Espeney, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Francfort, puis s'est suicidé. Selon les dernières informations des enquêteurs, outre le tireur, trois enfants de douze à treize ans, un instituteur et un policier figurent parmi les morts. Treize autres enfants ont été blessés, et l'un d'entre eux est dans un état désespéré. L'auteur de la tuerie est un chauffeur de taxi tchécoslovaque qui avait obtenu l'asile politique en Allemagne fédérale il y a douze ans, Karel Charva, âgé de trente-quatre ans et diplômé de psychologie. Les motifs de sa filie homicide n'ont pas encore été établis. — (A.F.P., Reuters.)

### République Sud-Africaine

• ACCORD SUBVERSIF AVEC LE LESOTHO. — L'Afrique du Sud et le royaume du Lesotho, dont les relations se dégradent depuis plusieurs mois, se sont mis d'accord, vendredi 3 juin, à Johannesburg, pour « réprimer les éléments subversifs qui mettent en péril la sécurité des deux pays ». L'accord vise, sans toutefois les nommer, d'une part, le Congrès national africain (ANC) exilé à Maseru et, de l'autre, les combattants de l'Armée de libération du Lesotho (L.L.A.), qui opèrent à partir de l'Afrique du Sud. — (Corresp.)

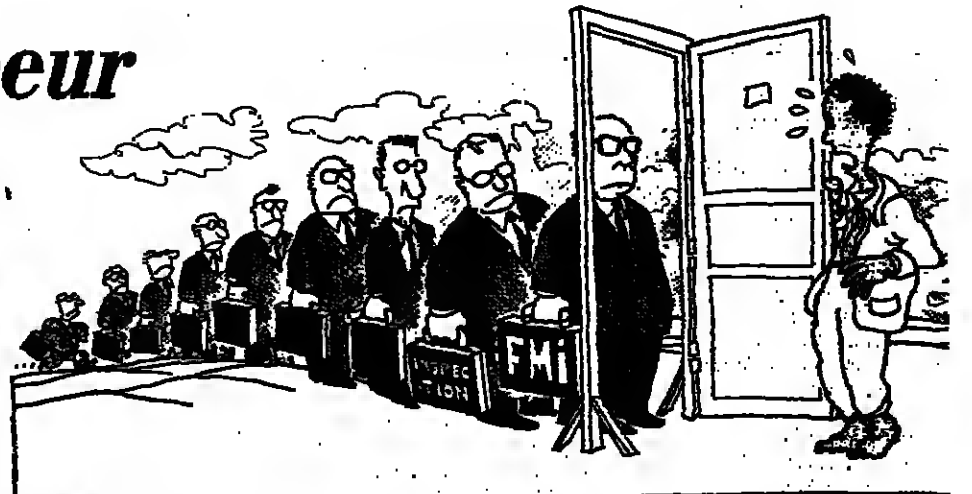
### Turquie

• LA CONdamnATION A MORT de deux sympathisants de l'extrême gauche a été ratifiée vendredi 3 juin à Ankara par le Conseil national de sécurité, qui préside le général Evren. Il s'agit de MM. Selçuk Durak et Halil Esengil, qui n'appartiennent à aucune organisation politique, mais ont été condamnés à mort pour avoir tué quatre ouvriers d'extrême droite et pillé une bonlangerie. Dans une déclaration publiée le même jour, le parti socialiste français « tient à faire connaître sa très vive préoccupation à propos des condamnations à mort récemment prononcées par les tribunaux de Turquie ainsi que des opérations entreprises par l'armée turque de part et d'autre des frontières sud-est de ce pays, avec l'accord des autorités irakiennes ».

### Vietnam

• LES RESTES DE NEUF AMÉRICAINS disparus pendant la guerre du Vietnam ont été remis le vendredi 3 juin par les autorités vietnamiennes à une mission d'experts militaires américains. De sources américaines, on évalue à 510 au Nord-Vietnam et 870 au Sud le nombre d'Américains disparus pendant la deuxième guerre d'Indochine. Washington fait état au total de 2 433 disparus dans toute l'Indochine (au Vietnam, au Laos, au Cambodge et en mer). Depuis mars 1974, selon les chiffres officiels vietnamiens, les autorités d'Hanoi ont remis aux États-Unis les dépouilles de 79 disparus. — (A.F.P.)

## La grande peur du F.M.I.



(Dessin de PLANTU.)

Père Fouettard, gendarme, ou sauveur providentiel ? Le Fonds monétaire international, créé en juillet 1944 lors de la conférence de Bretton-Woods, mérite tous ces qualificatifs à la fois.

Les fonctionnaires de l'organisation, dont le siège est à Washington, imposent en effet aux nations qui sollicitent un prêt de durs sacrifices, qui toujours visent un même objectif : rééquilibrer les comptes extérieurs du pays demandeur. Mais sans ces mesures et sans l'aide du F.M.I. la chute du niveau de vie pourrait, à terme, se révéler plus sévère encore.

La volonté de développement économique, d'exploitation des richesses naturelles, a poussé beaucoup de nations à se lancer dans la grande aventure économique en s'endettant, souvent massivement. Remboursant déjà difficilement leurs dettes, il y a déjà quinze ou vingt ans, elles ont été incapables de continuer à le faire lorsque les taux d'intérêt ont fortement monté. Le F.M.I. a dû intervenir afin d'éviter des catastrophes en chaîne. Le Mexique, le Brésil, l'Argentine, totalisent à eux seuls une dette considérable, voisine de 200 milliards de dollars. Des dizaines de pays sont actuellement « sous perfusion » du F.M.I., depuis l'Inde jusqu'au Chili, en passant par la Côte d'Ivoire, le Pérou, Madagascar, l'Ouganda, les Philippines, le Kenya, le Togo, le Bangladesh, la Hongrie... On en passe. Tous ces pays ont des dettes énormes, et il est évident que les banques privées n'acceptent plus de fournir de nouveaux crédits.

Si les consultants du Fonds ne sont pas tendres avec les pays assésés, si leurs remèdes sévères (l'activité économique est deux fois sur trois ralentie pendant un temps à la suite des mesures prises) ne sont pas toujours efficaces, du moins la démarche de ces grands banquiers internationaux est-elle claire, si claire qu'elle fait souvent apparaître au grand jour la déplorable gestine des pays emprunteurs, voire la corruption et les désordres qui affaiblissent bon nombre d'entre eux. Quoi qu'il en soit, l'utilité du Fonds monétaire international n'est guère discutable : les demandes de crédit ont été telles depuis dix-huit mois que les pays membres du Fonds ont dû, en février 1983, décider d'augmenter leur contribution et de porter celle-ci à quelque 100 milliards de dollars.

« C'est une actrice ? », demanda le portier de l'hôtel.

« Oui, mais qui joue un drame appelé F.M.I. », répondit un des journalistes, qui avait fait le pied de grue pendant des heures à la porte de l'établissement.

La dame mystérieuse, de nationalité chilienne, avait pris toutes les précautions pour passer inaperçue. Elle avait donné à la réception et au standard de l'hôtel des consignes précises pour dépister les curieux. Elle prétendait, tant que ce mensonge fut possible, qu'elle se trouvait à Brasilia pour « faire du tourisme avec son mari ».

En fait, fonctionnaire du Fonds monétaire international, la Chilienne était bien l'actrice d'un drame, comme l'avait dit le journaliste, d'un drame qui avait commencé six mois plus tôt. C'est en novembre dernier, en effet, que le Brésil, étranglé par une dette voisine de 90 milliards de dollars, et à court de devises pour en payer les intérêts, avait appelé à l'aide le F.M.I.

L'organisme de Washington avait répondu « oui », mais, deux mois après, il avait envoyé un émissaire pour vérifier si les promesses de sagesse qui avaient été faites en échange étaient effectivement tenues.

Pendant plusieurs jours, la cliente de l'hôtel National mit

son nez dans les comptes du pays. Elle s'intéressa surtout aux chiffres du déficit public, dont son organisation avait demandé une réduction draconienne. Elle voulait savoir si les « critères » brésiliens pour calculer ce déficit étaient bien les mêmes que ceux du F.M.I. : une façon élégante, dirent quelques impertinents, de traduire la crainte de Washington que certaines statistiques ne soient truquées.

### Un sceau glorieux et infamant

Pendant plusieurs jours, la « dame du F.M.I. » tint la vedette dans la presse. Il ne manquait pourtant pas de visages gracieux, au Brésil, et de corps qui ne le sont pas moins pour occuper la première page des journaux. M. de drames ou de spectacles en tous genres, révoltes de la faim, sécheresses qui « flagellent » une région, inondations qui en submergent une autre... Mais, depuis six mois, le F.M.I. était une vedette qui surpassait toutes les autres. Même lorsqu'on apprit, après enquête, que la fonctionnaire dépêchée à Brasilia n'était que « de second rang », elle ne perdit rien de sa popularité. Elle portait sur elle, comme un sceau à la fois glorieux et infamant, ces trois lettres redoutables : F.M.I.

Quand il faisait très chaud à Rio, à la fin de l'année dernière, les conversations de la rue, ne portaient pas sur la température, ni sur le prochain carnaval, mais sur une entité dont le sigle, généralement abrégé, prenait tout à coup une chair familière.

« On va au F.M.I., c'est sûr !  
— Vous croyez ?  
— « Ils » mentent quand ils disent qu'on n'y va pas. On y est déjà ».

Ce « ils » désignait les économistes du gouvernement qui prétendaient, jusqu'au dernier moment, que le Brésil ne solliciterait pas un nouvel échelonnement de sa dette. Annoncer au pays qu'il « irait au F.M.I. », c'était la même chose que pour le général Gahner, en juin 1982, avouer que les Argentins s'étaient rendus aux Britanniques à Port-Stanley ; d'ailleurs, il ne l'avoua jamais. Dans la conscience populaire brésilienne, en effet, le F.M.I. est une sorte de caverne de voleurs, où l'on n'entre que pour se faire égorger.

Les caricaturistes le représentent aussi sous la forme d'un ogre particulièrement vorace, qui dévore à belles dents les petits enfants d'un monde où les adultes se regroupent volontiers sous la bannière étoilée. Quand le Brésil eut fini de négocier avec le F.M.I., les opposants au gouvernement de Brasilia ne se gênèrent pas pour ricaner. Ils dirent de leur adversaire préféré, M. Delfim Neto, ministre du plan et artisan d'un « miracle » économique en trompe-l'œil, qu'il était « allé au F.M.I. », comme on dit de quelqu'un qu'il va à Canossa, pour signifier qu'il s'humilie.

### Un recours deshonorant

« Et il va y retourner », affirmait-il avec un mauvais sourire, depuis plusieurs semaines. C'est fait : le Brésil est de nouveau en pourparlers avec le « monstre », dont les griffes, entre-temps, se sont allongées.

Dans toute l'Amérique latine, la vision du F.M.I. est la même : il est toujours déshonorant pour un gouvernement de recourir à cette instance « maléfique ».

## Bons et mauvais élèves...

Le mercredi 18 mai 1983, M. Carlos Langoni, gouverneur de la Banque centrale du Brésil, prenait, en toute hâte, l'avion pour Washington, siège du F.M.I. Très inquiet sur le versement, fin mai, des 411 millions de dollars correspondant à la deuxième tranche du prêt de 4,9 milliards de dollars sur trois ans accordé en février par le Fonds, il venait demander un délai pour l'exécution des strictes conditions posées à l'octroi du prêt. Ces conditions portaient, on le sait, sur une sévère réduction du déficit budgétaire brésilien et du rythme de l'inflation, tout à fait vertigineux. Le lendemain de son arrivée, M. Langoni déclarait à la presse que « le Brésil pensait pouvoir atteindre les objectifs fixés d'ici la fin de l'année ». Il précisait, toutefois, que le F.M.I. n'avait pas encore décidé si son pays avait rempli ou non les conditions exigées pour le premier trimestre de l'année.

« Nous recherchons un consensus sur les moyens de mesurer certaines variations », ajoutait, prudent, M. Langoni, faisant allusion à des controverses sur la valeur des chiffres fournis officiellement par le gouvernement brésilien, et mis en cause par les experts du Fonds.

Bien lui en prit, car, huit jours après, le Fonds faisait connaître qu'il repoussait au 10 juillet 1983 le versement de ses 411 millions de dollars, en raison de l'« insuffisance » des mesures prises par le Brésil pour réduire son déficit budgétaire et son inflation. Pendant les quatre premiers mois de l'année, la hausse des prix s'était, effectivement, accélérée pour atteindre un rythme annuel de 140 % avec une cascade d'augmentations des tarifs. En outre, l'amélioration escomptée de la balance commerciale s'avérait moins rapide que prévu.

### Contre mauvaise fortune...

L'émotion fut grande dans les milieux financiers internationaux, car la libération des 411 millions

de dollars du Fonds au titre de la deuxième tranche était la condition posée par un certain nombre de grandes banques du monde entier pour verser un acompte de six cent trente-cinq millions de dollars sur les 4,4 milliards de dollars du prêt à moyen terme accordés par elles en février 1983, en même temps que celui du Fonds. Naturellement, cet acompte ne fut pas versé, et l'émotion des milieux fut d'autant plus grande que le milliard de dollars dont le versement était suspendu devait rembourser des crédits-réais à court terme accordés fin 1982 par la Banque des règlements internationaux à hauteur de 400 millions de dollars et par ces mêmes banques privées à hauteur de 540 millions de dollars. Il leur fallut bien faire contre mauvaise fortune, bon cœur, ce qui autorisa M. Galvès, ministre brésilien des finances, à se montrer assuré de la « compréhension » des banquiers sur les difficultés de son pays. « Ils attendent le déblocage de la

deuxième tranche du Fonds pour être remboursés. » Ou, autrement dit, ils attendent que le Brésil ait officiellement le Brésil en état de faillite et à perdre tout, ou partie de leurs créances ? Reste à savoir quelle sera la décision des experts du Fonds d'ici au 10 juillet 1983, et si MM. Langoni et Galvès auront pu les convaincre de la bonne exécution du plan d'austérité brésilien.

En revanche, ces mêmes experts ont fait connaître fin mai aux dirigeants brésiliens que leur pays avait, « jusqu'à maintenant », rempli les conditions auxquelles il avait souscrit lors de l'octroi, à la fin de 1982, d'un crédit de 3,7 milliards de dollars. En conséquence, le Brésil avait le droit de tirer une nouvelle tranche de 325 millions de dollars sur le prêt en question. En bons maîtres d'école, les experts du Fonds lui ont donné un bon point, après avoir infligé une punition au Brésil, mauvais élève dans sa petite classe d'Amérique latine. — F.R.







# Etranger

## M. Mitterrand recevra le 9 juin à l'Élysée les ministres des affaires étrangères de l'alliance atlantique

M. Mitterrand recevra à dîner, jeudi 9 juin à l'Élysée, les ministres des affaires étrangères des pays de l'alliance réunis à Paris à l'occasion de la session d'été du conseil Atlantique, a annoncé l'Élysée le vendredi 3 juin. Il prononcera un discours qui lui fournira l'occasion de dire « ce qu'il pense du sommet de Williamsburg ». Le président de la République a fourni cette précision à l'issue de la rencontre qu'il a eue vendredi à Latéah avec M. Schmidt, ancien chancelier ouest-allemand.

La position prise par la France à Williamsburg continue de faire l'objet de critiques à Moscou. Rend compte de l'intervention de M. Chervakov au Sénat (le Monde du 4 juin), l'agence Tass accuse le ministre des relations extérieures de s'être prononcé « pour le désarmement unilatéral de l'Union soviétique », d'avoir « réaffirmé la volonté de son pays de se conformer à la position de Reagan » et d'être « peu convaincant » dans ses références à de Gaulle. L'agence soviétique constate encore, sans commentaire, que le porte-parole du gouvernement a rejeté « la proposition des communistes (français) d'obtenir tous les gouvernements européens dans les négociations de Genève consacrées au désarmement ».

Le parti social-démocrate allemand a rendu compte dans un document de synthèse publié, vendredi 3 juin, de la journée d'étude organisée deux jours auparavant par son groupe parlementaire sur la question des armements (« le Monde du 4 juin »). Sans se prononcer directement pour ou contre le déploiement des engins américains à la fin de l'année, le S.P.D. se prononce pour la fusion des deux négociations de Genève (START sur les armements intercontinentaux et F.N.I. sur les forces nucléaires intermédiaires), affirmant que c'est dans ce cadre global que devraient être prises en compte les forces françaises et britanniques. Il ajoute que « l'offre informelle, mûrement réfléchie, du négociateur américain à Genève de renoncer au stationnement des Pershing-2 en contre-partie d'une réduction substantielle des SS-20 soviétiques doit être formellement présentée par Washington ».

## M. Yasser Arafat se rend en visite à Bucarest, et son « second » à Moscou

Malgré la mutinerie qui a éclaté, il y a un mois, dans les rangs de l'O.L.P., le président de l'organisation, M. Yasser Arafat, a repris ses activités diplomatiques. Il effectuera depuis vendredi 3 juin une visite officielle en Roumanie et doit se rendre au début de la semaine prochaine en Inde, a annoncé, à Damas, un de ses collaborateurs.

Parallèlement, M. Salah Khalaf, plus connu sous le nom d'Abou Iyad, considéré comme le « second » de M. Arafat, se trouve depuis mercredi à Moscou, pour une visite de cinq jours, à la tête d'une importante délégation.

Avant de gagner Bucarest, M. Arafat avait passé une semaine au Liban pour tenter de mettre un terme à la dissidence. Il a également visité des positions de la brigade palestinienne « Yarmouk », stationnée dans la vallée de la Bekaa. Selon M. Rafik Al-Nateh, représentant de l'O.L.P. à Riyad, M. Arafat a repris ses activités diplomatiques parce qu'un compromis a été trouvé entre la direction du Fath et les officiers contestataires sur deux points de divergence.

Selon M. Natheh, les nominations de deux officiers, Al Hadj Ismail et Abou Hajem, décisions qui avaient suscité le mouvement de contestation, ont été annulées. Le premier avait été nommé au commandement des forces palestiniennes au Nord-Liban et le second dans la Bekaa.

On sait que M. Schmidt, ancien chancelier S.P.D., a récemment jugé « parfaitement acceptable » ce projet de compromis dans lequel Soviétiques et Américains auraient disposé de soixante-quinze lanceurs de missiles en Europe, les seconds se contentant de missiles de croisière. Le S.P.D. avertit en même temps Moscou qu'il considère les SS-20 comme « une menace militaire et politique que nous ne pouvons accepter ».

M. Kohl, qui recevait M. Nitze, chef de la délégation américaine aux pourparlers F.N.I. de Genève, a fait savoir par son porte-parole qu'il était convaincu que Washington s'efforcerait « très sérieusement et de façon responsable » de parvenir à un accord avec Moscou. Il répondait ainsi à M. Schmidt, qui s'était dit récemment non convaincu de la volonté américaine de négocier sérieusement.

A Washington enfin, le porte-parole du département d'État a salué les déclarations faites par M. Andropov à l'occasion de la visite à Moscou de M. Harrison et plaçant en faveur d'une « modération réciproque » des États-Unis et de l'U.R.S.S. (le Monde du 4 juin). Tout en espérant que ce vœu « sera suivi de mesures soviétiques positives et concrètes dans des domaines tels que les droits de l'homme, le contrôle des armements, les questions régionales et les relations bilatérales », M. Romberg a déclaré que, dans ce cas, Moscou « trouvera dans les États-Unis un partenaire disponible ». — (A.F.P., Tass.)

■ M. Mitterrand en Tunisie à l'automne. — Le président de la République a confirmé au président Bourguiba qu'il visitera la Tunisie cet automne à une date qui reste à fixer. « Cette rencontre constituera un temps fort dans les relations franco-tunisiennes et marquera notre commune volonté d'imprimer à celles-ci l'élan nécessaire à leur approfondissement », déclare-t-il dans un message adressé au chef de l'État tunisien à l'occasion de la fête nationale célébrée le 1<sup>er</sup> juin. — (Corresp.)

Le général Amir Drori, commandant en chef des forces israéliennes dans le nord, a déclaré que de six cents à sept cents combattants palestiniens ont été tués au Liban depuis le début de la guerre. « Les forces israéliennes ont été empêchées d'asséner aux Palestiniens un coup mortel, et, maintenant, il est impossible de les frapper sans une confrontation armée avec la Syrie », a-t-il déclaré au journal Haaretz. A la question de savoir si militairement un retrait israélien sur la rivière Awali serait avantageux, il s'est contenté de dire que ce « point est aussi bien d'ordre politique que militaire ». En revanche, il a admis que ses troupes auraient intérêt « à se désengager des affrontements permanents entre Druzes et chrétiens dans le Chouf, le plus rapidement possible ».

Bien que ce retrait de la région du Chouf ait été envisagé par plusieurs de ses ministres, M. Bagio a rejeté « catégoriquement » cette suggestion, également adoptée à l'unanimité par la direction du parti travailliste.

Enfin, le gouvernement maltais a offert d'accueillir la conférence internationale sur la Palestine, qui devait se tenir au siège de l'UNESCO à Paris et dont le transfert a été décidé (le Monde du 4 juin) à la suite d'objections du gouvernement français. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

## Pologne

## Le syndicaliste Edmund Baluka est condamné à dix ans de prison

Varsovie. — Le syndicaliste polonais Edmund Baluka, qui était accusé de « complot contre l'État », a été condamné, vendredi 3 juin, par le tribunal militaire de Bydgoszcz (250 kilomètres au nord-ouest de Varsovie), à dix ans de prison ferme, a-t-on appris, à Varsovie, à l'agence de presse officielle Interpress. Il est privé aussi de ses droits civiques pour cinq ans et condamné à la confiscation de ses biens.

L'un des principaux organisateurs de la grève des chantiers navals de Szczecin en décembre 1970, M. Baluka s'était réfugié par la suite à l'étranger, notamment en France, avant de revenir en Pologne clandestinement en avril 1981. Interné pendant l'état de siège, il avait été placé en état d'arrestation quelques mois plus tard. Aucun observateur étranger n'a été autorisé à assister à son procès.

Le ministère public lui reprochait notamment d'avoir fait parvenir des « informations tendancieuses » à la station américaine Radio-Europe libre, émettant en langue polonaise à partir du territoire de la R.F.A., d'avoir tenté de mettre sur pied des « groupes clandestins » pour lutter contre le pouvoir, et d'avoir propagé un « programme politique visant à renverser le régime socialiste » en Pologne. Quatre témoins ont souligné que le parti socialiste polonais du travail (non reconnu officiellement), auquel avait adhéré M. Baluka, n'avait pas pour objectif de prendre le pouvoir et avait prouvé sa volonté d'agir dans la légalité en adressant son programme au Conseil d'État et à la Diète.

## UNE SÉRIE DE MANIFESTATIONS EN EUROPE

## Naples, notre Constantinople...

### De notre envoyé spécial

Naples. — Dans toute la Campanie, les souvenirs de l'Occident s'entassent, de Cumes à Paestum, sous la mer, sous la lave, sous la poussière durcie. Dans les greniers, les salons, les musées, les églises, les toiles de maîtres s'écailent, les vases se brisent. Et dominant la haute sublime, du Pausilippe au Vésuve, les structures modernes de béton se fendent ou disparaissent un beau jour dans les cavernes des Bassi.

Naples est l'un des pôles de notre mémoire collective, l'autre étant Istanbul. Les deux métropoles méditerranéennes se renvoient leurs grandeurs et leurs dégradations. La gloire de Naples, pourtant, n'a jamais été captive. Celle d'Istanbul le demeure, Byzance à jamais soumise autour de Sainte-Sophie cernée de minarets.

Naples, en cette fin de vingtième siècle, appartient-elle irrémédiablement à ce monde du Mezzogiorno, à ce Midi d'Europe où il faut que « tout change pour que tout reste pareil », comme l'un des héros de Lampedusa le disait de la Sicile ? Le cadre urbain, les paysages, sont, bien sûr, intransposables. Dix mille habitants au kilomètre carré ! Les habitudes de vie, les groupements sociaux, en découlent. Les lazaroni, les grands et petits voleurs, coexistent avec les ouvriers, les petits bourgeois, sans que varient les équilibres. Naples angoisse toujours un peu l'étranger qui hésite à se laisser noyer par les interminables brassages de voitures dans le labyrinthe de la topographie.

Naples charrie des images de saleté, d'épidémies, de rats, de sous-prolétariat surgi des cavernes sous la chaleur écrasante et la haine du golfe. C'est Marseille en pire, gérée par les bandes de la Camorra, qui se sont adaptées aux nouveaux trafics, des cigarettes à la drogue.

Que signifient alors ces expositions de l'héritage napolitain à Londres, à Washington et à Paris, ces rendez-vous culturels de spécialistes, ces échanges durables de spectacles avec Venise, et cette conférence des ministres européens de la culture en septembre dernier ? Tentatives éperdues d'une vieille dame qui veut faire belle figure, ou expression de la vitalité d'une communauté, ou du moins d'une minorité active d'intellectuels dirigeants ?

### Le projet de la gauche

Il faut revenir une dizaine d'années en arrière, lorsque de grandes catastrophes s'abattirent sur Naples : le choléra, les mouvements violents d'une masse sous-prolétarienne qui tendait à s'organiser elle-même, désespérée des impasses où l'avaient conduite les recours aux réseaux

de clientèle, traditionnels dans leur structure mais remodelés dans l'après-guerre par de nouveaux patrons politiques. Cette Naples qui, en 1946, avait voté monarchiste à 90 % allait, en 1975, donner la majorité aux partis de gauche et porter à sa tête un maire communiste.

Comme jadis dans le commandement Lauro, puis dans le leader démocrate chrétien Silvio Gava, une majorité de Napolitains — évidemment pas la même — se reconnaissait dans un homme, le maire Valenzi, une de ces personnalités auxquelles le P.C.I. tolérât une certaine allure charismatique, une certaine identification du communisme en lui, quitte un jour à le déplacer, ce qui n'est pas encore venu.

Si son affabilité et son prestige le faisaient prendre un peu — par les étrangers du moins — comme le président d'une république parthénopéenne, l'héritier des vice-rois, il ne s'agissait pas pour autant d'une république démocratique et populaire. L'avènement des partis de gauche à la mairie, sous son égide, signifiait celui de l'héritage des Lumière, d'une rationalité, d'un projet enfin : refaire de Naples

préservation de l'héritage, alors qu'il n'était même pas matériellement recensé. Reste que le projet ne fut pas l'apanage de la direction communiste. Toute une génération de nouveaux dirigeants napolitains, y compris dans la démocratie chrétienne, s'y employa. Le centre-gauche avait posé les préliminaires du changement.

L'évolution fut favorisée par la transformation générale du Mezzogiorno, qui a, depuis dix ans, profondément cassé son image classique de « désert italien ». Des centres de recherche, des entreprises de technologie avancée, se sont implantées à Naples. Les universités scientifiques acquièrent un haut niveau. Et les signes d'une renaissance intellectuelle se sont multipliés, à tous les niveaux, depuis les quartiers.

### Dégager une « identité »

L'exercice du pouvoir et la résistance des réalités ont contraint la municipalité de gauche à tempérer les projets par le pragmatisme. Car l'emprise de la criminalité organisée, partout présente, même dans les syndicats, ne se désagrège pas par des

font le terrain du système d'organisation de la Camorra.

En ces dix dernières années, l'expression politique des spécificités de Naples s'est largement atténuée. Tout comme l'assimilation du Mezzogiorno à l'ensemble italien progressait nettement en dépit des préjugés, les Napolitains ont opéré leurs choix idéologiques selon les mêmes critères que l'ensemble de la nation. Le mouvement de dégageant d'une « identité », de l'adaptation du rôle et du sens de la métropole, loin d'être contradictoire, marquait le dépassement et la fin de cette sorte de séparatisme mental qui revenait à s'endormir sur les fastes passés, à donner au mot de « capitale » le poids d'une rivalité avec Rome ou Turin.

Plus que jamais, la cité capitale de la région prédomine. Naples, Bologne, Milan, Turin, Gênes, aimant les énergies, et leurs responsables politiques sont connus de tous, quand on ignore généralement leurs noms en Campagna, en Emilie-Romagne, en Lombardie, au Piémont ou en Ligurie.

De cette tendance générale à la restauration du rôle de Naples



Types napolitains - les Oseaux sorciers - le Monde illustré, 1863.

une des capitales européennes, l'adapter à sa vocation de charnière entre l'Europe et le tiers-monde, 000 pas avant-poste d'une entreprise néo-colonialiste, mais cœur d'une politique d'échanges et de coopération, impliquant toute la région que Naples avait jadis gouvernée : le Mezzogiorno.

Retrouvailles d'une identité ? Rajoutement de la « napolitanité » ? Ces termes furent beaucoup utilisés. Ils risquaient de renforcer le confinement, le repli sur soi, qu'il s'agissait justement de briser. Ils faisaient écho à la

interventions de police. Ses victimes rêvent de solution de force en constatant que, de gauche comme de droite, les détenteurs du pouvoir politique demeurent impuissants.

Pour réelle qu'elle soit et de vastes implications qui répondent aux goûts napolitains pour le spectacle, la renaissance culturelle touche une minorité érudite, ouvrière, déjà intellectuellement égarée. Le sous-prolétariat lui demeure étranger, pris dans ses habitudes séculaires et ses besoins immédiats, à commencer par ceux du logement et du travail, qui en

en Europe et dans le monde, preuve est donnée par une entreprise qui ne relève pas de la municipalité : le Banco di Napoli. Quatrième banque italienne, elle était essentiellement localisée dans le Midi. Sous l'impulsion de son nouveau directeur général, le professeur Ventriglia, elle va ouvrir au marché international, à la fois pour y favoriser la pénétration des entreprises méridionales et pour en tirer des capitaux à investir dans le Mezzogiorno. Simultanément, elle tend à réduire le mouvement de transfert de l'épargne du sud vers le nord de l'Italie et accroît sa participation à l'Isveimer, institut de crédit à moyen terme qui finance les activités productives dans le Midi.

Faut-il parler d'une « redécouverte de Naples » et d'un héritage où tant d'autres nations d'Europe ont fait racine ? Espagnols, Français, Allemands, Anglais, y ont successivement apporté, avec une présence militaire et politique oppressive, des influences intellectuelles que la cité a récupérées et faites siennes. Les mauvaises légendes autant que les difficultés de communication en ont, depuis trente ans, renforcé une image exotique. Ce fut cependant l'un des rendez-vous du « grand tour » d'Europe qui donnait au dix-huitième siècle son initiation à l'homme de culture. « Uomo di cultura », un concept italien dont Naples, justement, peut restituer la saveur et la force.

JACQUES NOBÉCOURT.

## « Mois napolitain » à Paris

La Naples des Anjou et des rois d'Aragon, de Giotto, d'Antonio de Messine, de Jean Fouquet et de Léonard, une autre année peut-être, ses témoignages la restitueront au monde. C'est le visage de l'avènement et de l'épanouissement du baroque aux dix-septième et dix-huitième siècles, puis du néo-classicisme au dix-neuvième, que présenteront les différentes manifestations organisées pendant le mois de juin sous l'égide de l'Institut culturel italien.

Les Habsbourg, puis les Bourbons d'Espagne, en firent une capitale opulente où l'aristocratie, la bourgeoisie, l'Eglise, financèrent festivement tous les arts d'expression. Le centre des manifestations se situe au Grand Palais (jusqu'au 26 août), avec « La peinture napolitaine, du réalisme noir aux bergues et à la théâtralité. Les musées de

Naples, les établissements privés, ont prêtés les toiles, certaines tout récemment découvertes, qui restituent l'itinéraire de Caravage et son influence à Naples.

A l'Ecole des beaux-arts (jusqu'au 10 juillet), les fonds de dessins napolitains ont fourni, pour les dix-septième et dix-huitième siècles, des pièces exceptionnelles, qui, parallèlement à l'exposition précédente, témoignent de l'originalité d'une école napolitaine de dessin tout récemment redécouverte.

Au théâtre du parc de Bagatelle (du 1<sup>er</sup> au 30 juillet), les « Aquarelles de Giotto Gigante » réunissent un des principaux représentants de la peinture paysagiste au dix-neuvième siècle.

Les itinéraires archéologiques de Naples et des environs sont présentés à l'Institut

culturel italien (jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet). Une sélection de quinze mille gravures de la seconde moitié du dix-huitième siècle restitue le parcours archéologique classique des voyageurs d'Italie.

La tradition visuelle napolitaine est reprise dans une exposition photographique de sept auteurs, à la galerie FNAC-Forum des Halles (jusqu'au 18 juin).

Un spectacle enfin donné par le Théâtre San-Carlo de Naples, dans une mise en scène de Roberto De Simone : l'opéra bouffe *Il barbiere di Siviglia*, qui fut la dernière œuvre de Pergolèse, à l'Opéra royal de Versailles, les 11 et 13 juin.

Une série de colloques et de conférences auront lieu pendant ce mois à l'Institut culturel italien sur les différents thèmes de ces manifestations (50, rue de Valenciennes ; tél. : 222-12-78).

J. N.



# France

## APRÈS LES MANIFESTATIONS DE POLICIERS A PARIS

### Le chagrin dévoyé

De qui se moquait-il, ce représentant de la Fédération professionnelle et indépendante de la police (F.P.I.P.) qui, dès 14 heures vendredi, avenue Trudaine, à Paris, promettait pour seule manifestation « une marche silencieuse et digne » ? Croyait-il vraiment ce qu'il disait, en parlant sur le « sens de la responsabilité des policiers » ?

Les adhérents de ce syndicat d'extrême-droite ne se rassemblaient, à l'écouter, que pour « honorer la mémoire de deux collègues, lâchement assassinés », le 31 mai, dans cette avenue du neuvième arrondissement. Une minute de silence, autour d'une trace sur le trottoir, pour le souvenir de Claude Caiola et d'Emile Goudry, quelques gerbes au pied d'un arbre, puis les policiers allaient se rendre, « dans le recueillement le plus absolu », au ministère de la justice pour remettre une motion au garde des sceaux.

L'ennui, c'est qu'il y avait quelques raisons de douter d'un tel projet. Le matin même, les étonnantes officiales dans la cour d'honneur de la préfecture de police avaient débüté à peu près de la même façon, dans l'émotion et le recueillement. Puis, au départ des officiers et des familles des victimes, des cris de colère avaient retenti, plusieurs centaines de policiers conspuant MM. Defferre et Franceschi et réclamant la démission de M. Robert Badinter.

Le chagrin, le silence, avaient très vite laissé place à une hostilité ouverte, manifestation politique ; m

corrigé s'était formé, sans autorisation ni mot d'ordre officiel, avec à sa tête des syndicalistes proches de l'opposition — notamment des membres du Syndicat indépendant de la police nationale (S.I.P.N.) — qui avait gagné la place Vendôme.

Une agression très dirigée s'était libérée, rompant avec le style des récriminations traditionnelles des organisations professionnelles de policiers. « Badinter, assassin ! » D'autres slogans encore, tous aussi dédicés, à l'adresse du ministre de l'Intérieur. Une « Marcellaise », lancée en direction des fenêtres de la chancellerie. Enfin, les manifestants « spontanés », ces « policiers en colère », s'étaient dispersés dans le calme.

On en retrouvait plusieurs dizaines, plusieurs centaines peut-être, l'après-midi, dans les rangs de la F.P.I.P. De jeunes policiers surtout, des commissariats parisiens, qui voulaient profiter, tous syndiqués minoritaires confondus, de cette autre manifestation, pour reprendre les hostilités de la matinée. Des gardiens de la paix en tenue, aussi, des « perversches », — les fameuses « contractuelles », — qui n'avaient pas pu se libérer de leur service avant midi.

Beaucoup de gens, donc, parmi les deux mille cinq cents manifestants, qui n'avaient que faire des appels à « la responsabilité » des dirigeants de la F.P.I.P. et qui, après les agriculteurs, les commerçants et les étudiants, rêvaient tout simplement de la rue.

Une gravité de circonstance, soyons juste, devait être maintenue une heure durant, avenue Trudaine et le long des ruelles en pente du neuvième arrondissement.

M. Jean-Marie Le Pen, dont le mouvement, le Front national, avait appelé les Parisiens à s'associer à la manifestation, jouait le jeu, expliquant lui aussi, l'air sombre, que « devant un tel drame », toute polémique était malvenue. « Je suis toujours au côté des flics quand ils ont du chagrin », confiait-il, avant de se perdre, anonyme, dans les rangs des policiers qui avançaient à un pas d'entassement.

Les masques tombèrent place de l'Opéra. Guettant tout au long du parcours la solidarité des passants qui s'était manifestée le matin, les policiers choisissaient de s'applaudir eux-mêmes quand les braves de la rue n'arrivaient pas. Sur les trottoirs, quelques dizaines de jeunes gardiens de la paix en civil, membres des brigades spéciales de la préfecture de police, rusaient large, dépitant — provoquant ? — d'éventuels provocateurs.

Parmi ces policiers, trop nerveux, un couple, elle brune, lui blond, se tenant par la main. Elle, toute d'admiration, lui, prêt à en découdre avec tout ce qui bougeait, l'œil aux fenêtres, aux toits, pour repérer un tireur embusqué. Elle et lui, eux tous bécotés, abandonnés par la F.P.I.P. à leur grogne et qui, à l'Opéra, lorsque la foule fut assez dense, « flottaient sous le nez » les jeunes, les motocyclistes, quelques « rockers », des adversaires invisibles.

La tête du cortège, au début de la rue Royale, maintenait encore le cap de la « dignité », mais l'arrière, les cotés, n'y tenaient. « Tire-toi ou on t'embarque », s'entendait d'un gosse à vélo. Un autre inconscient qui supportait mal l'embouteillage reçut un jet de bombe lacrymogène en plein visage. L'arrière, les cotés, se faisaient les nerfs et la voix, se réchauffaient, en somme, pour être prêts, à l'unisson, trois cents mètres avant le ministère de la justice. « Badinter assassin ! », « A Moscou ! », « Hors de France ! », « Badinter démission ! »

#### « Le Pen président ! »

Remake. Un style avait été testé le matin même. Slogans, Marcellaise servie bras tendus et doigts faisant le « V » de la victoire. « Badinter assassin ! ». Un même scénario : des gardiens de la paix, ceux-là en service, formaient la première ligne, devant des gendarmes mobiles, à la porte de la Chancellerie. A l'approche du cortège, comme le matin même, ils retirèrent leurs képis pour se joindre aux manifestants.

Le responsable de la F.P.I.P. celui de l'appel à « la responsabilité » s'affaiflait, tentait de retenir sa base

qui poussait le frère, le si frère cordon de gendarmes. Le jeune couple, au premier rang, voulait forcer le passage.

M. Le Pen, entouré d'une garde prétorienne de jeunes gens aux cheveux courts, criait, chantait maintenant à tue-tête. On ne voyait plus que lui, gonflé d'importance par les cris de la foule. « Le Pen président ! », — qui défilait du regard une fenêtre de la chancellerie. Il reprenait la pose pour les photographes, en rajoutait, récupérait à lui la rage policière, au point qu'un manifestant, furieux de ce détournement, l'agrippa par le revers de son veston.

« La marche silencieuse » était finie. La base du F.P.I.P. refusait d'en rester là. Les policiers voulaient aller clamer leur colère sous les fenêtres du ministre de l'Intérieur. Des manifestants, sept à huit cents peut-être, les plus jeunes en tout cas, tournaient le dos à leurs dirigeants pour gagner la rue de Rivoli et, de là, par les Champs-Élysées et l'avenue Marigny, la place Beauvau.

Ils réussirent. Spectacle rarement vu, une manifestation parvenant à moins de 100 mètres de l'Élysée, forçant, bousculant l'un après l'autre les cordons de gendarmes mobiles et de C.R.S. qui étaient censés empêcher l'accès du périmètre interdit par excellence. Quatre fois, une même scène incroyable : les forces de l'ordre, un rang, un rang si mince, se disposant à la hâte, cédant bien vite avec le sourire, visiblement, presque effrontément complices.

Certains manifestants eux-mêmes n'en revenaient pas. Beaucoup pensaient que la préfecture de police était surtout soucieuse d'éviter les affrontements entre policiers. Les gardiens de la paix, chargés avenue Marigny, de la sécurité du chef de l'État, saluaient leurs collègues, s'effaçaient, bienveillants. Un dernier cordon de C.R.S. le long de l'Élysée, ouvrait son flanc, goguenard, puis regardait les fonctionnaires du ministère de l'Intérieur fermer précipitamment leur grille.

Quelques passants s'étonnèrent quand même de cette fraternisation douceuse. Ils se trouvaient une femme pour crier aux C.R.S. : « Allez-y, ne vous gênez pas ! Prenez le pouvoir ! Il n'est plus qu'à 100 mètres ! ». Les C.R.S., traînant les pieds, toujours amusés, consentant à bousculer la rue Saint-Honoré, alors qu'à côté d'eux, à 10 mètres, les manifestants chantaient : « Defferre, t'es foutu, la police est dans la rue ».

Bien sûr, chacun savait qu'on allait en rester là. Le jeune couple repartait déjà, main dans la main, pour une belle fin d'après-midi ensoleillée. Bien sûr, ce n'était qu'une manifestation pacifique, le temps d'un coup de gueule, et on se dispersa bien vite, remerciant les collègues en service d'avoir laissé faire cette farce innocente. Mais ce jour-là, cette farce-là, avait une valeur très symbolique.

PHILIPPE BOGGIO.

### Les principales organisations syndicales dénoncent les comportements extrémistes

« LA FÉDÉRATION AUTONOME DES SYNDICATS DE POLICE (F.A.S.P.) » réprovoque le comportement indigne des dirigeants de certains syndicats de police qui exploitent honteusement l'émotion légitime du corps policier après l'assassinat de nos deux collègues. Ces provocations, dénoncées par avance par notre organisation, témoignent du climat préoccupant qui règne au sein de la police nationale et ne sont pas sans rappeler les débordements qui ont eu lieu le 13 mars 1958 à Paris. La F.A.S.P., représentative de l'immense majorité des policiers en tenue, attachée à la démocratie et au respect des institutions républicaines, se refuse à faire l'amalgame entre l'action politique irresponsable de ces collègues et la participation de certains collègues qui se sont laissés abuser en voulant exprimer leur profonde émotion que nous partageons ».

« LA FÉDÉRATION F.O. DE LA POLICE », vendredi 3 juin après-midi, déclare notamment : « Nous avons assisté avec consternation aux manifestations déplacées et pour le moins prématurées qui ont troublé la cérémonie organisée à la préfecture de police pour honorer la mémoire des deux policiers récemment assassinés dans l'exercice de leurs fonctions. Tout en approuvant le légitime besoin des policiers d'extérioriser une colère bien compréhensible, la Fédération condamne avec la plus grande fermeté ceux qui, depuis toujours, se conduisent comme de véritables nécrophages et tentent de récupérer des sentiments respectables pour les utiliser à des fins qui n'ont qu'un très lointain rapport avec les problèmes de la police ».

« LA C.F.D.T.-POLICE » s'indigne de l'attitude de certains policiers lors de l'hommage rendu vendredi matin à nos malheureux collègues et « dénonce la récupération politique que tentent de faire certaines organisations syndicales ». La Fédération « s'inquiète du laxisme du pouvoir et de son manque de courage politique quand il s'agit de s'engager véritablement vers les réformes de la police nationale. Constatant ainsi que le doute s'empare des policiers quant à la crédibilité du pouvoir, elle lance un appel aux organisations syndicales démocratiques afin qu'elles réfléchissent aux risques qu'il y aurait à laisser cette situation se développer ».

« LA FÉDÉRATION C.G.T. DE LA POLICE » condamne de la manière la plus totale le comportement indécent d'éléments fascistes fanatisés qui, bien qu'autour des ca-

lifiques mais sans respect ni pour les collègues morts victimes du devoir ni pour la douleur des familles, n'ont pas hésité à vociférer des slogans politiques hostiles aux ministres — totalement oubliant qu'ils étaient des circonstances dramatiques qui rassemblaient les policiers — et allaient jusqu'à faire le V de la victoire.

« Les événements qui ont suivi l'après-midi à l'initiative de policiers factieux auxquels s'étaient joints des extrémistes de droite non policiers doivent interdire les autorités auprès desquelles nous ne nous sommes depuis longtemps la présence dans les rangs de la police de cette minorité malade politiquement sur des bases hyper-réactionnaires et qui depuis longtemps quadrille et contrôle, souvent avec l'accord plus ou moins passif des chefs, pratiquement chaque service de police et chaque commissariat ».

« Le changement de gouvernement en les fragilisant dans les fiefs où ils avaient pleins pouvoirs et totale liberté de manœuvre ne fait que découvrir un mal qui cependant rongé l'institution de l'Intérieur et ombrage tous les efforts de changement ».

#### LA POLICE ET SES SYNDICATS

Les policiers constituent un corps fortement syndiqué, puisqu'environ 70 % des cent vingt mille fonctionnaires de police sont adhérents à une organisation.

La Fédération autonome des syndicats de la police (F.A.S.P.), qui, par l'intermédiaire de différents syndicats, fédère presque toutes les catégories de policiers, a remporté plus de 65 % des suffrages aux élections professionnelles de 1982. Avec une base composée, une sur les revendications catégorielles, mais fort diverse sur le plan politique, la F.A.S.P., est dirigée par des hommes classés à gauche.

Loin derrière viennent ensuite les syndicats dépendants des confédérations (C.G.T., C.F.D.T., C.G.C., C.F.T.C., F.O.) qui ne dépassent pas la barre des 10 %, tandis que l'Union des syndicats catégoriels de police (U.S.C.P.), classée à droite, et qui tente de s'opposer à la F.A.S.P., dépasse, depuis 1982, 20 % des suffrages.

La Fédération professionnelle et indépendante de la police (F.P.I.P.) ne regroupe que 2,53 % des voix, mais a étendu son influence ces dernières années, grâce à l'adhésion massive des fonctionnaires des brigades de sécurité du métro, plus confrontés que d'autres à la petite délinquance. Classée à l'extrême droite par les autres syndicats, la F.P.I.P. est souvent jugée fort proche du mouvement légitime de défense.

L'aube vous guide à travers Troyes et ses trésors artistiques le 6 juin. C'est la journée du tourisme à la foire de Champagne du 3 au 12 juin 83.

**L'AUBE**  
Tout pour que ça marche

## Cheez Citroën, du 3 au 7 juin 1983. Gagnez l'argent de vos vacances!

Gagnez l'argent de vos vacances. Disposez immédiatement du montant de votre reprise. Citroën vous fait un chèque.

Gagnez **3000 Francs** sur la reprise de votre voiture.

Pour tout achat d'une Citroën neuve, Citroën vous reprend votre voiture aux cours et conditions générales de l'Argus + 3000 francs.

Gagnez sur le crédit.

Partez en vacances sans payer : 48 mois de crédit total ; 1<sup>re</sup> mensualité 2<sup>e</sup> quinzaine de septembre. (Crédits offerts par SOFISOVAC sous réserve d'acceptation du dossier - 19, rue de la Bienfaisance - 75008 Paris).

Gagnez sur le délai.

Livraison immédiate. (Dans la limite des stocks disponibles).



En avant Citroën Paris!

CITROËN



## France

### Les têtes qui tombent

La chronique policière bégale. Dans les rues de Paris, vendredi, des fonctionnaires de police ont manifesté qu'ils s'accommodaient mal de la gauche au pouvoir, comme à Lyon — en novembre 1981 — lors des obsèques d'un nuire de leurs collègues. Là aussi, entre Seine et Rhône, plus d'un millier de policiers avaient défilé un cortège funèbre pour s'en prendre à M. Defferre, ministre de l'intérieur, en le conspuant et en bloquant la voiture ministérielle.

Le malaise est indubitable, même s'il ne s'explique pas seulement par le 10 mai 1981... En 1979, déjà, des policiers exhibaient leur grogne sur le pavé parisien sur l'air connu : « Bonnet, on t'a eu, les policiers sont dans la rue ! ».

Cette mise en perspective ne saurait être rassurante ni satisfaisante pour autant. Vendredi soir, MM. Defferre et Franceschi ont dû régler, à chaud, une crise qui couvait depuis des semaines. Le minist-

re de l'intérieur et son secrétaire d'Etat n'ont pas fait dans la dentelle. D'un coup, il a été mis fin aux fonctions du plus haut responsable de la police en France, M. Paul Cousse-  
ran, et du numéro un de la police parisienne, M. Jean Périé. L'un a été démis de ses fonctions ; l'autre a démissionné.

D'autres décisions de cette nature pourraient intervenir sous peu, avant mercredi. Comme au début de l'année, en Corse, c'est à une opération coup de balai, à la tête, que l'on assiste, brutalement, sous la pression des événements.

Le limogeage de M. Cousse-  
ran, directeur général de la police nationale, est sans conteste la sanction la plus importante. Ses liens d'amitié avec le secrétaire d'Etat à la sécurité publique et les appels récents de deux syndicats de policiers demandant son départ semblaient pourtant devoir le conforter dans sa position. Mais plusieurs éléments ont joué contre lui :

— La détérioration des rapports entre MM. Defferre et Franceschi, tout d'abord. Sans que l'on sache exactement quelle est son ampleur, celle-ci a eu son rôle. D'une certaine manière, le limogeage de M. Cousse-  
ran révèle que M. Defferre entend s'occuper à nouveau de la police et superviser de près le travail de son secrétaire d'Etat. Peut-être marque-t-il aussi le regret de M. Defferre à propos de la « démission », en mai, de M. Frédéric Thiriez, directeur de cabinet de M. Franceschi ;

— Son « antisindicalisme » supposé. La Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P., socialisante), fédération particulièrement puissante, accusait, en effet, M. Cousse-  
ran depuis plusieurs mois de renier « les engagements de M. Franceschi ». Plusieurs syndicalistes n'hésitaient pas à reprocher au directeur général de la police des opinions politiques modérées ou de droite. En fait, M. Cousse-  
ran symbolisait une nouvelle attitude par

rapport à la F.A.S.P. qui avait été longuement et attentivement écoutée par M. Defferre en 1981 et au début de 1982. La lune de miel était bien finie...

— Un poste « superflu ». Administrativement, le poste de directeur général de la police nationale se concevait, en effet, surtout lorsqu'il n'y a pas de secrétaire d'Etat chargé de la police. Depuis la nomination de M. Franceschi, certains considéraient que la fonction de M. Cousse-  
ran « doublonnait » inutilement.

Bien d'autres raisons, tant techniques que politiques, expliquent vraisemblablement cette sanction particulièrement sévère à l'encontre de M. Cousse-  
ran. Selon certaines informations, M. Defferre avait déjà demandé le départ de M. Cousse-  
ran il y a quinze jours.

#### Précautions

La « démission acceptée » de M. Périé, préfet de police de Paris, s'explique plus aisément. Il est directement reproché à ce haut fonctionnaire de n'avoir ni prévu ni réussi à contenir les manifestations de vendredi. Responsable de plusieurs services de police en cause, il paye donc une accumulation de fautes. De manière plus profonde, ce grand commis de l'Etat porte aussi le « poids » des manifestations étudiantes qui ont eu lieu, de façon parfois très débridée, à Paris, depuis le début de l'année, et les coups de sifflets sur le passage du président de la République, le 14 juillet 1982.

Il est du rôle de la police de savoir contenir une manifestation. On reproche, de toute évidence, à M. Périé de n'avoir pas pris suffisamment de précautions au même de n'avoir pas interdit le cortège « subversif » du 3 juin. En septembre 1982, M. Périé n'avait pas hésité à s'opposer sans appel à une manifestation de « policiers mécontents ».

LAURENT GRELSAMER.

## APRÈS LES MANIFESTATIONS

### M. JEAN PÉRIÉ : UNE CARRIÈRE PRÉFECTORALE

M. Jean Périé, dont la démission du poste de préfet de police de Paris a été acceptée vendredi 3 juin, occupait cette fonction depuis le 15 juillet 1981. Il avait alors remplacé M. Pierre Sommeville.

Agé de cinquante-huit ans (il est né dans le Calvados le 28 mai 1925), M. Périé a fait toute sa carrière dans l'administration préfectorale. Licencié en droit, licencié ès lettres, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'École nationale d'administration (1952-1954), il débute comme chef de cabinet du préfet de l'Aisne (1954-1956), devient sous-préfet de Saint-Menhoule (Marne) (1956-1959), de Vouziers (Ardennes) (1959-1961). Directeur du cabinet du préfet du Pas-de-Calais (1961-1963), il dirige de 1963 à 1967 le cabinet du préfet des Bouches-du-Rhône et de la région Provence-Côte-d'Azur jusqu'en 1970. Cette année-là, il est nommé sous-préfet à Saint-Nazaire. En 1972, il est préfet de l'Yonne pendant quelques mois avant d'être le premier à occuper, de septembre 1972 à juin 1974, les fonctions de préfet délégué pour la police dans le Rhône. Préfet de Saône-et-Loire (1974-1976), du Val-de-Marne (1976-1978), il sera, de juin 1978 à juillet 1981, préfet d'Ille-et-Vilaine et de la région Bretagne avant d'être nommé à Paris aux fonctions qu'il doit abandonner aujourd'hui.

Lors de sa prise de fonctions, il avait déclaré : « Nous devons faire en citoyens une police au service des citoyens. Ces méthodes peuvent et parfois doivent changer ». Il avait entrepris une réforme des structures de la police judiciaire dans la capitale et les départements de la petite couronne (le Monde du 12 février), qui devait aboutir l'été prochain.

### M. PAUL COUSSERAN : UN PROCHE DE M. FRANCESCHI

M. Paul Cousse-  
ran, qui a été démis le 3 juin de ses fonctions de directeur général de la police nationale, occupait ce poste depuis le 24 octobre 1982. Il avait alors remplacé M. Bernard Couzier.

Agé de soixante et un ans — il est né le 30 juillet 1922 à Uzerche (Corrèze) — M. Cousse-  
ran est un proche de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique.

Résistant et déporté à l'âge de vingt et un ans, il est ancien élève de l'École nationale d'administration (1954). Administrateur de la France d'outre-mer, il est détaché au ministère de l'intérieur en 1956. En 1960, il est conseiller technique au cabinet du secrétaire d'Etat chargé de la communauté — alors M. Jean Foyer — puis directeur du cabinet.

Directeur du cabinet du ministre de la coopération — M. Foyer — en 1961, il est nommé ambassadeur de France au Gabon (1963-1965) puis, après un passage à la division « organisation » du secrétariat général de la défense nationale, il est nommé en 1967 directeur du cabinet du secrétaire général pour la police, M. Jacques Aubert. Il sera ensuite préfet (La Réunion 1969-1972, Haute-Savoie 1972-1974, Essonne 1974-1977). De décembre 1977 à juillet 1981, il est haut-commissaire de la République, chef du territoire de la Polynésie française. Nommé préfet de la région Corse après l'arrivée de la gauche au pouvoir, il occupera ce poste jusqu'à la fin de septembre 1982.

### M. FRANCESCHI : JE COMPRENDS L'ÉMOTION DE CERTAINS POLICIERS

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, a fait, vendredi 3 juin en début de soirée, la déclaration suivante : « Dans la vie de la République, ce n'est malheureusement pas la première fois que des policiers manifestent leur émotion et leur colère devant les actes criminels atteignant certains d'entre eux. Je comprends donc l'émotion qui a pu s'emparer de certains policiers au moment où était rendu, en présence du ministre de l'intérieur et du secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, l'hommage solennel du gouvernement, de la police nationale, de la préfecture de police et des Parisiens, à deux fonctionnaires de police abattus dans des circonstances particulièrement odieuses.

« Pour ma part, seuls comptent à mes yeux, chez les fonctionnaires de la police nationale, au-delà de leurs opinions politiques que je respecte, leur valeur professionnelle, leur goût de servir l'Etat, leur discipline, leur attachement à la République.

« La manière dont j'ai personnellement ressenti le déroulement de cette cérémonie [dans la cour de la préfecture de police] me conduit à affirmer une nouvelle fois toute la sympathie, toute la solidarité que j'éprouve et que je manifeste à tout moment à l'égard de tous ceux qui concourent à assurer la sécurité des citoyens.

« Ce matin, dans la cour du 19-Août, devenue trop petite, de la préfecture de police, était rassemblée une foule nombreuse, devant le drame des familles, une foule considérable de policiers de tous grades, dans un hommage auquel de nombreux Parisiens avaient tenu à s'associer, jusqu'au moment où l'atmosphère de recueillement a été troublée par certains éléments liés à l'extrême droite. »

### LES POLICIERS TUÉS OU BLESSÉS DEPUIS 1970

L'hôtel Matignon a diffusé, vendredi soir, les statistiques rappelant le nombre des policiers tués ou blessés en opérations de police depuis 1970 :

Années	Tués	Blessés
1970	7	314
1971	3	247
1972	1	188
1973	4	167
1974	7	184
1975	5	208
1976	8	203
1977	7	159
1978	5	163
1979	10	215
1980	9	242
1981	8	235
1982	8	285
1983	2	98

(au 1 juin 1983) (au 30 avril 1983)

### LE PROJET DE LOI SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

#### M. Savary : nous souhaitons la pluridisciplinarité mais nous ne l'imposerons pas

L'Assemblée nationale continue, vendredi 3 juin, la discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur commencée mardi 24 mai, et particulièrement de la partie du texte concernant l'organisation des universités.

Le conseil d'administration. — Sa composition (le Monde du 4 juin) sera semblable dans les universités comprenant une unité académique à ce qu'elle est dans les autres, décide l'Assemblée par 329 voix (P.S.-P.C.) contre 154 (R.P.R.-U.D.F.). Les amendements de l'opposition tendant à préciser les pouvoirs de ce conseil et à restreindre ceux du ministre de l'éducation nationale, par exemple dans la répartition des postes d'enseignants, sont repoussés.

Le conseil scientifique. — Il propose des orientations au conseil d'administration. M. Sœur (P.S., Loiret), au nom de la commission des affaires sociales, fait préciser que celui-ci est consulté « sur les programmes de formation initiale et continue ».

Ce conseil sera composé de 50 à 70 % de représentants des enseignants-chercheurs et des chercheurs, de 7,5 à 12,5 % de représentants des étudiants, dont au moins la moitié appartiendront au troisième cycle, de 10 à 30 % de personnalités extérieures et — fait ajouter la commission — de 7,5 à 12,5 % de représentants des personnels administratifs, ouvriers et de service, dont la moitié seront des ingénieurs et techniciens. Un amendement de M. Masson (R.P.R., Moselle) demandant que les étudiants ne soient pas représentés dans le conseil scientifique est repoussé. M. Gautier (U.D.F., Paris) ayant critiqué le fait que, par le jeu du collège électoral unique, les professeurs puissent être absents de ce conseil, M. Sœur réplique : « Vous avez mal lu le projet, son article 37 prévoit que les professeurs auront la moitié des places des enseignants-chercheurs. »

A la demande du R.P.R. et de

l'U.D.F., M. Savary, ministre de l'éducation nationale, accepte de renvoyer dans la suite de la discussion parlementaire la possibilité de places privilégiées pour les titulaires de hautes récompenses scientifiques.

Le conseil des études et de la vie universitaire. — Création de ce projet de loi, il fera, lui aussi, des propositions au conseil d'administration. Il sera composé de 75 à 80 % d'enseignants-chercheurs, d'enseignants et d'étudiants (les deux catégories étant à égalité), de 10 à 15 % de représentants du personnel et de 10 à 15 % de personnalités extérieures.

Le projet gouvernemental prévoyait que ce conseil « veille au respect des libertés politiques et syndicales étudiantes ». M. Madelin (U.D.F., Ile-et-Vilaine) critique cette formule, qui, dit-il, « limite les franchises universitaires » : il demande sans succès que les libertés qui doivent être respectées ne soient pas précisées et que cela ne s'applique pas qu'aux étudiants. La commission fait remplacer, malgré les réserves du ministre, « il veille » par « il est garanti ».

Les unités de formation et de recherche (U.F.R.). Elles regroupent les unités d'enseignement et de recherche créées par la loi de 1968. L'article 30 qui les régit prévoit une réglementation spécifique pour les U.F.R. de médecine et d'odontologie ; mais l'autonomie de celles-ci n'a pas été jugée assez large par leurs professeurs. L'opposition reprend cette argumentation. M. Blanc (U.D.F., Lozère) parlant de l'« angouste » des responsables de l'enseignement médical et M. Tonbon (R.P.R., Paris) de la nécessité d'« autonomie » des U.F.R. de médecine en matière de gestion, de finances et de pédagogie.

M. Larong (P.S., Haute-Garonne), qui est justement professeur de médecine, réplique : « Une certaine autonomie est nécessaire, mais il serait dangereux d'aller vers la création d'écoles pratiques. » M. Hage (P.C., Nord) prévient que son groupe estime que le gouvernement a trop cédé aux médecins. Il déclare : « Il ne serait pas bon que les adversaires du changement mar-

quent des points, fût-ce dans ce domaine. » M. Savary, qui se réserve de s'expliquer sur la médecine quand l'alinéa en question viendra en discussion, indique : « Il n'est pas question d'étendre à d'autres formations la spécificité prévue pour la médecine, ce serait faire éclater l'université. »

Pourtant, M. Madelin demande — mais il n'est pas suivi — que soit reconnue la spécificité des facultés de droit, d'économie, de gestion, de médecine, d'odontologie, de pharmacie. En revanche, un amendement de M. Dumas (P.S., Dordogne) précisait que les U.F.R. « associées » et non « regroupées », comme prévu dans le projet gouvernemental, « des départements de formation et des laboratoires ou centres de recherche » sont adoptés. Mais l'opposition défend la « pluralité disciplinaire » contre les critiques de la majorité.

Par 318 voix (P.S.-P.C.) contre 166 (R.P.R.-U.D.F.), puis par 329 voix (P.S.-P.C.) contre 159 (R.P.R.-U.D.F.), l'Assemblée repousse deux amendements qui faisaient de la présence dans une U.F.R. d'enseignants de disciplines différentes une simple possibilité. M. Savary avait confirmé avant le vote : « Il ne sera pas obligatoire pour une U.F.R. de se transformer pour devenir une U.F.R. Nous n'imposerons pas la pluridisciplinarité, mais nous aiderons à son développement. »

Un concours de recrutement exceptionnel d'instituteurs sera organisé dans la seconde quinzaine de juin afin de pourvoir des postes vacants à la rentrée 1983. Ce concours, pour lequel deux mille sept cents postes sont offerts, s'adresse aux titulaires du diplôme d'études universitaires générales (DEUG) ou de titres et diplômes équivalents. Les candidats, âgés de trente ans au maximum, doivent se présenter, le plus rapidement possible, au recteur ou à l'inspection académique du département où ils souhaitent concourir. C'est la seconde fois que le ministère a ainsi recours à un concours exceptionnel, le nombre d'élèves-instituteurs sortant des écoles normales étant insuffisant.

### AU SÉNAT

#### Une commission veillera à la « sécurité des consommateurs »

Commencé jeudi matin 2 juin, l'examen du projet de loi adopté par l'Assemblée nationale (le Monde du 16 avril) « relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 » s'est achevé vendredi par l'adoption à l'unanimité du texte après qu'il eût été modifié.

Ce projet crée une obligation générale de sécurité pour tous les produits et services destinés à être mis sur le marché, institue une commission de la sécurité des consommateurs et modifie diverses dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services.

M. Lalumière, secrétaire d'Etat chargé de la consommation, a justifié la nécessité des dispositions envisagées en rappelant le nombre de décès dus à des accidents « domestiques » : quelque vingt mille en 1980, soit près du double des accidents de la circulation et presque dix fois celui des accidents du travail.

Au nom de la commission des affaires économiques dont il est le rapporteur, M. Jager (un. cent., Moselle) a souligné qu'on ne tire pas argument des principes de sécurité et de santé du public pour transgresser ceux, fondamentaux, du droit et instituer un système généralisé d'interdiction administrative et de délation.

Pour le porte-parole de la gauche, et en particulier pour M. Noël (P.S., Essonne), la compétitivité des entreprises a tout à gagner d'une amélioration de la qualité de leurs produits. Ce débat fut aussi l'occasion pour M. Bidard (P.C., Seine-Saint-Denis) de demander l'interdiction de l'exportation de tout produit dangereux pour la santé et la sécurité.

Après l'accord du gouvernement, le texte voté par l'Assemblée a été précisé par les amendements de la commission. Sans recueillir l'approbation globale de M. Lalumière, le Sénat s'est inspiré des modèles de la Commission des opérations de Bourse, ou de celle des marchés à terme de marchandises ou encore de la commission nationale Informati-

### M. GÉRARD LEFEBVRE COM- MISSAIRE DE LA RÉPU- BLIQUE DE SAINT-PIERRE- ET-MIQUELON

Le conseil des ministres du 1<sup>er</sup> juin a nommé M. Gérard Lefebvre préfet, commissaire de la République du département de Saint-Pierre-et-Miquelon, en remplacement de M. Philippe Parant, qui occupait ce poste depuis le 7 avril 1982.

[Né le 25 mai 1930 à Poitiers (Vienne), licencié en droit, breveté de l'École nationale de la France d'outre-mer, M. Gérard Lefebvre était sous-préfet de Cherbourg depuis octobre 1980. Auparavant, il avait occupé notamment les fonctions de secrétaire général de l'École nationale de la santé publique (1962), de conseiller technique auprès du ministre de la santé publique de la Côte-d'Ivoire (1967), de directeur du cabinet du préfet de Lot-et-Garonne (1970), de secrétaire général de la Haute-Saône (1972), et sous-préfet de Coutances (1975).]

### M. Giscard d'Estaing à Tours

#### RÉFLÉCHIR ENSEMBLE A UN PROJET COMMUN

(De notre correspondant.)

Tours. — La fédération départementale du P.R. et le Mouvement des jeunes giscardiens ont accueilli plus de deux mille personnes au dîner-forum qu'ils avaient organisé, vendredi soir 3 juin, au palais des expositions de Tours, en présence de M. Valéry Giscard d'Estaing. L'ancien président de la République a repris les grands thèmes de son récent discours de Lyon (le Monde du 31 mai), insistait sur l'urgence de « se préparer à réussir l'alternance », sur la nécessité de « réfléchir ensemble à un projet commun ». Il a notamment souligné : « Le jour où il y aura une politique claire pour la France, ce jour-là, le franc se redressera. » Il a estimé que de nombreux projets du gouvernement n'auraient pas été adoptés s'ils avaient été soumis à l'opinion publique. Aussi lui semble-t-il bon de compléter les possibilités actuelles de référendum par un recours à l'initiative populaire. Une telle procédure, selon lui, ne contraindrait strictement pas de faire adopter l'actuel projet de loi sur l'enseignement supérieur.

M. Giscard d'Estaing a approuvé la « charte » qui vient d'être signée par l'U.D.F. et le R.P.R. Il pense, toutefois, que sa démarche est différente, puisqu'il s'agit, pour lui, de proposer un « projet pour la France ». Interrogé sur les problèmes de sécurité, il s'est montré très prudent, soulignant qu'il est du devoir de l'Etat d'assurer la sécurité des citoyens et que différentes mesures techniques lui paraissent devoir être prises. Il s'est demandé par exemple si un homme seul peut décider de la libération d'un prisonnier qui a été condamné par plusieurs.

P. M.

M. Régis Debray au Centre d'expérimentation du Pacifique. — M. Régis Debray, conseiller auprès du président de la République, a effectué une visite d'information sur les sites de Mururoa et de Fangataufa, du 23 au 25 mai. « Telle est la teneur du communiqué diffusé par l'état-major du Centre d'expérimentation du Pacifique. La presse de Tahiti n'a pas manqué de faire un rapprochement entre cette visite et les cyclones qui ont balayé ces derniers mois les sites d'expérimentation nucléaire, d'autant que de grands travaux sont projetés à Mururoa. » (Corresp.)



1550 من اليعاقبة

DE POLICIERS A PARIS

M. MAUROY JUGE « AFFLIGÉ » LE COMPORTEMENT DE M. CHIRAC

L'hôtel Marignan a diffusé, vendredi soir 3 juin, la déclaration suivante de M. Pierre Mauroy commentant les propos tenus par M. Jacques Chirac après la mort de deux policiers à Paris (le Monde du 4 juin).

« Il est affligé d'entendre un ancien premier ministre exploiter à des fins politiques la légitime émotion suscitée par la mort tragique de policiers dans l'exercice d'une profession dont chacun connaît la grandeur et les risques.

« Rien ne permet d'établir un lien entre la politique menée depuis deux ans par le gouvernement et le nombre de policiers victimes de leur devoir. Une analyse rigoureuse des statistiques de policiers tués ou blessés en opération ces dernières années le montre à l'évidence.

« J'ai eu l'occasion, lors de la campagne des élections municipales, de souligner le risque que l'opposition prenait en traitant si légèrement des problèmes de la sécurité des citoyens.

« Je regrette qu'une fois de plus M. Jacques Chirac, comme d'autres responsables de l'opposition, contribue à créer une sorte de climat qui conduit certains fonctionnaires à oublier que le premier devoir est de respecter et de servir l'Etat.

« Le gouvernement ne tolérera pas de manquement à ce devoir. »

M. JOSPIN: UNE « EXPLOITATION ÉHONTÉE »

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., a dénoncé, vendredi 3 juin, l'« exploitation éhontée » des meurtres des deux policiers « par le R.P.R. et des syndicats de police proches de la droite et de l'extrême droite ».

M. Jospin assure que son parti « s'indigne des actes criminels dont viennent d'être victimes des policiers dans l'exercice de leurs fonctions », et qu'il « rappelle le rôle indispensable des forces de maintien de l'ordre dans la prévention et la répression du banditisme ». Au nom de son parti, M. Jospin précise que « contrairement à une campagne présentée par le gouvernement comme la cause de tous les maux, les statistiques montrent que depuis deux ans la justice s'est montrée plus sévère, que les échecs des libérations conditionnelles sont plus rares et qu'il n'y a pas augmentation du nombre des policiers tués ».

M. Jospin ajoute : « La droite, qui connaît parfaitement ces données, fait donc preuve d'irresponsabilité dans son exploitation sans scrupule de la douleur des familles et de l'émotion légitime de la police. »

« Il devrait être interdit à quiconque, et particulièrement à des responsables politiques, de jouer à des fins partisanes avec la police de la République », conclut M. Jospin.

La cohérence et la cohésion

(Suite de la première page.)

L'opposition aux choix économiques, aux orientations diplomatiques, est, aussi, à l'intérieur de la coalition gouvernementale, et les débats entre M.M. Chevènement, Delors, Jospin, Marchais et Gallo vont bientôt éclipser la voix des opposants. Peu importe, ceux-ci n'ont qu'à laisser faire en attendant le feu.

La gauche ne gagnerait rien à faire des divergences et à se comporter en parti de « godillots » mais elle ne doit pas oublier qu'elle exerce le pouvoir. A trop donner l'impression du flottement et de la désunion, elle prend le risque de ne plus le mériter et de le perdre. Cela est arrivé à d'autres auxquels le droit de gouverner était, pourtant, moins fondamentalement contesté.

A. L.

Dans la presse parisienne

Le FIGARO : l'Etat socialiste s'effondre.

Jacques Jacquet-Francillon, dans le Figaro affirme : « L'Etat socialiste s'effondre. Comme un château de cartes. On ne réplique pas des cartes tombées. On les recolle comme on peut. (...) Un Etat - un Etat démocratique, bien sûr - est-il encore un Etat quand le spectacle de la rue montre qu'il est contesté par pratiquement tous les représentants des forces de l'ordre ? »

L'editorialiste du Figaro explique que « tous les militants d'extrême gauche » ont voulu dans la fraternisation entre C.R.S. et policiers la confirmation de l'existence d'un « complot contre la République ». Pour eux, estime-t-il, « ce n'était pas des hommes d'ordre, désarmés par une politique qui refuse la moindre forme de défense à la société, qui étaient descendus dans la rue, mais des « facieux » qui voulaient porter atteinte à l'intégrité de l'Etat ».

LE QUOTIDIEN DE PARIS : Purge à l'intérieur.

Christian Guérin, dans le Quotidien de Paris, affirme : « Entre les lépis penchés à gauche qui trouvent que le changement ne va pas assez vite, que la « démocratisation de la police » n'est pas assez avancée, et les lépis penchés à droite qui voient en Gaston Defferre un ventre mou et en Robert Badinter le complice de tous les vovous, le gouvernement de la gauche ne s'est jamais marié avec sa police.

« François Mitterrand a résolu le problème à sa façon : il s'est entouré de gendarmes et leur aurait confié sans doute plus de pouvoirs encore si les aléas du GIGN ne s'étaient pas empressés d'utiliser à mauvais escient leurs nouvelles prérogatives. »

Il ajoute : « Face à la crise, Gaston Defferre a tranché. Il a réhabilité la guillotine, et deux idées ont roulé au panier : celles de Paul Courseran et de Jean Périot, hauts fonctionnaires bien cotés mais, hélas pour eux, bien cotés sous tous les régimes. L'exécution des deux hommes est-elle un sacrifice rituel ou une intention de réforme ? »

LIBÉRATION : La chieflit policière.

Sous ce titre, qui barre toute la première page de Libération, Gilles Millet écrit : « Quinze cents policiers fascisants ont tenu Paris l'es-

pace d'un après-midi. Tant leur était permis. Voyant dans ces manifestations « l'échec du ministre de l'Intérieur et de son secrétaire d'Etat à la sécurité publique », il l'explique ainsi : « En ménageant la chèvre et le chou et en se pliant aux moindres desirs du corps policier, y compris dans ses aspects les plus réactionnaires, les responsables du ministère de l'Intérieur ont perdu la partie. Aujourd'hui, le gouvernement doit faire face à deux ans de laxisme à l'égard de toutes les forces de droite et d'extrême droite qui prospèrent dans la police. (...) Les sanctions - démissions - annoncées vendredi soir signifient-elles que le gouvernement a enfin réalisé qu'il n'avait rien à gagner à se montrer compréhensif à l'égard d'une institution si gangrénée qu'elle en devient dangereuse ? (...) »

L'HUMANITÉ : la journée Spaggiari

Le Matin rendant compte des faits sans les commenter, finalement

seul des quotidiens parisiens du matin. « L'Humanité » soutient le gouvernement. Roger Pourteau écrit dans le journal communiste : « Le chagrin et le recueillement ont été troublés, hier à Paris, par des policiers extrémistes pour qui l'assassinat de deux de leurs collègues importe moins, finalement, que les préoccupations politiciennes. - Sur tout il s'en prend à la presse, constatant : « Les journaux qui reprochent au gouvernement d'avoir de la sympathie pour les gangsters sans les mêmes qui recueillent (sans pinces) les confidences mégalo-mannes d'Albert Spaggiari. (...) Car on ne peut pas, à la fois, réclamer davantage de sévérité à l'égard des malfaiteurs et en faire des héros de bande dessinée. Il n'est pas possible, en même temps, d'ouvrir ses colonnes à Spaggiari et de pleurer sur les cercueils de deux policiers assassinés. Il faut choisir : on ne peut pas être aux côtés des policiers pour des raisons basement politiques et avec les gangsters pour vendre du papier. »

La législation sur les armes va être modifiée

L'acquisition, la détention et le port de toutes les armes de poing de calibre 22 long rifle seront prochainement soumis à autorisation préfectorale, a annoncé vendredi soir le ministère de la défense dans un communiqué.

« A l'occasion de récentes affaires criminelles au cours desquelles plusieurs policiers ont été victimes de leur devoir, le ministre de la défense Charles Hernu rappelle que la lutte contre toutes les formes de criminalité constitue un objectif prioritaire du gouvernement », indique le communiqué.

Soulignant l'insuffisance de la réglementation actuelle concernant ces armes de prédilection de la moyenne délinquance, le communiqué précise que seront soumises au même régime les carabines 22 long rifle, « proposées à bas prix avec des chargeurs d'une capacité extrêmement élevée », et la catégorie des fusils de chasse dits fusils à pompe « que leur dimension rend facilement dissimulables en vue d'agissements

criminels », indique le communiqué.

Un décret en ce sens sera publié très prochainement, ajoute le communiqué.

[La modification de la législation annoncée vise des armes largement répandues et bon marché qui se caractérisent soit par une capacité de tir élevée. En effet, dans les carabines 22 L.R. à répétition ou automatiques que les fusils dits à pompe (réarmement par sous-garde) peuvent accepter un nombre plus ou moins élevé de cartouches dans leurs chargeurs ou magasins.

Ces armes sont utilisées en calibre 22 L.R. pour le tir sportif ou la chasse s'agissant du fusil à pompe. Toutefois, la réglementation en matière de chasse interdit dans ce dernier cas que plus de trois cartouches soient emmagasinées.

Ce changement de catégorie d'arme, chaque catégorie réclamant des règles particulières, est envisagé depuis plusieurs années par le ministère de l'Intérieur qui a normalement compétence en la matière, et une modification de la législation était attendue par les armuriers.]

La Ligue des droits de l'homme dénonce la campagne de haine déclenchée contre le ministre de la justice. Elle déclare :

« L'amalgame consistant à établir un lien de cause à effet entre l'abrogation des lois scélérates et la mort de deux policiers, ainsi que la campagne de haine déclenchée contre le ministre de la justice qui a osé vouloir voir la France redevenir un Etat de droit sont particulièrement ignobles.

« Les crimes dont ont été victimes les agents de la force publique, devant provoquer une réaction unanime, excluant toute exploitation politique. La Ligue des droits de l'homme tient à exprimer le dégoût que lui inspirent tous ceux qui, par des déclarations publiques ou des manifestations scandaleuses, qualifient de certains chefs de parti politique ou de quelques policiers, se sont aussi servis de ces événements dramatiques à des fins partisanes. »

L'enquête sur le drame de l'avenue Trudaine

La brigade criminelle de Paris a fait diffuser, vendredi 3 juin, les portraits-robots de trois des quatre meurtriers des deux gardiens de la paix, tués mardi 31 mai avenue Trudaine. Ces portraits, établis grâce aux témoignages de personnes ayant assisté à la fusillade, font apparaître que l'un des tueurs est de type asiatique, que la jeune femme a le teint très mat, que l'autre « homme, plus âgé, portait une moustache assez fournie.

Les policiers recherchent toujours les quatre auteurs de la fusillade, mais aucune information nouvelle n'a jusqu'ici fait progresser leur

enquête. La Renault R-5, immatriculée 3235 FH94, dont le groupe s'était emparé pour s'enfuir, n'a pas été retrouvée.

La préfecture de police a d'autre part publié, vendredi, une mise au point sur l'état de santé du motocycliste de la police, M. Didier Vaillant, âgé de trente-huit ans, gravement blessé à la nuque, le 2 juin, rue de Courcelles, par un délinquant récemment libéré de la prison de Fresnes. M. Vaillant reste « dans un état comateux mais stationnaire », selon la préfecture de police. Certains manifestants, vendredi, avaient annoncé le décès du motocycliste.

Les sept crimes de Joseph-Thomas Recco

1962 : Joseph-Thomas Recco est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour le meurtre d'un garde maritime. 6 juin 1983 : nouveau procès. Joseph-Thomas Recco va répondre de six meurtres, dont cinq commis avec préméditation.

Cet homme a pris figure de symbole. Avant même que soit achevée l'instruction de son procès, dès l'instant où il fut arrêté, il devait incarner le type parfait, absolu du criminel irrécupérable, qui, de surcroît, avait pu récidiver parce que sa première condamnation, motivée par l'assassinat d'un garde maritime, loin d'être perpétuelle, devait être réduite et qu'il avait pu retrouver la liberté en 1977. Le voilà donc en proie à une vindicte qui déjà se manifeste, pour s'étendre à ses défenseurs, tout au long d'une enquête jugée tatillonne et trop formaliste par quelques-uns qui ont montré que la loi de Lynch pouvait entrer dans nos mœurs.

Tout montre que ces passions, un peu assoupies depuis deux ans, vont se réveiller au palais de justice de Draguignan, même si, le temps aidant, Joseph-Thomas Recco n'en courra plus la peine de mort, aujourd'hui abolie, et à laquelle il aurait été promis. Et même si Draguignan, siège de la cour d'assises du Var, est assez éloignée de Carqueiranne, localité où furent commis trois des meurtres reprochés, et plus encore de Béziers, lieu de l'autre triple crime. De ces deux triples crimes,

celui de Béziers, accompli le 22 décembre 1979 dans la salle de comptage d'un supermarché, où furent tués trois jeunes femmes qui y étaient employées, précède celui de Carqueiranne dans le Var, le 18 janvier 1980. Mais c'est par l'enquête menée sur ce dernier que Recco devait se trouver impliqué dans l'autre. Que vaut ce dossier contre lequel Joseph-Thomas Recco, qui se dit « innocent à 100 % », va mener un combat désespéré ? Les charges n'y manquent pas. Mais s'il apporte assurance des éléments matériels, il laisse encore sur leur faim ceux qui, au-delà, attendent une explication du cas Recco.

Des aveux rétractés

Le 18 janvier 1980, à Carqueiranne, un homme entre dans la villa de Gilles Le Goff et tout de suite se prend de querelle avec lui. La fille de Le Goff, apeurée, téléphone aussitôt à une amie de sa mère. Elle a le temps de lui dire : « Il faut venir tout de suite, le cousin de René est là. Il se bat avec papa. » Lorsqu'on arrive, on trouve Le Goff tué de deux balles dans la tête. A côté de lui, mort aussi, un voisin, Jacques Courrix, qui avait tenté d'intervenir et qui a reçu une balle dans la tête. Enfin, frappée d'une balle dans la tête, Sandrine ne survivra pas non plus.

Les enquêteurs possèdent un indice : Qui peut être ce René dont a parlé Sandrine, qui, surtout, peut être son cousin ? On découvre ainsi, parmi les familiers de la famille, M. René Nappo. Et René Nappo a pour cousin Joseph-Thomas Recco. Recco, les gendarmes le connaissent. Depuis qu'il a été libéré en 1977, ils sa-

vent qu'il vit à Marseille. Ils vont l'y chercher dès le 19 janvier. Le 20, il l'avoue. Il dit qu'il a reçu récemment une lettre anonyme lui signalant que Le Goff courrait son amie, M<sup>me</sup> Chantal Blanc. Il a voulu des explications. Il est venu à Carqueiranne pour les obtenir, armé d'un Smith et Wesson. Gilles Le Goff s'est montré menaçant. Alors, Recco a tiré et en repartant a tiré encore sur Jacques Courrix et sur Sandrine.

Le 21 janvier, lors de sa comparution devant le juge d'instruction à Toulon, il répète et précise. Le voilà inculpé, écroué. Volte-face le 23 janvier. Il a avoué, c'est un fait, mais parce qu'il a été frappé par les gendarmes. Il le dit à ses avocats, il le confirme au magistrat. Il donne des détails. Un examen médical est ordonné, suivi d'un autre. Les conclusions sont incertaines. Des traces de coups sont bien relevées mais sont-elles le fait de sévices ou d'automutilations ? Les experts ne peuvent le dire. En tout cas, de ce jour, Thomas Recco ne variera plus : il est innocent.

Il ne suffit pas de l'affirmer. Puisqu'il en est ainsi, il va falloir préciser, pour commencer, son emploi du temps au moment du drame de Carqueiranne. Il jure n'avoir pas quitté Marseille. Il raconte par le menu qu'en rentrant de son travail, il a pris une douche au domicile de sa tante, Mme Antoinette Susini. Ensuite ? Eh bien, il a dîné après avoir fait des courses chez des commerçants du quartier. Mais sa tante ne l'a pas vu, les commerçants cités par lui non plus. Et son amie Chantal Blanc, auprès de laquelle il serait venu dormir, n'est plus en sa faveur. Tous ceux-là, il est vrai, renieront bientôt ces premières déclarations pour abonder

dans le sens de Recco. C'est de la même façon qu'en 1962, lors du premier procès pour le meurtre d'un garde maritime, on avait vu des témoins, membres de la famille ou familiers, refuser d'abord les alibis invoqués pour ensuite les confirmer avec un bel ensemble.

Ce n'est pas tout. Des traces de terre ont été relevées sous des chaussures de l'inculpé. Des experts, après comparaison avec des prélèvements de la terre du jardin des Le Goff, parlent d'analogue. Voilà encore une autre charge. Et en voici encore une avec la découverte, au domicile de la tante, d'un troussseau de clés de la villa du crime. « C'est un coup des gendarmes », répond le prisonnier, il revient au port. Manque l'arme du crime. Au bref temps des aveux, Recco avait dit l'avoir jetée dans la campagne. Elle y est demeurée introuvable. Mais l'examen des balles a permis de l'identifier.

La mère et le frère Antoine

Voilà l'affaire Le Goff. Bien avant qu'elle aille à son terme, elle entraînera l'inculpation de Thomas Recco des trois assassinats qui avaient été commis à Béziers le 22 décembre 1979. Ce jour-là, trois jeunes femmes avaient été tuées dans la salle des coffres du supermarché Mamouth où avaient été volés ensuite 600 000 francs. Une agression sans précédent, un émoi à sa mesure. La jeunesse des victimes, Josette Alcaraz, Renée Chamayou et Sylvette Morel, la façon dont elles avaient été tuées, chacune d'une balle dans le côté gauche de la tête, la douleur de leurs fa-

milles, tout concourait à une indignation à la mesure de ce scandale.

Mais, depuis un mois, les hommes de la police judiciaire de Montpellier n'avaient trouvé aucune piste sérieuse. Carqueiranne leur en fournit une. Comme à Béziers, trois victimes, comme à Béziers, des balles tirées dans la tête. Alors on compare les projectiles. Les experts concluent à des similitudes telles qu'on peut affirmer que la même arme a été utilisée dans les deux cas. Le 12 mai 1980, Thomas Recco était inculpé. Sa photographie, publiée par un journal, retient l'attention d'un témoin. Il s'appelle Raymond Maffre. Il a soixante-quinze ans. Le 22 décembre 1979, il se trouvait au supermarché et il a vu un homme qui - il en est sûr - est celui de la photo. Il en livre un signalement : la quarantaine, 1,70 m-1,75 m, l'allure sportive, les yeux très bleus. On lui présente une autre photographie de Recco. C'est bien l'homme. On les confronte. M. Maffre est toujours formel.

Thomas Recco n'en est pas ébranlé. Sur les crimes de Béziers, il niera du début à la fin. Il admettra seulement qu'il eut à livrer, une fois, du matériel de plongée à une employée du magasin, mais c'était le 13 juin 1979. Même si, à cette occasion, il lui fallut se faire ouvrir la salle des coffres, ce fut la seule. Car le 22 décembre, il n'a pas quitté Marseille... Là encore, il y aura des alibis à examiner. Il aura aussi à expliquer des dépenses dans les jours qui suivirent, apparemment peu compatibles avec le salaire de chauffeur-livreur qu'il était.

Reste l'homme, son destin hors du commun, celui de sa famille aussi. Depuis qu'il est en prison, il multiplie, à sa mère, à ses avocats, des lettres désordonnées. Il y compare son « colzaire » à celui du Christ. Il mêle la désespérance et l'espoir. Au village natal, en Corse, la maman le soutient, se tord les mains et se dit certaine, à 100 % elle aussi, de l'innocence de son petit. Comment ne pas penser aussi au frère Antoine, inculpé à la base du meurtre de deux campeuses sur une plage, où, comme Thomas en 1961, il se livrait à des pêches pas toujours orthodoxes.

Les psychiatres ont plané sur cette personnalité. Ils ont vu un Recco-Janus, une double face : d'un côté un être affable, agréable, tout à fait capable de courtoisie, d'assiduité au travail ; de l'autre, un personnage secret, en retrait vis-à-vis des choses, toute affectivité abolie. Et celui-là, disent-ils, montre « une indifférence majeure face aux notions de mort ».

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

L'Aube chante dans le jardin  
Tantôt est à la  
toute de Champeigne  
du 3 au 10 juin 1983  
à Troyes



L'AUBE  
Tout pour que ça marche



## Sports

### LES INTERNATIONAUX DE TENNIS DE ROLAND-GARROS

#### Les marathoniens

Le demi-finale Wilander-Higuera ne fut pas un de ces matches brillants où l'attaque est risquée sur tous les points. Ce fut une empoignée de longue haleine, dont la durée — trois heures quarante minutes pour quatre sets — rappela la finale de l'an dernier Wilander-Vilas et que la foule considéra comme aussi accablante que la chaleur ambiante.

Contre le champion sortant, José Higuera se présentait avec des titres sérieux : récent finaliste à Hambourg et à Rome, il avait éliminé ici même, depuis le début du tournoi, Carlos Kirmeyr, Henri Leconte, Jaime Fillol, Andrés Gómez et Guillermo Vilas. Depuis des mois, il s'entraînait au jeu de volée à Palm Springs, où il réside depuis son mariage avec une Californienne. Sa technique était jusque-là confinée dans la régularité sur la ligne de fond et les épreuves de longue patience qu'il ont fait comparer à des marathoniens tels que Solomon, Bazzani et Vilas.

Mais l'Espagnol à la barbe d'apôtre — moult hier dans un effreux équipement, plus digne d'un gars de la marine que d'un élégant hidalgo — varie davantage les échanges, pratique l'amortie et surtout vient à bon escient terminer les points au filet. Son service-pendule, qu'il met des heures à remonter — comme le faisait naguère Dick Stockton, mais lui avec un profil en coin de rue — est toujours bien placé et sa façon de glisser ses répliques sans avoir l'air d'y toucher lui permet d'être ultra-rapide dans ses interventions à la volée.

Le plus étrange, c'est qu'avant

tous ces atouts Higuera n'a pas toujours été le chef de file des tennismen espagnols. Que la renommée de ses grands anciens Andrés Gimeno, Manuel Santana, Manolo Orantes l'ait quelque peu éclipsé, passe encore. Mais depuis dix ans bientôt, malgré toutes sortes de maladies et d'accidents — et le dernier en date affecte cruellement son épaule — il maintient son classement parmi les tout premiers joueurs du monde et on comprend mal qu'il ne soit pas si souvent prophète en son pays, du moins une idole, au même titre qu'une figure de la tauromachie ou un danseur flamenco.

En fait de maestro, ce fut Wilander qui parut le patron du débat dès les premières balles. Il mena immédiatement 2-1 puis 3-2, puis 5-3, jusqu'à ce que Higuera recolle à 5 partout, ce premier set ne restant pas moins acquis à Wilander par 7-5.

Au deuxième set, les échanges avaient repris leur allure d'enterrement de première classe. Mais on sentait bien que le Suédois, fidèle à sa technique de l'an passé, était décidé à occuper le terrain aussi longtemps que ce serait nécessaire et qu'il spéculait sur la fatigue pour avoir raison de son adversaire. C'est pourquoi, à la différence des initiatives qu'il prenait devant McEnroe, il se gardait bien de monter au filet, ne pratiquant au contraire que la renvoyette en balles hautes et molles. A ce petit jeu-là, il s'égoutta lui-même à la fin de ce deuxième set, au point de se le faire souffler au tie-break.

Wilander s'était néanmoins repris au troisième set, qu'il boucla avec plus d'autorité par 6-3. C'est alors que l'on s'aperçut que, à force de galoper sur toutes les balles, l'Espagnol était en train de baisser de pied. Il lutta encore avec l'énergie du désespoir au début de la quatrième manche. Cependant, ses gestes de scarabée en disaient long sur son état d'épuisement.

Mats Wilander, à présent, dominait totalement les opérations. 2-0, 4-0, 5-0, 6-0 : la cause était entendue, le public recra Higuera carbonisé et le vainqueur convoité pour la partie royale de dimanche.

OLIVIER MERLIN.

#### Pression, pression...

Pression. Le mot est devenu ces dernières années une clé du vocabulaire tennistique. Expression favorite de Björn Borg : « I put the pressure on him », pour expliquer la conduite d'un match. Elle a été tellement galvaudée qu'il semble parfois que le jeu est une affaire de cheminots réglant les manomètres de la chaudière tennistique. Ah ! la belle temps du tennis à vapeur avec le « tchouk-tchouk » du fil !

Pression. On hésite toujours à recourir à ce vocabulaire qui, à force de tout expliquer, ne veut plus rien dire. Mais comment faire pour apprécier l'effort de Roger-Vasselin face à Yannick Noah ? Une demi-finale conclue en 87 minutes sur le score cruel de 6-3, 6-0, 6-0, on n'avait pas souvent vu pareil avant et Roland-Garros.

« Quand j'ai gagné le deuxième set, 6-0, j'ai vu qu'il n'avait plus de réactions. Sur certains points, je me suis surpris à grimacer. « Allez Chris », dit le bourreau de Roger-Vasselin qui avait dû ferronner cinq manches (6-7, 4-6, 6-3, 6-4, 6-3) contre lui lors du premier tour du National 1979. Ce n'est pas pour au-

tant que Noah a pensé un instant lui laisser un jeu : « Pourquoi pas un set ou deux ? Ce n'est pas le National, c'est Roland-Garros », a-t-il dit. Assurément, non, dit hier Noah qui se détendait comme un joueur de basket pour écraser des lobs trop riquiqui et était animé par une inexplicable rage de vaincre qui lui fit balayer comme une tornade noire le dernier obstacle qui se dressait devant sa première finale d'un tournoi du grand chelem. Roger-Vasselin a bien cédé sous la formidable pression qui l'a écrasé après son élimination de l'Américain Connors.

Avant de tomber « Jimbo », qui était-il ? Le numéro huit français classé 130<sup>e</sup> par l'ordinateur de l'A.T.P. (association des joueurs professionnels) après avoir connu des jours meilleurs. Un garçon de vingt-six ans, au tennis rétro à l'époque du tennis turbo. Son étrange gestuelle sur la court faisait dire qu'il défilait son coup droit comme un coup de clé à molette et qu'il se déplaçait comme une tentacule. Plus de tête que de jambes. Le froid tacticien qui a ruiné les espoirs de Connors manquant de coffre. Ne parvenant pas à suivre le rythme d'entraînement imposé aux autres espoirs fédéraux, il s'était organisé sa vie tout seul après avoir renoncé également aux services d'un entraîneur privé.

En marge du système, il assumait, avec le flegme et l'humour qui trahissent ses origines anglaises, sa condition de second plan français dont le public a cru un moment qu'il se prénommait Roger. Et il persévérait : « Quand il sent qu'il a une chance, il se met à plat ventre jusqu'au bout », a noté Jean-Paul Lott, le directeur technique national de la fédération de tennis. Et puis, le 31 mai, le tête de série numéro un a roulé sur la brique pile. Voilà Roger-Vasselin promu au rang de vedette nationale.

#### Contrats

Le bon côté de la chose c'est que les 164 360 F qu'il a touchés auxquels vont s'ajouter la prime de son commanditaire habituel, Lacoste, et deux nouveaux contrats. « Trente-cinq minutes après sa victoire, le P.-D. G. d'Evian signait un contrat de promotion pour le boisson énergétique « Athlon », a reconnu Patrick Proisy, l'ancien finaliste de Roland-

Garros qui est son agent pour la groupe Mark McCormack. IMG négociait ce contrat depuis plusieurs mois pour Mats Wilander. L'affaire a été conclue tambour battant en faveur de Christophe, après que les dirigeants de la société aient vu le match à la télévision. Une autre étiquette cousue activement sur la chemise de Roger-Vasselin indiquait qu'un second contrat avait été signé dans des conditions analogues avec une marque de bonbons.

Le vedettariat a aussi un mauvais côté. En quelques heures, Christophe s'est découvert des centaines d'amis. Il a été sollicité de toutes parts. Il a dispersé son influx nerveux, a encore noté Proisy. Interviews, réceptions, coups de téléphone : « Je n'ai pas eu une minute à moi pendant deux jours. Je n'avais pas l'habitude. Je n'ai pas su dire non. Je retiendrai le leçon », a déclaré Roger-Vasselin après sa défaite. « Je pense pourtant que j'aurais pu surmonter les conséquences de cette victoire sur Connors et rester concentré sur le tennis. Malheureusement, ce ne fut pas le cas. J'ai fait des fautes non provoquées, j'ai joué trop court, j'ai accumulé les doubles fautes. » Pourtant, Roger-Vasselin a cru qu'il avait sa chance

comme face à tous les autres joueurs. « J'ai eu le fol espoir de gagner. »

Yannick Noah, qui avait fait ce genre d'expérience avant lui, s'était, au contraire, « mis au vert » avant cette demi-finale : « Ce qu'il a fait pour arriver à ce stade du tournoi est fantastique, mais ce match était trop dur mentalement pour Christophe. »

Pression. Cette demi-finale donna comme jamais le sentiment que le perdant s'enfonçait dans les sables du doute. Roger-Vasselin pourra-t-il s'en remettre ? Pierre Darmon, l'ancien numéro un français qui est l'agent de Noah pour le groupe Donnell Dail avait remarqué avant le match : « Christophe ne va pas se mettre à battre tous les jours des joueurs forts, son standing va dépendre beaucoup de ce qu'il va réussir par la suite. En 1980 Capelle avait battu Connors à Monte-Carlo, puis avait eu une balle de match contre lui ici. Cela n'avait pas pour autant changé sa vie. » Toute la différence qu'il y avait entre la numéro un française et le numéro huit apparaissait dans cette remarque : « Quel qu'il arrive maintenant, la vie de Yannick Noah sera changée. »

ALAIN GRAUDU.

#### FOOTBALL

#### Sixième titre pour Nantes

Nantes champion de France pour la sixième fois. Lyon et Mulhouse relégués en deuxième division. Tours appelé à disputer deux matches de barrage contre Nîmes pour tenter de préserver sa place en première division ; le verdict de la dernière journée de compétition, disputée le vendredi 3 juin, était attendu.

Le suspense résidait en fait dans l'attribution des places d'honneur qualificatives pour la prochaine Coupe de l'U.E.F.A. Bordeaux, Lens et Laval devaient disputer cette épreuve. Les Lavallois devront toutefois attendre le résultat des demi-finales de la Coupe de France jouées le mardi 7 juin. Dans le cas probable d'une finale entre Nantes, le champion de France, et Paris-

Saint-Germain, les joueurs de la capitale seraient qualifiés pour la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe et célébreraient donc leur place en Coupe de l'U.E.F.A. aux Lavallois.

#### LES RÉSULTATS

##### DE LA DERNIÈRE JOURNÉE

*Nantes b. Mulhouse	2-1
*Marseille b. Bordeaux	3-1
*Paris S.-G. b. *Rosen	1-0
*Société et Laval	1-1
*Lens b. *Nancy	2-1
*Tours b. Brest	2-0
*Auxerre b. Lyon	3-1
*Lille et Metz	1-1
*Strasbourg b. Toulouse	3-0
*Saint-Étienne et Bastia	1-1

#### A LA TÉLÉVISION

##### SAMEDI 4 JUIN

En direct de 14 h à 15 h 30 et de 16 h 30 à 17 h 55 : finale dames (C. Evert-Lloyd c. M. Jausovec) ; puis finale double messieurs (Jarryd-Simonsson c. Edmondson-Stewart).

##### DIMANCHE 5 JUIN

En direct à partir de 15 heures : finale messieurs (Noah c. Wilander) ; Résumé à 22 h 55.

## Médecine

### RÉANIMATION ET CONTRAINTES ÉCONOMIQUES

## Des survies trop coûteuses ?

Traduire la mort en chiffres. Le rébus reste à inventer qui dire combien elle coûte et combien, à la repousser, on peut espérer économiser. Médecins, réanimateurs et économistes de la santé commencent pourtant à réfléchir à ces questions. Du même coup, ils conduisent à s'interroger sur la nature des rapports entre l'argent et l'euthanasie.

#### De notre envoyé spécial

Genève. — Les restrictions budgétaires en matière de santé amèneront-elles à une nouvelle définition de la médecine et son projet ? Les choix économiques ont-ils déjà dans ce domaine des conséquences éthiques ? Questions difficiles, trop rarement posées de manière concrète. A Genève, où vient de se terminer la seconde réunion européenne de réanimation, on n'a pas craint d'ouvrir ce débat à l'occasion du quarantième anniversaire de la revue suisse de langue française « Médecine et hygiène ». Née il y a une trentaine d'années, la réanimation est devenue une discipline coûteuse, à la fois vitrine et miroir des progrès médicaux dans les pays industrialisés. Elle subit aujourd'hui les assauts conjoints des partisans de la « mort douce » et des contraintes budgétaires.

En ces temps de crise, chacun découvre à sa manière que — pour reprendre une formule à la mode, — si elle n'a pas de prix, la

santé a bien un coût. Les charges croissantes imposées par les dépenses de santé pourraient faire rapidement découvrir quelles sont à cet égard, les vraies limites de la solidarité nationale. Dans ce domaine, la réanimation se situe en première ligne.

Née dans le début des années 50, cette discipline médicale est la résultante des découvertes biologiques et des réalisations techniques de l'immédiat après-guerre. Elle apparaît presque simultanément en France et dans les pays scandinaves, avant de se généraliser en Europe puis aux États-Unis.

S'individualisant progressivement, elle prenait en charge, pour les assurer et les corriger, les besoins circulatoires, respiratoires, rénaux, métaboliques et nutritionnels des organismes gravement lésés (1). Son objectif : éviter les morts indues.

Où en est-on aujourd'hui ? En 1966, dit le docteur W. A. Knaus, de l'université de Washington, on pouvait lire dans le magazine Life un article consacré à l'avenir de la médecine. On expliquait qu'on serait mieux à l'hôpital dans la mesure où il existerait des unités de soins intensifs comportant tous les outils et les appareils imaginables pour corriger les défaillances de l'organisme. Aujourd'hui, poursuit-il, tout ce que Life décrivait, nous l'avons. Mais l'enthousiasme de 1966 a disparu. Conséquence ou non, les soins intensifs ont constitué une charge financière rapidement croissante. De 1960 à 1983, ils sont passés aux États-Unis de 0 à 20 % des dépenses hospitalières. Ils absorbent, à eux seuls, dans ce pays, aujourd'hui près de 1 % du

produit national brut. Les mêmes tendances ont été observées en Europe où les dépenses de santé représentent maintenant entre 7 % (Suisse) et 14 % (Pays-Bas) du P.N.B. et où la réanimation prend une part d'environ 15 % des dépenses hospitalières.

#### Trente-quatre paramètres biologiques

Les soins intensifs constituent donc l'un des principaux chapitres dès lors qu'on s'intéresse à la maîtrise de ces coûts. « Nous devons avoir le courage de prendre de

nouvelles responsabilités », estime le professeur Claude Perret (Lausanne). « Les limites économiques et éthiques des soins intensifs sont aujourd'hui un débat essentiel. Si les médecins ne l'embrassent pas, d'autres le feront à leur place. » Pour les orateurs réunis à Genève un travail scientifique d'évaluation de cette discipline devrait être réalisé avant toute discussion économique ou philosophique. En d'autres termes, il s'agit pour eux de mettre au point un règlement permettant de définir l'attitude la plus rationnelle possible : une stratégie

en forme de discrimination thérapeutique « éclairée ».

Dans ce domaine, le docteur Knaus fait figure de pionnier. Il a mis au point, à Washington, un système informatisé de mesure du degré de gravité de l'état de ses patients. Ce système fait notamment appel à trente-quatre paramètres biologiques. Il permet le calcul d'une « probabilité de mortalité » en fonction d'un état pathologique donné et représente déjà une méthode « d'admission sélective des patients ». « L'autre voie majeure par laquelle la thérapie des soins intensifs pourrait être rendue plus sélective est de mettre fin aux soins plus tôt chez les patients qui ne répondent pas à des efforts initiaux énergiques », explique le docteur Knaus. Ainsi, une étude faite sur deux mille cas lui permet d'affirmer qu'il n'existe aucun précédent de survie lorsque trois défaillances de systèmes vitaux persistent pendant plus de quarante-huit heures.

Une autre étude réalisée à Copenhague par le docteur Jesper Kvist (2) vient à posteriori définir les vraies limites des soins intensifs. L'analyse des résultats à long terme sur plus d'un millier de cas montre qu'un an après leur admission dans un service de réanimation la moitié des survivants ont repris une activité « normale » mais aussi que le temps passé en activité « limitée » est le double du temps passé en activité normale ; 12 % des malades sont morts après la sortie de l'hôpital, qui, s'ajoutant aux décès durant l'hospitalisation, portent à 42 % la mortalité après un an.

« A l'hôpital de Copenhague », explique le professeur Jean-Roger Le Gall, nous mettons en œuvre

des critères de confort » qui a pour but d'adopter la douleur et de ne pas prolonger inutilement la vie des malades. La décision doit être prise à l'unanimité de l'équipe soignante, les familles n'y étant pas associées. Ce service reçoit sept cents malades par an, cent soixante-quinze décès sont enregistrés en moyenne. Pour le professeur Le Gall, « si ce traitement de confort, actuellement décidé sur des critères subjectifs, avait été mis en place cinq jours plus tôt sur des critères objectifs, un bénéfice annuel de 220 000 dollars aurait été réalisé pour l'ensemble du service ».

Ces préoccupations économiques surviennent alors que se dessine un courant de plus en plus fort réclamant le droit à une mort « douce » : un courant que n'ont pas freiné, loin de là, les images caricaturales d'une réanimation outragée ; notamment pour certains chefs d'Etat. Le fait que les deux tiers des dépenses de santé soient concentrées sur les derniers mois de la vie et le vieillissement croissant de la population occidentale amèneront-ils à une redéfinition de la pratique et de l'éthique des soins intensifs ? En d'autres termes, la question, aujourd'hui, est de savoir si, sous la pression de l'argent, l'euthanasie trouvera un droit de cité à l'hôpital.

JEAN-YVES NAU.

(1) Il convient de faire la différence entre les réanimations médicales, chirurgicales (postopératoires) et néonatales.

(2) Cette étude est réalisée à l'Unité mixte de soins intensifs, chirurgicale et médicale, à l'hôpital Herlev, dans la région de Copenhague, en collaboration avec l'Institut danois des études cliniques épidémiologiques.







# Paris / programmes

## théâtre

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

**LES OISEAUX** - Carré Silvia Mouton (31-28-34), sam, 16 h et 21 h.  
**LE MUSÉE NOIR** - Pénitence (320-000), sam, 20 h 30.  
**L'ÉTOILE DANS LA BROUSSE** - Théâtre Noir (346-91-93), sam, 20 h 30.  
**LA VOÛTE** - Théâtre 18 (226-47-47), sam, 22 h, dim, 18 h.  
**TRIO** - American Center (321-42-20), sam, 21 h.  
**LE PRINCE TRAVESTI** - Châliot (227-61-15), sam, 20 h 30; dim, 15 h.  
**LA DÉBUTANTE** - Aquarium (374-99-61), sam, 20 h 30; dim, 17 h 30.  
**LES PARAVENTS** - Nautique, Amateurs (721-22-25), sam, 20 h 30; dim, 17 h.

### Les salles subventionnées et municipales

**OPÉRA** (742-57-50), sam, 19 h 30: L'oiseau.  
**COMÉDIE-FRANÇAISE** (296-10-20), sam, 20 h 30: Les Estivants; dim, 20 h 30: Le Médecin volant/Amphitryon; Thèmes de Chmy.  
**CHÂLIOT** (727-81-15), T.N.C. - Théâtre de la rue de la Harpe, sam-dim, 15 h et 20 h 30: Le Gégène.  
**PETIT ODÉON** (325-70-32), sam-dim, 18 h 30: Dialogue aux Enfers entre Machiavel et Montesquieu.  
**TEP** (797-06-06), sam, 20 h 30 (dern): Erendira.  
**BEAUBOURG** (277-12-33), - Cinéma-réa; sam-dim, 15 h: Solange Grélaud née Tsché; Au nom de la raison; 16 h: Petit Pierre, le Théâtre du triangle, Châteaux de sable; Images, rue, images; 19 h: En finir avec la faim.  
**THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS** (261-19-83), sam, 20 h 30: Les Indes galantes.  
**THÉÂTRE DE LA VILLE** (274-22-77), dim, 14 h 30: sam, 20 h 30: Ballet Rambert; sam, 18 h 30: Compagnie/Centre national de danse contemporaine d'Angers Viola Farber.

### Les autres salles

**ANTOINE** (208-77-71), sam, 20 h 30, dim, 15 h 30: Coup de défilé.  
**ARTISTIC LITHIENS** (355-27-10), sam, 20 h 30, dim, 17 h: Le Dénouement du bonheur; Préface à K. Marnfield.  
**ATELIER** (606-49-24), sam, 21 h, dim, 15 h: Le Neveu de Don Quichotte.  
**ATHÉNÉE** (742-67-27), sam, 16 h: Kean.  
**BASTILLE** (357-42-14), sam, 21 h, dim, 17 h: Description d'un combat.  
**CARTOUCHERIE** - Épée de Bois (39-39-74), sam, 20 h 30, dim, 16 h: Pouchard, pasticheur de l'air - Tempête (328-36-36), sam, 21 h, dim, 16 h: Les Amis de M. Gazon; Aquarium (374-99-61), sam, 20 h 30, dim, 17 h 30: La Débutante.  
**CENTRE CULTUREL DU MARAIS** (272-73-52), sam, 20 h 30: Roman Rock à l'heure du thé.  
**CHAPPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIÈRE** (508-09-46), sam, 20 h 30: L'été vers l'été.  
**CINQ DIAMANTS** (580-18-62), sam, 21 h: Monsieur Miroir.  
**CITÉ INTERNATIONALE** (589-38-49), - Réserve sam, 20 h 30: Dialogue de l'air - Grand Théâtre sam, 20 h 30: Roméo et Juliette.  
**COMÉDIE CAUMARTIN** (742-43-41), sam, 21 h, dim, 15 h: Les Deux Femmes à l'élysee.  
**COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (740-08-34), sam, 21 h: Commissaire Nicole Boutin.  
**COMÉDIE ITALIENNE** (321-22-22), sam, 20 h 30, dim, 15 h 30: Noblesse et bourgeoisie.  
**COMÉDIE DE PARIS** (281-00-11), sam, 20 h 30: Si Guitry m'était chanté.  
**DAUNOU** (261-69-14), sam, 21 h, D. 15 h: Un coup de lit.  
**DECHARGEURS** (236-00-02), sam, 20 h 30: Mourir à Colone.  
**ÉDOUARD-VI** (742-57-49), sam, 21 h, dim, 15 h: Joyeux Piquet.  
**ELDORADO** (308-54-52), sam, 20 h 30, sam, dim, 15 h 30: Théâtre de Boulevard.  
**ESCALIER D'OR** (523-15-10), sam, 20 h 30: Abraham et Samuel.  
**ESPACE-GAÏTÉ** (327-13-54), sam, 18 h 30: Les Gros.  
**ESPACE-MARAI** (271-10-19), sam, 20 h 30: Le Mariage de Figaro; dim, 17 h 30: La Mouette.

**FONDATION DEUTSCHE DE LA MEURTRE** (797-33-05), sam, dim, 21 h: Les Noces de Figaro.  
**FONTAINE** (874-74-40), sam, 20 h 30, dim, 15 h: S. Joly.  
**GAITE-MONTMARTRE** (322-16-18), sam, 20 h 30, dim, 15 h: Des jours et des nuits.  
**GALERIE 55** (326-43-51), sam, 21 h: Play le soir.  
**HUCHETTE** (326-38-99), sam, 19 h 30: La Centaure chavre; 20 h 30: La Légende; 21 h 30: Théâtre d'ombres; 22 h 30: Les Atours de Noël.  
**JARDIN D'HIVER** (255-74-40), sam, 16 h: Truand (dernière).  
**LA BRUYÈRE** (874-76-99), sam, 21 h, dim, 15 h: Mort accidentelle d'un anarchiste.  
**LUCERNAIRE** (544-57-34), L. sam, 18 h 30: Un assassin à la mer (dernière); 20 h 30: Les Mystères du confessionnal; 22 h 15: Archéologie - IL sam, 18 h 30: Fragments; 20 h 30: Les Enfants à l'école (dernière); Petite salle sam, 21 h 15: Permis de séjour.  
**MADELEINE** (265-07-09), sam, 20 h 45, D. 15 h: L'Amour fou.  
**MARAI** (278-50-27), sam, 20 h 30: Le Palais des Rois.  
**MICHEL** (265-35-02), sam, 18 h 15 et 21 h 30, dim, 15 h 30: On dinera au lit.  
**MICHOÏDIÈRE** (742-95-22), sam, 20 h 30, dim, 15 h et 18 h 30: Le Vison voyageur.  
**MONTMARTRE** (320-89-00), sam, 21 h, dim, 15 h: R. Devos; Petite Montmartre sam, 21 h 15, dim, 16 h: L'Assommoir.  
**NOUVEAUTÉS** (770-52-76), sam, 21 h, dim, 15 h: L'Entourloupe.  
**ŒUVRE** (874-45-52), sam, 20 h 30, dim, 16 h: Sarah ou le Cri de la langue; 21 h: Sarah ou le Cri de la langue; 22 h: Sarah ou le Cri de la langue.  
**PALAIS DES GLACES** (607-49-93), sam, 21 h, dim, 17 h: Opéra-Louffe.  
**PALAIS-ROYAL** (297-59-81), sam, 19 h 45 et 22 h 30: Le Fil de la lanterne; 20 h 30: Le Fil de la lanterne; 21 h: Le Fil de la lanterne.  
**POCHE** (548-92-97), sam, 21 h: Vers Baxter.  
**SAINT-GEORGES** (878-63-47), sam, 20 h 45, dim, 15 h: Six heures au plus tard.  
**STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (723-35-10), sam, 20 h 45, dim, 15 h 30: Le Fauteuil à bascule.  
**TAI THÉÂTRE D'ESSAI** (278-10-79), L. sam, 22 h, dim, 15 h: L'Écluse de la nuit; 18 h: L'Écluse de la nuit; 20 h: L'Écluse de la nuit; 21 h: L'Écluse de la nuit; 22 h: L'Écluse de la nuit.  
**TEMPLE** (272-94-56), sam, 20 h 30: Robinson Crusoe.  
**THÉÂTRE PÉDAGOGIQUE** (321-11-03), sam, 20 h 15: Les Babes en bois; 22 h: Noces on fait ou on ne fait pas.  
**THÉÂTRE DU LYS** (377-86-61), sam, 20 h 30: Toul Avez Tia Da, si tu peux; 22 h 15: Le Monte-Plais.  
**THÉÂTRE 13** (588-16-30), sam, 20 h 30, dim, 15 h: Le Théâtre de la langue; 21 h: Le Théâtre de la langue; 22 h: Le Théâtre de la langue.  
**THÉÂTRE PRÉSENT** (201-02-55), sam, 20 h 30, dim, 17 h: L'Opéra de quat'sous.  
**THÉÂTRE DU ROND-POINT** (256-70-80), - Grande salle, sam, dim, 15 h et 20 h 30: Gégène - Petite salle, sam, 20 h 30: Les Éclats.  
**THÉÂTRE DU TOURTOUR** (867-82-48), sam, 18 h 30: La Croix en l'air (dernière); 20 h 30: Merc' Apollinaire; 22 h 15: J. Chabry; Pour de rire.  
**TRISTAN-BERNARD** (522-08-04), sam, 21 h, dim, 15 h et 18 h 30: Les Dix Petits Nègres.  
**VARIÉTÉS** (223-09-92), dim, 15 h 30, sam, 18 h 45 et 22 h: L'Écluse.

**La danse**  
**A DEJAZET** (857-97-34), sam, 22 h 30, dim, 20 h 30: M. Vossen, S. Kessler.  
**BASTILLE** (357-42-14), sam, 20 h: Intérieur rouge.  
**CENTRE MANIPADA** (589-01-60), sam, 20 h 30: S. et R. Panigrahi.  
**SUNSET STUDIOS**, sam, 21 h: P. Cuenca.  
**TH. 18** (226-47-47), sam, 20 h, dim, 16 h: Ce Drame Musical (dern.).  
**TH. DE PARIS** (380-09-30), sam, 20 h 30, sam, dim, 15 h: Ballet A. Gades (dern.).

**Les concerts**  
**SAMEDI 4**  
**ESPACE CARDIN**, 20 h 30: Orchestre des Pays de Loire, dir. M. Soustrot (Clermont).  
**LUCERNAIRE**, 21 h: T. Marzoni, G. Campana (Montecarlo, Strass, Scharif...).  
**SALLE GAYEAU**, 20 h 30: R. Petronian (Beck, Schumann, Schubert...).  
**RADIO-FRANCE**, Auditorium 106, 16 h 30: Journée Strauss: Audier, 105, 18 h: La Mésaube.  
**THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**, 20 h: Nouvel Orchestre philharmonique, dir. F. Lerner (Strass).  
**ÉGLISE SAINT-SÉVERIN**, 21 h: Ensemble Vetus et Nova (Couperin).  
**THÉÂTRE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE**, 20 h 45: Ensemble Carlos Vito.  
**THÉÂTRE DE PARIS**, 18 h: Chœur de Tulus de Paris (Mozart, Prokofiev, Wagner...).  
**KIOSQUE DU JARDIN DU LUXEMBOURG**, 15 h: American Youth Symphony.  
**ÉGLISE SAINT-GERVAIS**, 16 h 30: J. Ver-Haest (Couperin).  
**CONCERGERIE**, 17 h 30: Concert de Paris, J.-C. Veilhan (Vivaldi).  
**ÉGLISE SAINT-MERRE**, 21 h: Chœur Kammerchor Schmalenberg (Monteverdi, Dupré, Mendelssohn).  
**DIMANCHE 5**  
**CENTRE CULTUREL CANADIEN**, 11 h: P. Froment-Savoie (Menotti, Bach, Busoni).  
**NOTRE-DAME DE PARIS**, 17 h 45: O. Benoit (Cimarra, Gherarducci, Zampieri).  
**CHAPPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIÈRE**, 16 h: D. Maurer (Beck, Brahms, Widor).  
**ÉGLISE SAINT-MERRE**, 16 h: A. Goyen, S. Lannes (Monteverdi, Frobenius, Bach).  
**LUCERNAIRE**, 18 h 30: Musique électro-acoustique.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles  
**« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »**  
 281-26-26 +  
 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

### Samedi 4 - Dimanche 5 juin

**ÉGLISE SAINT-LOUIS DES INVALES**, 17 h: Chœurs de Schmalenberg (Frank, Vienna, Langhals).  
**RADIO-FRANCE**, Grand Amphithéâtre, 19 h: Chœur André Vieux (Haydn, Mendelssohn, Brahms).  
**ÉGLISE DES BILLETTES**, 17 h: Ph. Bide, M. Bardon (Vitti, Handel, Vivaldi).  
**SORBONNE**, Grand Amphithéâtre, 21 h: Chœur de l'Orchestre Paris-Sorbonne, Chœur national, dir. J. Grimbart (Grieg).  
**Jazz, pop, rock, folk**  
**AMERICAN CENTER** (321-42-20), dim, 16 h 30: B. Few, Trio Butterfly.  
**ATMOSPHÈRE** (249-74-30), sam, dim, 20 h 30: M. Buhler; 21 h: A. More.  
**CAVEAU DE LA HUCHETTE** (326-65-05), sam, dim, 21 h 30: F. Swing voyageur.  
**CHAPPELLE DES LOMBARDS** (357-24-24), sam, 22 h 30: Pakarak; dim, 22 h 30: Shogun Quartet.  
**CLOUTIER DES LOMBARDS** (233-54-09), sam, dim, 23 h: A. Barthelme not.  
**DEPOT-VENTE** (637-31-87), sam, 21 h 30: J. F. Champ, F. Michal.  
**MANU MUSICALE** (238-05-71), 21 h 30: sam, J. F. Champ, F. Michal.  
**NEW MORNING** (523-51-41), sam, 20 h 30: S. Silchaphon; dim, 20 h: Lounge Lizards.  
**PETIT JOURNAL** (326-28-59), 21 h 30: sam, Swing at Six.

**Les films nouveaux (\*)** sont interdits aux moins de 16 ans. (\*\*) sont interdits aux moins de 18 ans.

**La Cinéma**  
**CHÂLIOT** (704-24-24)  
**SAMEDI 4 JUIN**  
 15 h: Le Pharis; 17 h: La Parade de la ciné australien; The Night of the Howler; de J. Shannan; Festival de Cannes 83 - Quinzaine des réalisateurs; 19 h: E. Bresson, de T. Doré; 21 h: Miss Lonelyhearts, de M. Dinter.  
**DIMANCHE 5 JUIN**  
 15 h: A. J. H. de la ciné australien; 15 h: A. J. H. de la ciné australien; 17 h: La Parade de la ciné australien; The Night of the Howler; de J. Shannan; Festival de Cannes 83 - Quinzaine des réalisateurs; 19 h: E. Bresson, de T. Doré; 21 h: Miss Lonelyhearts, de M. Dinter.  
**BEAUBOURG** (278-35-57)  
**SAMEDI 4 JUIN**  
 15 h: Sa majesté la femme, de H. Havis; 17 h: Festival de Cannes 83 - Semaine de la critique; 19 h: La Princesse, de P. Erdős; 21 h: La Princesse, de P. Erdős; 22 h: La Princesse, de P. Erdős.  
**DIMANCHE 5 JUIN**  
 15 h: Sa majesté la femme, de H. Havis; 17 h: Festival de Cannes 83 - Semaine de la critique; 19 h: La Princesse, de P. Erdős; 21 h: La Princesse, de P. Erdős; 22 h: La Princesse, de P. Erdős.

**Les exclusivités**  
**AMÉRIQUE INTERDITE** (A. v.): U.G.C. Opéra, 2 (742-82-94).  
**L'ARGENT** (F.): Forum, 1 (297-55-74); Impérial, 2 (742-72-52); Hanteville, 6 (633-79-38); Colisée, 9 (387-35-43); 14 Juillet Bastille, 11 (357-90-81); Parisiennes, 14 (329-85-11); Beauvilliers Montparnasse, 15 (575-79-79); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79).  
**ATOMIC CAFE** (A. v.): Saint-Séverin, 5 (354-50-91).  
**LES AVENTURES DE PANDA** (Jap. v.): Temple, 10 (742-54-56).  
**LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE** (A. v.): Trois Hautsmaux, 9 (770-47-57).  
**LES AVENTURIERS DU BOUT DU MONDE** (A. v.): Danton, 6 (329-42-42); (A. v.): Normandie, 9 (359-41-18); (A. v.): Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistrall, 14 (523-52-43); U.G.C. Convention, 15 (523-52-43); Paramount Montparnasse, 17 (523-52-43); Images, 18 (522-47-44).  
**LA BALANCE** (F.): Épée de Bois, 5 (337-57-47); Mazerille, 6 (770-72-86).  
**BANZAI** (F.): Ambassade, 6 (359-19-08).  
**LA BELLE DE SAIGON** (A. v.): Bonaparte, 6 (326-12-12).  
**BERLIN HARLEM** (A. v.): Mazarille, 6 (770-47-86).  
**BLADE RUNNER** (A. v.): Opéra, 2 (236-83-93).  
**BRISBY ET LE SECRÈTE DE NIMH** (A. v.): Saint-Ambroise, 11 (700-89-16); Clichés St-Germain (H. sp.), 6 (633-10-82).  
**CARBONE 14**, Le Film (F.): Le Marais, 6 (278-47-86).  
**LE CHOIX DE SOPHIE** (A. v.): Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Rotonde, 6 (633-08-22); U.G.C. Champs-Élysées, 8 (359-12-15); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79); (A. v.): U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27); U.G.C. Boulevards, 9 (246-66-44).

14 (329-90-10); Paramount Montparnasse, 17 (523-52-43); Images, 18 (522-47-44).  
**L'HOMME BLESSE** (F.): Gémont Hallé, 1 (297-49-70); Berlioz, 2 (742-60-33); Richelieu, 2 (233-56-70); Quinette, 9 (633-79-38); Olympia Saint-Germain, 6 (222-87-23); Bretagne, 6 (222-57-97); Pagode, 7 (705-12-15); Ambassade, 9 (359-19-08); Olympia Bastille, 9 (561-10-00); Normandie, 12 (343-01-59); Parisiennes, 14 (329-85-11); Olympia, 14 (523-42-27); Gémont Convention, 15 (523-52-43); Paramount Montparnasse, 17 (523-52-43); Mistrall, 14 (523-52-43); Sordani, 15 (241-77-99).  
**J'AI RAI TA PEAU** (A. v.): La Mitraille, 9 (246-49-07).  
**LE JEUNE MARIE** (F.): Berlioz, 2 (742-60-33); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Berlioz, 2 (742-60-33); Saint-Germain-Huchette, 6 (633-63-20); Bretagne, 6 (222-57-97); Saint-Ambroise, 11 (700-89-16); (326-48-18); Pagode, 7 (705-12-15); Ambassade, 9 (359-19-08); Saint-Lazare Paquebot, 9 (359-19-08); Fautou, 13 (331-60-74); Gémont Sud, 14 (327-44-50); Gémont Convention, 15 (523-52-43); Paramount Montparnasse, 17 (523-52-43); P. Chézy, 18 (522-46-01); Gémont Gambetta, 20 (522-46-01).  
**LA LÉNE DANS LE CANIVEAU** (F.): Gémont Hallé, 1 (297-49-70); Berlioz, 2 (742-60-33); Saint-Germain-Huchette, 6 (633-63-20); Bretagne, 6 (222-57-97); Saint-Ambroise, 11 (700-89-16); (326-48-18); Pagode, 7 (705-12-15); Ambassade, 9 (359-19-08); Saint-Lazare Paquebot, 9 (359-19-08); Fautou, 13 (331-60-74); Gémont Sud, 14 (327-44-50); Gémont Convention, 15 (523-52-43); Paramount Montparnasse, 17 (523-52-43); P. Chézy, 18 (522-46-01); Gémont Gambetta, 20 (522-46-01).  
**LA TRAVIATA** (A. v.): Forum Clément, 1 (297-49-70); Vaudou, 2 (742-52-72); Monte-Carlo, 6 (225-09-83); Mistrall, 14 (523-52-43).  
**LA VALSE DES PANTINS** (A. v.): Gémont Hallé, 1 (297-49-70); Quinette, 9 (633-79-38); Mistrall, 14 (523-52-43); 14 Juillet Bastille, 11 (357-90-81); Parisiennes, 14 (329-85-11); (A. v.): Impérial, 2 (742-72-52); Montparnasse Pathé, 14 (329-85-11).  
**LE VENT** (Mal. v.): Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).  
**VICTOR, VICTORIA** (A. v.): Forum Clément, 1 (297-49-70); Vaudou, 2 (742-52-72); Monte-Carlo, 6 (225-09-83); Mistrall, 14 (523-52-43).  
**LA VIE EST UN ROMAN** (F.): Hanteville, 6 (633-79-38).  
**VE PRIVEE** (Sov. v.): Cosmos, 9 (544-28-80).  
**Y A-T-IL ENFIN UN PILOTE DANS L'AVION ?** (A. v.): Paramount Montparnasse, 17 (523-52-43).  
**ZAG ZAG ZAG** (F.): Richelieu, 2 (233-56-70); Mistrall, 14 (523-52-43); George-V, 9 (562-41-46); France, 9 (770-33-85); Montparnasse Pathé, 14 (329-85-11).  
**ZORRE** (A. v.): Paramount Opéra, 2 (261-50-32); Ambassade, 9 (359-19-08); (A. v.): Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41); Paramount Opéra, 2 (261-50-32); Montparnasse, 14 (329-85-11); Mistrall, 14 (523-52-43).

### Les grandes reprises

**LES ARISTOCRATES** (A. v.): Normandie, 12 (343-01-59).  
**LA BLONDE EXPLOSIVE** (A. v.): Contrepoint, 5 (325-78-37).  
**CABARET** (A. v.): Forum Clément, 1 (297-49-70); Nostalgies, 14 (329-85-11).  
**CETAIN D'EMMANUEL** (A. v.): Studio des Ursulines, 9 (354-39-19).  
**LES CINQUANTE-CINQ JOURS DE PERLIN** (A. v.): UGC Danton, 6 (329-42-42); Mistrall, 14 (523-52-43); 14 Juillet Bastille, 11 (357-90-81); Normandie, 12 (343-01-59); Paramount Montparnasse, 14 (329-85-11); Kinopansies, 15 (306-50-50).  
**LE CHIRON** (A. v.): Émirage, 8 (359-15-08); (A. v.): Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41); Paramount Opéra, 2 (261-50-32); UGC Convention, 15 (523-52-43); Images, 18 (522-47-44).  
**LE COURTESAN** (A. v.): Forum Clément, 1 (297-49-70).  
**DEEP END** (Ang.): Espace Gaîté, 14 (327-95-94).  
**LA DERNIÈRE VAGUE** (Aut. v.): Clichés, 9 (354-89-22).  
**LES DIABLES** (A. v.): Danton, 6 (329-42-42); Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Berlioz, 2 (742-60-33); (A. v.): UGC Opéra, 2 (261-50-32); Rotonde, 6 (633-08-22); UGC Convention, 15 (523-52-43); Mistrall, 14 (523-52-43); 14 Juillet Bastille, 11 (357-90-81); Parisiennes, 14 (329-85-11); Mayfair, 16 (525-27-06); (A. v.): Écluse, 2 (233-56-70); France, 9 (770-33-85); Nation, 12 (343-04-67); Faurelle, 13 (331-60-74); Mistrall, 14 (523-52-43); Mistrall, 14 (523-52-43); Mistrall, 14 (523-52-43).  
**LA MAÎTRESSE DES SINGES** (A. v.): Max Linder, 9 (770-40-04).  
**LES FAUX COUPABLES** (A. v.): Action Christiane Bix, 6 (325-47-46).  
**LE JOUR SE LEVÉ** (F.): Rialto, 19 (608-67-61).  
**JESUS DE NAZARETH** (L. v.): (11 et 2 parties), Grand Palais, 15 (554-46-85).  
**MONTY PYTHON SACRÉ GRAAL** (A. v.): Clichés, 9 (354-89-22).  
**NEW YORK NEW YORK** (version intégrale), Clichés, 9 (354-89-22).  
**NINOTCHKA** (A. v.): Action Christiane Bix, 6 (325-47-46); Action Christiane Bix, 6 (325-47-46).  
**LA NUIT DE L'ÉGLISE** (A. v.): Action Christiane Bix, 6 (325-47-46).  
**OBSESSION** (L. v.): Académie, 17 (764-97-83).  
**LA PARADE DE PRINTEMPS** (A. v.): Mistrall, 14 (523-52-43).  
**LA PASSANTE DU SAISON-SOUCI** (F.): Paramount Opéra, 2 (261-50-32); Publicis Champs-Élysées, 8 (359-12-15); Paramount Bastille, 12 (343-01-59); Paramount Opéra, 2 (261-50-32); 14 Juillet Bastille, 11 (357-90-81); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-60); Paramount Montparnasse, 17 (523-52-43).  
**LES RUEUSES DE MALHEUR** (A. v.): Action Christiane Bix, 6 (325-47-46).  
**SATYRICON** (L. v.): Campo, 9 (354-61-60).  
**TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUTES VOUS SAURIEZ SUR LE SEPTÈME SANS JAMAIS OUBLER LE MANDER** (A. v.): Clichés, 9 (354-89-22).  
**LE VIOLENT** (A. v.): Action Christiane Bix, 6 (325-47-46).

**CHACQUE SEMAINE**  
 FAITES VALIDER VOS BILLETS  
 CHEZ TOUTES LES DÉPÔTAIRES  
 PORTANT L'ENSEMBLE

**LOTO**

c'est facile, c'est pas cher,  
 ça peut rapporter gros.



# France / Paris-région

EN 89 SUR LA SEINE

## Les norias de Bercy-Javel

**Inutile le coûteux mini-méto Aramis, éliminés les embarras de circulation, balayés les engins usés par le double site parisien de l'Expo 1989.**  
**Un homme se fait fort de transporter sans efforts ni dommages vingt mille visiteurs à l'heure entre Bercy et Javel. Comment ? tout simplement en utilisant la Seine pour ce qu'elle est : une voie d'eau à grande capacité.**

Cet homme « providentiel », c'est Jean Bruel, le patron des bateaux-mouches. Un personnage. Né-natif de Souillac, licen-

berges et de son mètre quatre-vingt-dix.  
Et il peut prouver ce qu'il avance. Les premières unités de la flottille fluviale dont il rêve sont à quai, dans Paris même, sous l'œil du zouave de l'Alma.

Le premier navire baptisé « l'Hirondelle » est une barge métallique au musée de squalité qui peut embarquer sur ses deux étages mille deux cents passagers. Pour la sécurité des manœuvres, une turbine projetant un jet d'eau orientable à volonté est logée sous sa coque. Mais il n'est pas question d'entreprendre une traversée avec ce seul moteur. Pour s'élever sur le fleuve, l'Hirondelle a besoin d'un pousseur.

Cette deuxième unité est une étrange machine, ramasseur, vilaine comme un sabot, mais tout

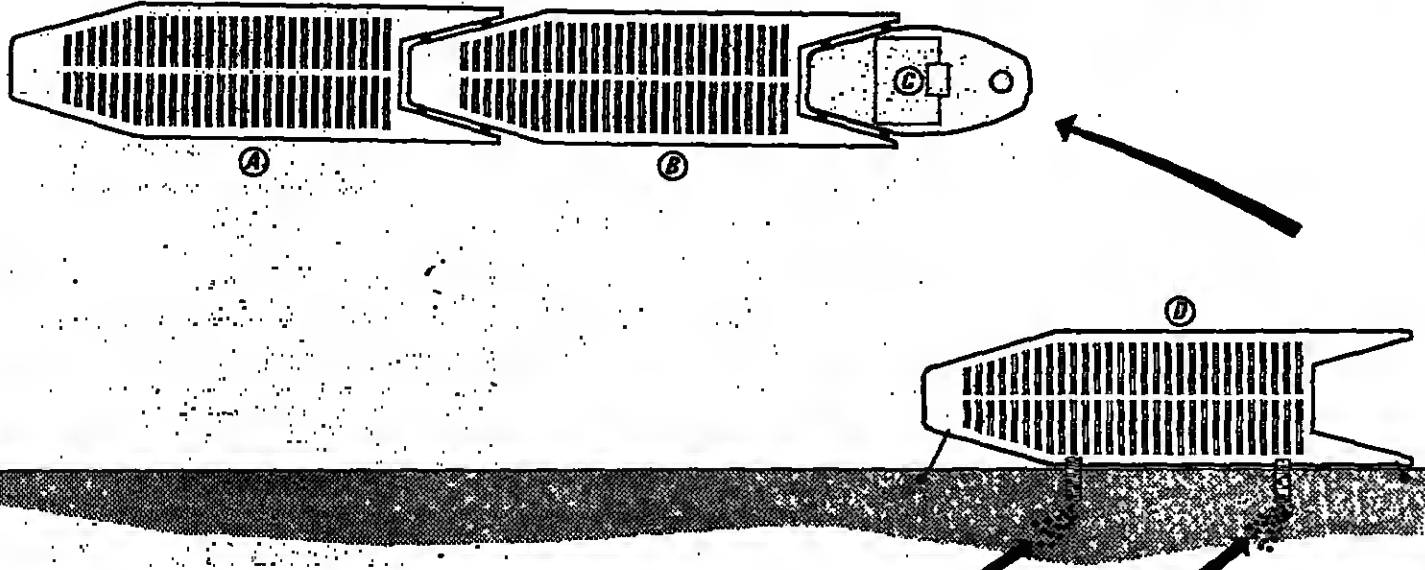
qui a imaginé et dessiné ce monstre. Vous le placez derrière la barge et en avant la musique. Un capitaine juché dans une cabine de pilotage escamotable (les ponts de Paris obligent) dirige le tout avec l'assistance d'un ordonnateur.

L'idée du P.-D. G. des bateaux-mouches est simple. Il s'agit d'adapter au transport des hommes ce qui est couramment pratiqué pour charrier du sable ou du charbon. Un pousseur et ses quatre barges sont, par exemple, moins chers à construire et à exploiter que cinq automoteurs. Pendant que deux des barges sont à quai, en cours de chargement, les deux autres sont en route. Le pousseur, lui, tourne sans cesse.

Jean Bruel prétend qu'avec une douzaine de grosses Hirondelles, les unes en cours de remplissage à

ils hésitent et même rechignent. Les périples nautiques sur la Seine sont soumis à une réglementation draconienne. Les navires ne doivent pas dépasser 60 mètres de long, être bourrés de bouées de sauvetage et dotés de leur propre moteur. Admettre des barges et un pousseur serait déroger à ces règles sacro-saintes. Une fois de plus, Bruel dérange.

Il est vrai que le patron des bateaux-mouches n'a pas cessé d'écarter les pouvoirs publics, voire de les agacer. En 1950, il avait racheté un ancien coche d'eau désarmé et s'était mis en tête de promener des touristes. Personne n'y avait songé. Ses premiers clients furent des Suisses. L'un des guides, édité à Genève, avait oublié de mentionner que le service des coches d'eau avait cessé de fonctionner à Paris de-



cié en bistoire, ancien sous-mariner, écologiste de cœur et aventurier de tempérament, ce colosse n'a nullement l'air de gâcher du haut de ses soixante-six

en muscle. Entendez par là qu'elle enferme dans ses flancs étroits trois moteurs totalisant 800 chevaux qui actionnent trois propulseurs différents. C'est Jean Bruel

Javel et à Bercy, les autres en cours de passage entre les deux sites de l'Expo, le problème du transport des visiteurs à l'intérieur de la capitale serait quasiment résolu. A 18 kilomètres-heure (maximum autorisé sur la Seine), les deux quais seraient reliés en moins de quarante minutes. Avec, en prime pour les touristes, la visite de Paris et pour la préfecture de police, des voies sur berge dégagées. Et en sur-

puis 1934. Aujourd'hui, Jean Bruel arme sept bateaux capables de transporter simultanément six mille personnes. Quatre compagnies concurrentes l'ont imité. Mais le restaurateur de la navigation parisienne est le seul à passer ses jours et ses nuits à bord de sa flotte.

Son premier coche d'eau qui fonctionnait encore au charbon est toujours à quai, entièrement restauré comme une pièce de musée. Cette glorieuse antiquité est d'ailleurs entrée dans l'histoire. René Dumont et les « verts » y avaient établi leur quartier général lors de la campagne présidentielle de 1974. Appareillera-t-elle une dernière fois pour promener le président qui, en 1989, inaugurerait l'Exposition universelle ?

MARC AMBROISE-RENDU.

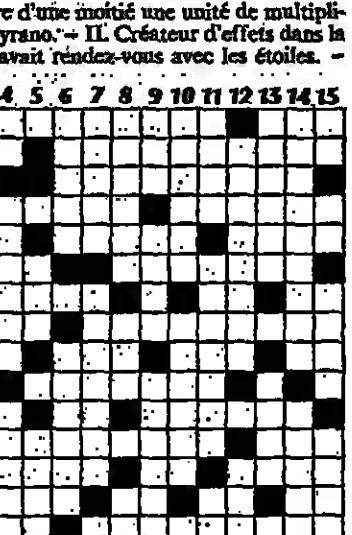
### MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3464 - HORIZONTALEMENT

I. Son problème consiste à soustraire d'une unité de multiplication. Le nez de Jobourg ou celui de Cyrano. - II. Créateur d'effets dans la haute couture. Sous son ciel, le soleil avait rendez-vous avec les étoiles. - III. « Démonstrateur ». Homme de charge. - IV. Poste qui, en alimente beaucoup d'autres. Sa place est à Montmartre ou au Parc-Lachaise. - V. Milieu pour milieu. Les pompes y sont bruyantes et les gaulards silencieux. Dont l'esprit est troublé par l'action de certains esprits. - VI. Sentence prononcée après un attentat fort tardif. Logée au sous-sol. - VII. Eu met un rayon avec beaucoup d'autres dans ses runes. Traditions. Possessif. - VIII. Primate assimilé à un arthropode. Incapacité de porter pouvant constituer un fardeau moral. - IX. Divinité. Première victime de la société de consommation. Mini-territoire. Partie joyeuse d'une sauterie. - X. Enchanter le meunier et désespérer le merlan. Exposition commerciale. - XI. Fatiguée à l'extrême. Chute de cheval. Coupé dans l'ordre qui devient désordre dans le tien. - XII. Se contracte en vue d'un rallongement. Son ardeur a tendance à ralentir la nôtre. - XIII. Le fait d'être en train n'implique pas qu'il soit dans de bonnes dispositions. Note. On lui demande de filtrer mais non de flotter. - XIV. Idée naissante. Article. Note. Forme d'avoir. Copulative. - XV. Exaltée ou réservée. Livre de modes.

VERTICALEMENT

I. Championnat mondial. Personnel. - 2. Voyageur de la S.N.C.F. dont l'homonyme voyage à pied. Fait usage de faux. - 3. Le sein de Notre-Dame. Autochtones d'une Terre de Feu en voie d'extinction. - 4. Feu vert à l'époque des diligences. Hauteur ou rondeur. Constante. - 5. La nouvelle est parue récemment. Ce qu'est à coup sûr une vieille fée. - 6. Bulbe secondaire. Leurs marches sont assourdissantes. - 7. Couché à même le sol. Œuvrer pour la façade. - 8. Celui qu'on veut avoir dé-



truit souvent le peu qu'on a. Prise d'eau avec laquelle on se trouve à se. Coupure de journal. - 9. Abordage nord-américain. Offre des vues claires dans les sites montagneux. Capta le courant. - 10. Limier en quête de faisons. Se débattait dans l'eau ou la mélasse. - 11. Traîne la jambe. Manifestation d'une humeur de rose. Figurent au programme. - 12. On la reçoit avec aise, mais il faut être aisé pour la prodiguer. Enfoncement des côtes. - 13. Soutient des affaires pendantes. Victime mythique d'une erreur de transmission. - 14. Etreindre l'âme et faire plisser le front. Conduit à certains oisillons une eau qui ne convient pas à d'autres. - 15. Symbole d'une unité de pression. Préposition. Ses tiges sont légères mais son Tigre est unique. Requiert un sujet vigoureux.

Solution du problème n° 3463

Horizontalement  
I. Éléance. - II. Litane. - III. Ébré. - IV. Crêpe. - V. Ta. Ecu. - VI. Ole. Rot. - VII. RR. Chris. - VIII. Air. Rôle. - IX. Lépre. La. - X. Tampons. - XI. Si. Néon.  
Verticalement  
1. Électrales. - 2. Librairie. - 3. Etre. Rut. - 4. Gaine. Dan. - 5. Anéc. Chêne. - 6. Nitre. R4. P6 (P.O.). - 7. C.E.E. Crillon. - 8. Érosion. - 9. Fatuité. Su.  
GUY BROUTY.

### PARIS EN VISITES

LUNDI 6 JUIN  
« La Grande et la Petite Ecurie du château de Versailles ». 14 h 30, grille de la Grande Ecurie (Caisse nationale des monuments historiques).  
« Cristallerie de Baccarat ». 15 heures, 30 bis, rue de Paradis (Caisse nationale des monuments historiques).  
MARDI 7 JUIN  
« L'Opéra ». 13 h 15, centre du hall d'honneur (Caisse nationale des monuments historiques).  
« L'Église Saint-Louis ». 15 heures, 16 h 30, 6, place Saint-Michel, M° Roubin-Gaiz.

### CONFÉRENCES

LUNDI 6 JUIN  
14 h 45, 23, quai de Conti, G. Riond : « Le rayonnement français » (Académie des sciences morales et politiques).  
15 h 30, 6, rue Fournier, J.-J. Kirkpatrick : « Les États-Unis et l'Amérique centrale » (IFRI).  
MARDI 7 JUIN  
19 h 30, 5, rue Laffitte, « Art et civilisation du Mexique » (Nouvelle Aurore).  
20 h 45, 46, rue de Valenciennes, P. Bourdieu : « Démocratie, droits de l'homme, liberté » (Cercle J.-J. Rousseau).

### Week-End d'un chineur

L'événement de la saison est l'ouverture, à Versailles (du 3 au 12 juin), d'un Salon d'antiquaires, d'un Salon d'antiquaires, d'un Salon d'antiquaires, sous les voûtes du bâtiment construit par Mansard, voici tout juste trois siècles.  
Noblesse oblige, les quatre-vingt-cinq antiquaires venus de toutes les provinces ont fait un effort de sélection, et la gamme des meubles ou objets d'art est largement diversifiée, avec une forte représentation du Grand Siècle et du dix-huitième classique (commodes mazarines, bureaux de penne, cabinets en laque), sans oublier les meubles régionaux (armoire bourguignonne, babuts de l'Ardeche, commodes de Flandre et d'Aubusson, les pendules et tableaux anciens de qualité).  
Pour une chine plus modeste, signalons le passage de la Geole (entrée 10, rue Rameau) et la

cour des Antiquaires, pittoresque brocante.  
Toujours à Versailles, du côté des Cheval-Légers, grande activité des marteaux d'ivoire, le dimanche 5 juin : livres historiques et régionaux (10 et 14 heures), bijoux (10 heures), argenterie, objets d'Extrême-Orient (14 heures).  
A Paris, le Salon de la brocante - qui groupe deux cent cinquante exposants - offre un vaste choix à prix honorables. A Senlis, rappelons la bonne tenue du premier Salon, à l'église Saint-Pierre.  
Autres ventes hors Paris, le 5 juin : encore des tableaux modernes à Chertres et à Saint-Germain ; meubles rustiques à Provins.  
Enfin au Palais des congrès (porte Maillot), Hervé Pouleil propose aux coiffeurs vingt bolides (14 h 30).

## RADIO Carbone bis

La-bas, dans leur phara, au-dessus des côtes de la banlieue sud, les hommes de Carbone 14 se sont remis à souffler dans leur binocle. On avait dit l'équipe pulvérisée, l'émetteur à la casse, le 97.2 de la bande FM mis sous bâillon. Fini, disaient les voisins, terminés Carbone ; dents sciées, les turbulents ; à la trappe, les voyous !  
Ils nonnaissent seulement, leur dossier sous la patte des promesses de la Haute Autorité, qui leur avait demandé de baisser le ton, le temps qu'on mette de l'ordre sur la ligne et désigne les élus de la dérogation.

Le coucou : pas de Carbone 14 à l'arrivée ; reculé à l'oral, ils l'ont sec, les joyeux farceurs, de cette entourage de leurs amis de gauche. Promoteurs d'insolence, ils se sont pliés aux ordres pour finalement se faire rouler dans la farine. Pas contents, fureux même. Du coup, les survivants ont ramené les vieux de la vieille pour leur demander de venir retaper une grille de programmes et d'imaginer un calendrier de grands sauts. Ils sont tous revenus.

Ainsi ce soir-là Lafesse faisait sa rentrée. Lafesse mis au placard depuis quelques mois et qu'on ressortait comme un tomahawk de guerre, Lafesse, champion toutes catégories de la confession à haute voix, pomographe à l'oreille fine, tout entier dévoué à la cause.

Une vedette très aimée de son public. Il passe de minuit à 2 heures du matin, dans une pègre assez joliment titrée « Poubelle-Night ». Il est là dans le studio sous spots en pénombre entouré d'une petite cour émue par sa remontée sur les planches. Jeune homme aux mots crus, qui fait donner de l'artillerie lourde avec gentillesse et persécution. Lafesse, gentilhomme de « Carbone », avec son pendant féminin, Supremacy.

Pas vraiment obnubilés par « le chose », toutes ces bonnes gens, mais persuadés que c'est un « secteur » mal exploité ou, du moins, pris sur un ton qui date terriblement avec les réalités de l'époque. Ce n'est pas le seul domaine qu'ils croient laissé en jachère.

Au plus haut de la vague, Carbone 14 - créé en décembre 1981 - sera crédité de près de six cent mille auditeurs. Des fervents qui marchent à fond dans les trouvailles que cette philosophie du blasphème fait inventer à ces nouveaux déboulonnateurs. L'amour en direct (« Un quidam tout ça qu'il y a de vrai avec un tatin péché au bois de Boulogne. Mille francs pour le tatin ») ; la fausse mort de Mika Jøeger ; le faux suicide par téléphone ; la fausse alerte à la bombe... A Fresnes, les taulards applaudissent à tout rompre ; dans les banlieues-béton, on se marre ; on en redemande.

Après les « coups », ou en même temps, arrivent des émissions plus délicates à manier. « Cinquante millions de voleurs », dans laquelle les détecteurs de trucs (comment détecter son perceuse, son parement ou la machine à contravention) donnent les recettes et les détails. Une autre fera fureur, « Langue de pute », tribune sur laquelle on s'installe en direct, pour dire du mal de son voisin ou du personnel politique en vigueur.  
Mais des informations parviennent aussi chez nos démolisseurs. Du très beau matériel comme cette série de cassettes enregistrées sur les téléphones de certains ministères. Scabreux, très scabreux, mais on passe tout de même à l'antenne... C'est Charlie-Hobdo avec les sources à renseignements du Carbone enchaîné. Les caméras des télévisions étrangères débranchent dans le placard, gloutonnes, ravies. C'est le succès.

Les élites du pouvoir, elles, résonnent de bruits de scie. Carbone agace très fort. Cette façon de raconter la passé du président a beaucoup déplu. De quel bord au juste est cette radio de gauche ? On lui demandera, en la priant de bien réfléchir à son avenir.

Aujourd'hui, les jeux sont faits. Carbone est « pirate » comme une vingtaine d'autres « non dérogés ». Quatre brouilleurs américains sont arrivés en France, machines invincibles capables de faire tourner en neuvaines plus de dix-sept fréquences à la fois. Quelle sera l'attitude du pouvoir ? La grande opération « triture » la grande C.R.S. au septième étage de Beigneux-Carbone 14 et mertyr - ou bien l'étouffement par mort lente ?

Aldo Buccì, publicitaire, « bours » (1) et passionné par cette « radio pour rien », vient de prendre en mains les rênes de la nouvelle équipée. « Je suis l'un des souteneurs, elle me rapporte pas un rond (la Carbone 14) mais je m'amuse ». Contre les radios privées locales et leur soupe à vendre, parce qu'il conviendrait de passer de marcher aux ordres et surtout parce que partout sur les patinoires de la ville l'ennui et le désespoir fauchent de la vie à pleins bras, lui, le fils d'Algérie, propose une nouvelle version de Carbone.

La première, s'en était-on aperçu, avait reçu l'homologation de Philippe Laverne, traducteur de l'ingénieur Wale, qui défend l'impossible travail de Joyce aux antennes de cette antenne du bout du monde perdu dans la nuit et les mots.

JEAN-PIERRE QUELIN.

(1) Immigré de la seconde génération. Arabe dit en verlan l'argot dans lequel on inverse les syllabes des mots.

**LES HOPITAUX MODULAIRES CONTENEURISÉS**  
« MO-CO SYSTEM » pat. reg.

**FLEXIBILITÉ TRIDIMENSIONNELLE TOTALE**

présentée à la Foire

**INTERHOSPITAL 83**

Düsseldorf 7-10 juin  
Pavillon 9, Stand 9 D 17

par les sociétés

MODCO, New-York - États-Unis  
CI & CI, Vicoenza - Italie  
MADEBRAS CASTELO, Curitiba - Brésil

offrent une solution moderne avec des étages interstitiels pour les services permettant :

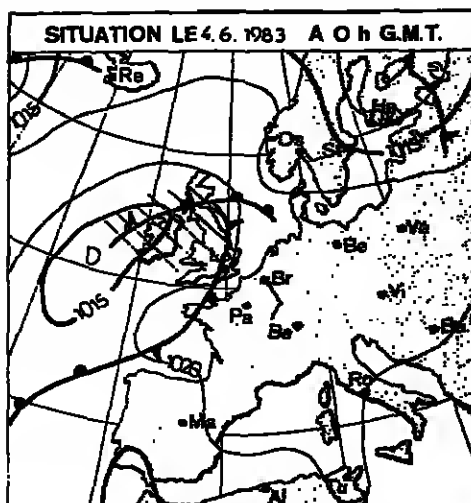
- une expansion horizontale infinie,
- une liberté interne illimitée,
- une complète flexibilité tridimensionnelle.

INTERPLAN, MILANO - ITALIA, 11 VIA VIGONI, T. 583020



# France / services

## MÉTÉOROLOGIE



Évolution probable du temps en France entre le samedi 4 juin à 0 heure et le dimanche 5 juin à minuit.

La situation est stable avec conditions anticycloniques sur la France. Cependant, une dépression relative au large du Portugal apportera dimanche soir une évolution orageuse modérée sur le sud-ouest du pays.

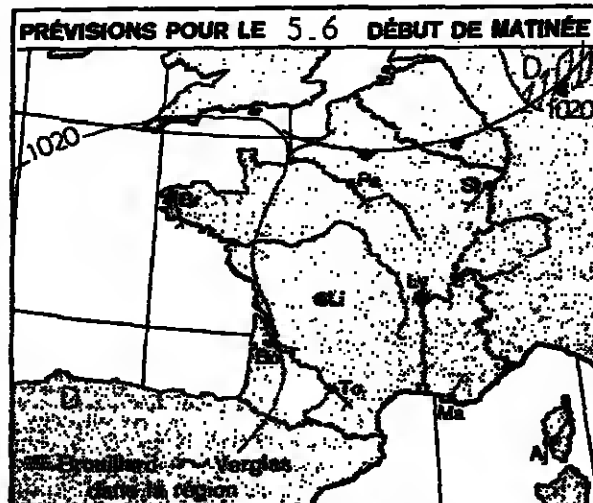
Dimanche, après la dissipation rapide de quelques nuages bas sur le Languedoc et le Roussillon, un temps chaud et très ensoleillé prédominera sur le pays; les passages de cumulus seront plus fréquents de la Manche au Nord, et des nuages élevés apparaîtront dans l'après-midi sur l'Aquitaine où quelques orages isolés pourront éclater dans la soirée. Les vents seront faibles, et les températures toujours élevées.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 4 juin, à 8 heures, de 1 021,7 millibars, soit 766,3 millimètres de mercure.

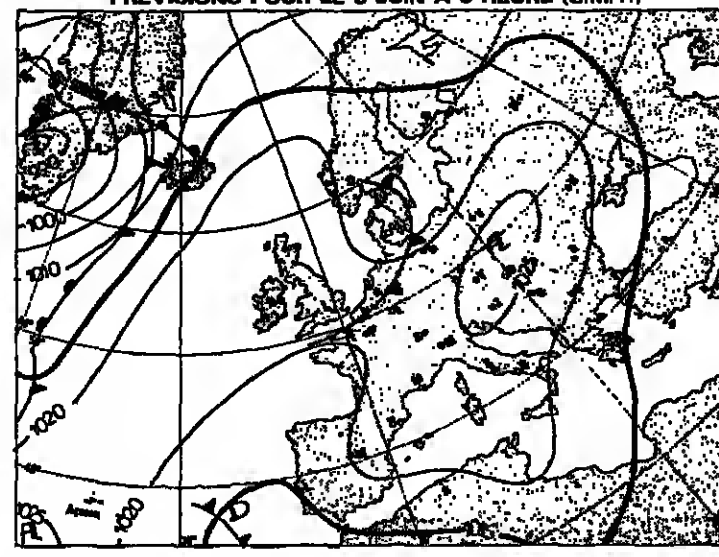
Ajaccio, 28 et 15 degrés; Biarritz, 29 et 14; Bordeaux, 30 et 15; Bourges, 25 et 9; Brest, 19 et 11; Caen, 26 et 14; Cherbourg, 20 et 12; Clermont-Ferrand, 29 et 13; Dijon, 26 et 12; Grenoble, 28 et 14; Lille, 23 et 15; Lyon, 29 et 14; Marseille-Marignane, 26 et 14; Nancy, 25 et 11; Nantes, 28 et 13; Nice-Côte d'Azur, 23 et 19; Paris-Le Bourget, 28 et 14; Pau, 30 et 16; Perpignan, 24 et 13; Rennes, 27 et 13; Strasbourg, 25 et 12; Tours, 27 et 14; Toulouse, 27 et 14; Pointe-à-Pître 31 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 18 degrés; Amsterdam, 19 et 13; Athènes, 29 et 20; Berlin, 23 et 13; Bonn, 22 et 12; Bruxelles, 23 et 15; Casablanca, 22 et 18; Copenhague, 17 et 9; Dakar, 30 et 23; Djibouti, 28 et 17; Genève, 27 et 10; Jérusalem, 25 et 10; Lisbonne, 28 et 15; Londres, 20 et 13; Luxembourg, 24 et 15; Madrid, 31 et 14; Moscou, 23 et 14; Nairobi, 23 et 14; New-York, 23 et 16; Palma-de-Majorque, 28 et 17; Rome, 27 et 17; Stockholm, 17 et 10; Téhéran, 36 et 21; Tunis, 30 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



PRÉVISIONS POUR LE 5 JUIN À 0 HEURE (G.M.T.)



## ENTRAIDE

### DES LUNETTES POUR LE TIERS-MONDE

Depuis 1970, le groupe du Haut-Rhin de l'Union catholique des aveugles d'Alsace se préoccupe des problèmes posés aux aveugles du tiers-monde.

Une équipe de bénévoles trie les lunettes collectées, inscrit les dioptries sur les verres, met les lunettes dans les étuis et les emballe en colis de 3 kilos (quarante-quatre paires). Ces colis sont acheminés par avion vers la Haute-Volta, le Togo, le Cameroun, le Kenya, le Burundi, l'Ouganda, le Sénégal, Madagascar, la République centrafricaine, le Congo Brazzaville, le Transkei, le Mozambique, l'Angola, Djibouti, la Tanzanie, l'Éthiopie, le Zaïre, le Mali.

Ces lunettes ne sont pas envoyées à des particuliers, mais à des personnes compétentes dans des cliniques, des dispensaires ophtalmologiques ou des stations de missions qui en font bénéficier les nombreux malvoyants pauvres de leurs pays.

Pour participer à cette opération, il convient d'envoyer au Père François, couvent, 68560 Hirsingue, uniquement les lunettes entières et en bon état, de vision ou de soleil, les montures en bon état. Ne pas envoyer de verres seuls.

\* Les frais d'envoi d'une paire de lunettes s'élèvent à 3 francs environ. Si l'on désire participer aux frais, on peut envoyer ses dons à : Arthur Meyer, C.C.P. Strasbourg 1 602 58 D, avec la mention « Opération lunettes ».

## RADIO-TÉLÉVISION

### Samedi 4 juin

#### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Série : Dallas.  
J.R. chagriné tente de renouer avec Sue Ellen.  
21 h 25 Droit de réponse.  
Émission de Michel Polak.  
Les cimetières de voitures... ou les voitures d'occasion.  
22 h 50 Étoiles et toiles : Robert Bresson.  
Magazine du cinéma de F. Mitterrand.  
23 h 40 Journal.

#### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Variétés : Champs-Élysées.  
De M. Drucker. Avec Nicole Croisille.  
22 h Sport : Basket-ball.  
23 h 30 Journal.

#### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Tous ensemble ou... à chacun son programme.  
● Papeter, rêve et montgolfières.  
Diffus. Rhône-Alpes, Auvergne.  
● Danse et musique à Lille.  
Diffusé dans les autres régions.

21 h 40 Cycle Charlie Chaplin : le Machiniste.  
22 h 10 Journal.  
22 h 28 Une minute pour une image d'Agnes Varda.  
22 h 30 Musi-Club.  
Concert à l'Opéra de Bayreuth à l'occasion du centenaire de la mort de Wagner : « Siegfried Idyll » et « Du berceau au trépas » de Liszt, dir. Pierre Boulez.

#### FRANCE-CULTURE

20 h. « Les passagers de la maison brisée », de Marc Ag. Avec J. Topart, C. Rich, P. Vaneck, A. Falcon.  
21 h 55, Ad lib.  
22 h 5, La fugue du samedi.

#### FRANCE MUSIQUE

JOURNÉE RICHARD STRAUSS  
20 h. Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : « Capriccio » de R. Strauss par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. F. Leitzner, chef de chœur, M. Paulus, 1<sup>er</sup> violon, J. Prat, sol. C. Casapietra, P. Gottlieb, T. Moser, H. Cuencol.  
23 h. Le club des archives : R. Strauss, chef d'orchestre et les chefs d'orchestre straussiens ; œuvres de Mozart.

### Dimanche 5 juin

#### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

19 h Le magazine de la semaine : Sept sur sept.  
De J.-L. Burgat, E. Gilbert, F.-L. Boulay.  
Au sommaire : le sommet de Williamsburg vu par les télévisions ; les inondations en France ; va-et-vient vietnamien. Le grand témoin : Alain Peyrefitte.  
20 h Journal.  
20 h 35 Film : le Corbeau.  
Film français de H.-G. Clouzot (1943), avec P. Fresnay, G. Leclerc, P. Larquey, M. Francey, Sylvie (N. Rediffusion).  
Un médecin dont on ignore le passé s'est installé dans une petite ville de province. Il reçoit des lettres ordurées signées « le Corbeau ». D'autres se répandent à travers toute la ville, et les passions se déclenquent.  
22 h 10 Passions, passions.  
Émission d'A. Bercoff et P. Deslois.  
22 h 55 Informations de tennis.  
23 h 35 Journal.

#### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

18 h Dimanche magazine.  
Le départ des Bo-dots ; la Pologne avant le voyage du pape.  
19 h Stage 2.  
20 h Journal.  
20 h 35 Jeu : La chasse aux trésors.  
21 h 40 Série documentaire : Mécènes dangereux et spectaculaires.  
Pilote sur dragon, de G. Duhuy.  
22 h 30 Magazine : Désirs des arts.  
23 h Journal.

#### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Boîte aux lettres.  
Magazine littéraire de J. Garcia.  
De Kafka à Pierre Desproges.  
21 h 35 La métamorphose.  
De F. Kafka, adaptation R. Vignoy, J.-D. Verhaeghe.  
Une bonne adaptation grâce à la télévision « peluche ».  
22 h 5 Journal.

22 h 30 Cinéma de minuit : la Comtesse aux pieds nus.  
Film américain de J.-L. Mankiewicz (1954), avec H. Bogart, A. Gardner, Ed. O'Brien, V. Cortes, R. Brazzi (va sous titres, Rediffusion).  
Évocation, par trois érudits de sa vie, d'une danseuse de cabaret espagnole, devenue vedette d'Hollywood, qui ne connut jamais le bonheur et que personne ne put vraiment comprendre.  
0 h 30 Une minute pour une image, d'Agnes Varda.  
0 h 33 Prélude à la nuit.  
Obras, Dos Cantares Populares par Luigi Alva (chant).

#### FRANCE-CULTURE

18 h 30, Ma non troppo.  
19 h 30, Le cinéma des cinéastes.  
20 h, Albatros : David Antur.  
20 h 40, Atelier de création radiophonique : James Joyce.

#### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné le 6 mai 1940 au Carnegie Hall de New-York) : « Concerto pour piano et orchestre n° 2 », « Première Symphonie » de J. Strauss, par l'Orchestre symphonique de la N.B.C.  
22 h 30, La nuit sur France-Musique : à 22 h 30, Les figures du livre ; à 23 h, Entre guillemets ; 0 h 5, Les mots de François Mauriac.

## TRIBUNES ET DÉBATS

### DIMANCHE 5 JUIN

— M. Michel Jobert, ancien ministre du commerce extérieur, est invité à l'émission « Le grand-jury-R.T.L.-le Monde », sur R.T.L., à 18 h 15.  
— M. Edith Cresson, ministre du commerce extérieur, participe au « Club de la presse » d'Europe 1, à 19 heures.  
— M. Alain Peyrefitte, ancien garde des sceaux, est le grand témoin du magazine « 7 sur 7 », sur TF1, à 19 heures.

### LUNDI 6 JUIN

— Le général Jacques Mitterrand, ancien président de la SNIAS, est reçu au journal de Franco-Inter à 7 h 40.  
— M. Georges Séguin, ancien secrétaire général de la C.G.T., répond aux questions des auditeurs de l'émission « Face au Public » à 19 h 15.

## CARNET

### Mariages

— Le docteur Françoise HALPHEN et M. Jean-Marie LOUBIER.

ont le plaisir de faire part de leur mariage, célébré le 26 mai 1983 en la mairie de Paris-16.

### Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de M. René ALLOMBERT-GOCET, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, commandeur des Palmes académiques, maire honoraire de Beunant-sur-Oise, ancien conseiller général du Val-d'Oise, conseiller d'administration scolaire et universitaire honoraire, administrateur national honoraire de la M.G.E.N., survenu le 1<sup>er</sup> juin 1983, à Marseille. L'inhumation aura lieu au Poizat (Ain) le samedi 4 juin, à 16 heures. Le Poizat, 01130 Nantua. 22, rue Voltaire, 95260 Beaumont-sur-Oise.

— M. Pilar de Azcarate, François et Ann Ribis, Luis et Brigitte, Juan et Joëlle, Patricia, font part du décès de M. Luis de Azcarate, survenu le 2 juin 1983. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Chén-Dessus (Haute-Garonne).

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Georges FOSSEY, survenu dans sa soixante-douzième année, qui sera inhumé comme il le souhaitait au cimetière du Père-Lachaise, le lundi 6 juin, à 8 heures.

[Ancien commandant de compagnie du régiment de la Croix, croix de guerre et médaille de la Résistance. En travaillant dans le milieu de la presse, il ne comptait que des amis et il laissera parmi eux le souvenir d'un homme juste et généreux.]

— Le Frère Rossier (Charles) GAGNEBET, de l'ordre des Frères Prêcheurs, a été rappelé à Dieu le 1<sup>er</sup> juin 1983, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Couvent Saint-Thomas-d'Aquin, Impasse Lacordaire, Toulouse.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. François-Jacques GAVARINI, directeur des préfectures honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre du Mérite, combattant volontaire de la Résistance (alias lieutenant Fletcher), officier de l'ordre de l'Étoile noire.

survenu à Ajaccio au Centre hospitalier Notre-Dame de la Miséricorde, le 29 mai 1983, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

On lui doit l'organisation de ceux de l'île de la Réunion après la transformation de cette vieille colonie en département d'outre-mer (1950).

M. Gavarini, qui fut le premier Corse à recevoir la rosette de l'ordre du Mérite (1965), était titulaire de nombreux ordres nationaux et coloniaux et de décorations.

« La Louisiane », 44, cours Lucien-Bonaparte, 20000 Ajaccio.

— M. et M<sup>me</sup> Edouard Gilly et leurs enfants, M<sup>me</sup> Jacqueline Fournet-Hustin et ses enfants, M<sup>me</sup> Fanny Salagnac de Peyrafort, M. Jean Rigault, ont le chagrin de faire part du décès de

capitaine de vaisseau Pierre GILLY, ancien des Forces armées françaises libres, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945 avec palmes, médaillé de la Résistance.

survenu le 28 mai 1983, à Paris.

L'incinération a eu lieu dans l'intimité. Cet avis tient lieu de faire-part.

56 Fairfax road, Bellevue Hill, Sydney N.S.W. 2023 Australia. 15, rue Vincennes, 75016 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Alberto Salama et leurs enfants, Pierre et Carole, M. et M<sup>me</sup> Charles Rossano, M<sup>me</sup> Camille Pardo, M<sup>me</sup> Stella Rossano, M<sup>me</sup> Yolande Rossano, Les familles Rossano, Cohen, Ventura, Molho, Algazi, Cicourel, Charbit, ont le deuil de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Gerorgette SALAMA, née Rossano, survenue le 2 juin 1983, à Paris. 75016 Paris.

— Nous avons la douleur de faire part du décès de notre cher *moreno* *honoré* Robert SOMMER.

L'inhumation aura lieu au cimetière Montparnasse, à Paris, le lundi 6 juin, à 11 h 30 (réunion au 5, rue Emile-Richard).

La famille fera chiver à Jérusalem et se recueillera.

De la part : De M<sup>me</sup> Pauline Sommer, De leurs enfants : Michou et Miriam Oppenheimer, Ffo et le grand rabbin Jacob Madar, Claire et Raphaël Cohen, Emmanuel et Hélène Sommer, Cécile et Jean-Pierre Gutiel, Elie et Porla Sommer, Sylvie et Gabriel Weil, Eve Sommer, Rose et Fortunato Benjamin, De leurs arrière-petits-enfants, Et de toute la famille, 33, rue Croulebarbe, 75013 Paris. 11, rue Nilly, Jérusalem. Ni fleurs ni couronnes.

— Le grand rabbin de France, Le grand rabbin du Consistoire central, Le grand rabbin de Paris, Le Beth din de Paris, Le Consistoire central, Le Consistoire de Paris, ont le tristesse d'annoncer le décès de

M. Robert SOMMER, rabbin honoraire, ancien membre du Consistoire central et du Consistoire de Paris, ancien président de la section religieuse de l'A.C.I.P.

L'inhumation aura lieu le lundi 6 juin 1983, à 11 h 30, au cimetière parisien de Montparnasse.

Jacques et Magdeleine Le Clerc-Voilemin.

René et Suzanne Boulling-Voilemin, ses enfants, Alain et Françoise Casters-Voilemin, ses petits-enfants, Isabelle, Fanny et Charlotte, ses arrière-petits-enfants, Les familles Bresson, Millou, Petit et Raynaud,

ainsi que les amis fidèles qui l'ont assistée dans les dernières années de sa vie, ont la grande peine d'annoncer le départ pour la maison du Père de

Marguerite VOILEMIN, née Ducreux, le 26 mai 1983 à Rambouillet (Yvelines), dans sa quatre-vingt-sixième année.

Il vous prie d'associer à son souvenir celui de son époux, Louis VOILEMIN, ingénieur-physicien, décédé le 4 janvier 1983.

Les obsèques religieuses à la Boissière et l'inhumation dans le caveau de famille à Paris, ont eu lieu dans l'intimité le lundi 30 mai.

Que ceux et celles qui l'ont connue et aimée marquent son souvenir par une prière.

« Vous donc aussi, vous êtes dans la tristesse ; mais je vous réveille, et votre cœur se réjouira ; et moi ne vous revivra votre joie. Demandez et vous recevrez, afin que votre joie soit parfaite. » (Jean 16/22-24.)

8, rue de Varize, 75016 Paris. 7, place des Ilots, 95300 Valenciennes.

### Remerciements

— M<sup>me</sup> Jacques Bregy, M. Jean-François Bregy, Et toute la famille très sensibles aux marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Jacques BREGY, expriment leurs sincères remerciements.

— M<sup>me</sup> Caruhel, ses enfants et sa famille, profondément touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées à l'occasion du décès de

M. Pierre CARUHEL, prient tous ceux qui se sont associés à leur deuil de bien vouloir trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

— Saint-Maur Montpeller, J.-J. Rasmil, Eva et Sam, Esther, Théo, Jacques et Michèle et leurs enfants expriment leurs remerciements à tous les amis qui se sont joints à eux dans leur immense peine après la disparition prématurée de

Adèle RASSIAL, née Hoffenberg.

### Anniversaires

— Il y a un an, le 6 juin 1982, Fernand BRUNINCKX nous quittait.

Que ceux qui l'ont connu et estimé aient une pensée pour lui.

— Pour le neuvième et douloureux anniversaire du rappel à Dieu de son fils chéri

Sandor KOZELKA,

entré brutalement à l'affection des siens à l'âge de quinze ans, M<sup>me</sup> Pauline Zibi-Kozelka et sa famille font connaître que la prière de l'Agur sera dite, lundi 6 juin 1983, à 18 h 30, à la synagogue, 28, rue Buffault, Paris-9.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

— Tous ceux qui ont connu et aimé M<sup>me</sup> Hélène POBERG, auront une pensée pour elle en ce jour du cinquantième anniversaire de sa mort.

— Pour le premier anniversaire de la mort de Paul SERMAN,

une pensée toute particulière est dédiée à ceux qui l'ont connu et garde son souvenir. 62100 Calais, 41, boulevard Pasteur.

### Soutenances de thèses

— Université de Reims, lundi 6 juin, à 14 h 30, salle du Conseil, M<sup>me</sup> Geneviève Laigle : « Le sens du mystère dans l'œuvre romanesque de Patrick White ».

— Université de Paris-III (Sorbonne nouvelle), lundi 6 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, M<sup>me</sup> Irène Beldiceanu : « Le monde préromain et ottoman à la lumière des archives de Turquie (fin du XIII<sup>e</sup> milieu du XVI<sup>e</sup> siècle) ».

— Université de Paris-IV (Sorbonne nouvelle), mercredi 8 juin, à 14 heures, salle des Actes, M. Jean Baraduc : « Le langage de la publicité contemporaine aux États-Unis : Études de la publicité des magazines ».

— Université de Paris-III (Sorbonne nouvelle), mercredi 8 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Jean-Paul Goujon : « Récès Vivien (1877-1909) : essai de biographie et vues sur l'œuvre ».

**obano terme !!!** PADOVE ITALIE

Thème hôtel COLUMBERA - \*\*\*

Thème hôtel SHERALDO - \*\*\*

Tradition et hospitalité. En situation merveilleuse entourée de parcs. Toutes les commodités de santé et jeunesse dans l'Hôtel. Fangothérapie et physiothérapie contre rhumatismes, arthrites, douleurs, ostéite etc. Cuisine italienne, grandes piscines thermales couvertes et en plein air. Tennis, gymnase, salle de gymnasique, parking, garage, cuisine excellent aux choix, petit déjeuner ou buffet - Soirées de gala, excursions. Demandez-nous prospectus des Hôtels et programmes spéciaux pour nos clients.

0429/24. 033/2222222 - 0429/24. 033/2222222 - 0429/24. 033/2222222

LA SANTE PENDANT LES VACANCES



## Économie



Dessin de CAGNAT

La pie qui chante ou la complé-  
tion du silence... L'anecdote est  
surprenante. C'était en décembre  
dernier. Un accord sur l'expres-  
sion des salariés venait d'être  
signé à La pie qui chante, filiale de  
B.S.N., située dans la banlieue il-  
loise. Un communiqué de la direc-  
tion parait dans la presse pour cé-  
lébrer un des premiers accords du  
genre, après la promulgation des  
lois Auroux. La pie qui chante, en  
quelque sorte, attisait la curio-  
sité... Mais, quelques mois plus  
tard, ni la direction parisienne de  
B.S.N., ni le syndicat C.G.T. de  
l'usine n'acceptent de diffuser la  
moindre information sur les dé-  
bats d'application de l'accord.  
Les portes restent closes. Presse  
non grata... on ressentait un cer-  
tain malaise. Quelques bribes  
d'explication recueillies auprès  
d'un responsable syndical de Lille  
éclaircissent le mystère. Côté  
C.G.T., on ne souhaitait pas,  
semble-t-il, donner d'éclat à un  
accord qui paraissait a posteriori  
consacrer le pouvoir de la direc-  
tion plutôt que l'avantage du syn-  
dicalat. « Rappelez-moi dans un  
an. On parlera concret. Pour le  
moment, c'est du vent », répondit,  
en guise de conclusion, un délégué  
cégétiste de l'usine. Le malaise  
était certain. Mais il n'a rien d'ex-  
ceptionnel.

### Freiner des quatre fers

L'expression des salariés a rem-  
pli les colonnes des journaux lors  
du débat parlementaire sur les  
lois Auroux. Ce droit nouveau  
prend progressivement forme,  
mais il continue à intriguer et à  
inquiéter les responsables du pa-  
tronat comme ceux des syndicats.  
La base semble, pour le moment,  
à peine concernée. Alors que ce  
droit a été fait pour elle, pour  
qu'elle se fasse entendre, elle se  
taut. « L'expression des salariés ?  
Ah bon... il y a une loi ? Ici, on  
n'en parle pas », vous dit-on dans  
certaines entreprises. Ailleurs, on  
semble mieux informé. Mais, vous  
explique-t-on, « la négociation se  
mène au siège, après seulement

on en discutera dans l'usine ».  
L'expression est aujourd'hui en  
pleine négociation.

Au 4 février 1983, date-limite  
fixée par le législateur pour ouvrir  
cette négociation qui est obliga-  
toire, quelques dizaines de firmes  
seulement avaient réussi à signer  
un accord. Ce dernier n'est d'ail-  
leurs pas une obligation. S'il  
n'existe pas, la proposition de la  
direction fait office de texte-  
cadre.

Au lendemain de ce 4 février,  
les six mille entreprises concer-  
nées par la loi Auroux se sont lan-  
cées dans la négociation. Au  
1<sup>er</sup> mai, mille trente-six d'entre  
elles étaient parvenues à un ac-  
cord, si l'on en croit le comptage  
réalisé par les directions régio-  
nales de la main-d'œuvre. C'est  
dire la prudence que l'on cultive  
sur le terrain de part et d'autre.  
Dans les grandes firmes, les ac-  
cords existants prévoient d'ail-  
leurs une période d'expérimenta-  
tion. La durée, la fréquence et  
l'organisation des réunions sont  
précisées. Mais le contenu tournant  
autour des problèmes d'organisa-  
tion du travail reste flou. Et sur-  
tout, on se réserve de modifier  
l'accord après quelques mois de  
pratique. Ainsi fera-t-on un pre-  
mier bilan en août 1984, le mini-  
stère faisant le sien en juin 1985.  
Cette base à qui on octroie le  
droit à l'expression serait-elle  
peur ? Pour l'heure, où l'applica-  
tion est encore balbutiante, on  
nage en pleine idéologie.

A l'évidence, les responsables  
patronaux et syndicaux ont mis le  
pied sur la pédale de frein avec  
plus ou moins d'insistance et pour  
des motifs divers. A peine repren-  
d-on aujourd'hui un peu de  
vitesse. Le C.N.P.F. n'a jamais  
caché sa méfiance à l'égard des  
lois Auroux. Ses éléments les plus  
nutrains ont même brandi le  
spectre du « soviet », comparant  
les conseils d'atelier ou de bureau  
prévus par le législateur à « une  
hiérarchie parallèle dange-  
reuse ». Force ouvrière n'a jamais  
été favorable à ces lois : seul le

syndicat est apte à défendre les  
travailleurs. Inutile donc, et  
même nuisible, de mettre en place  
d'autres contre-pouvoirs. La  
C.G.C., « prête à amarrer le  
mouvement pour ce droit nou-  
veau », ne tient pourtant guère à  
scier la branche sur laquelle elle  
est assise. Il faut à ses yeux pro-  
téger le rôle de l'encadrement si l'on  
ne veut pas désorganiser la pro-  
duction.

Pour leur part, la C.F.T.C., la  
C.G.T. et la C.F.D.T. ont soutenu  
la nouvelle loi. Mais la négocia-  
tion qui a suivi a révélé de ces côté-  
ci également des méfiances. Cha-  
cun d'ailleurs le reconnaît. Ainsi  
en fut-il en février, lors d'une « ta-  
ble ronde » patronat-syndicats or-  
ganisée par un consultant,  
M. Henri Vacquin. Pour ce  
dernier, « c'est la bataille pour le  
contrôle de l'expression qui est  
devenue, hélas ! la préoccupation  
essentielle de la hiérarchie  
comme des syndicats. On ne dis-  
coute guère du fond, ni des raisons  
positives qu'il y a à libérer l'ex-  
pression. L'avènement d'une pa-  
role libérée fait peur. Au train où  
vont les choses, on peut craindre  
un enterrement en douceur », re-  
toute M. Vacquin.

De part et d'autre, on aboie sur  
les mêmes questions. C'est  
d'abord celle du rôle de l'encadre-  
ment : qui animera les groupes  
d'expression ? Le choix de l'ordre  
du jour, la rédaction des comptes  
rendus, la transmission des ré-  
sultats à la direction font tout autant  
problème. Des mille trente-six ac-  
cords déjà répertoriés par le mi-  
nistère du travail se dégagent déjà  
quelques réponses (voir encadré).

Mais, pour certains syndicats,  
une sérieuse inconnue demeure :  
les groupes d'expression ne seront-  
ils pas détournés par les directions  
d'entreprise au profit d'une politi-  
que visant avant tout à améliorer  
les performances et la producti-  
vité.

L'appréhension est connue. De  
tout temps les syndicats français  
ont refusé de se mêler de ces ques-  
tions de productivité. A chacun  
son job : le management pour les  
uns, la revendication pour les  
autres. Aujourd'hui, la négociation  
sur le droit à l'expression impose à  
chacun de redéfinir son rôle. L'or-  
ganisation du travail, principal su-  
jet sur lequel les salariés auront à  
s'exprimer, implique de fait que  
l'on pense performance et produc-  
tivité. Car tout est lié. D'où le ma-  
laise de certains syndicalistes.  
Comment ne pas être l'artisan de

sa propre exploitation ? Mais  
aussi, comment jouer un rôle dans  
les groupes et ne pas en être ex-  
clu, comme le sont les délégués  
des fameux « cercles de qualité »  
mis en place par le patronat ?

C'est ébaudé craint l'eau  
froide. Les appréhensions sont  
d'autant plus fondées qu'en ma-  
tière d'expression directe sur la  
production le terrain est déjà en  
partie occupé par les directions  
d'entreprise. Dans les faits,  
l'avance patronale est réelle. Cer-  
cles de qualité, groupes de pro-  
grès ou d'expression en tous  
genres prolifèrent. Et cela a com-  
mencé il y a belle lurette.

### Cadence personnalisée

A la SNIAS-Marignane, dans  
le bureau de M. Carayon, direc-  
teur de l'usine jusqu'en janvier  
dernier... (1). « L'expression, les  
gens s'en font, sauf si on crée  
quelque chose. Le principal, c'est  
d'avoir du boulot et gagner de  
l'argent. Nous avons inventé le  
rapport Auroux. Cela fait quinze  
ans que j'anime personnellement  
des assemblées générales par ilot  
de production où chacun peut  
évoquer tous les sujets qu'il  
veut », lance, goguenard, M. Ca-  
rayon. L'homme cultive la fran-  
chise, fût-elle brutale. La plupart  
des dirigeants d'entreprise se re-  
fusent, à l'inverse, à admettre le  
label « expression loi Auroux »  
pour les différents groupes qu'ils  
ont mis en place ces dernières an-  
nées. Pourtant, M. Carayon a sans  
doute raison. Comme M. Jourdain  
faisait de la prose sans le savoir,  
les entreprises pratiquaient l'ex-  
pression avant la lettre... et la loi  
du 4 août 1982. L'exemple de la  
SNIAS à Marignane n'est pas  
unique. Chez Peugeot S.A., de-  
puis toujours, des groupes ont  
fonctionné : « progrès », « expres-  
sion », « amélioration des condi-  
tions de travail », « qualité » au  
fil des nécessités et des réorgani-  
sations de service, les noms ont  
flouré. Mais la pratique n'a jamais  
cessé. La liste serait longue des  
entreprises de toutes tailles lan-  
cées aujourd'hui dans ce type  
d'expérience. La SNIAS-  
Marignane en est cependant un  
des plus beaux fleurons.

Dans l'atelier où sont montés  
les hélicoptères Écureuil, depuis  
cinq ans on travaille au « fini-  
parti ». Simple : l'ouvrier est libre  
de sa cadence et de son temps. La  
direction fixe le niveau de produc-  
tion à fournir pour le mois. Un or-  
dinateur central relié aux consoles  
de l'atelier permet de suivre au  
jour le jour les résultats. Chacun  
module son rythme. Travail  
« fini », ouvrier « parti », telle est  
la règle du jeu. Le temps de loisir  
ainsi dégagé ne peut excéder ce-  
pendant plus d'un jour par se-  
maine. Ces jours pouvant d'ail-  
leurs être regroupés si on le  
désire. Les professionnels de  
l'Écureuil sont tous des volon-  
taires. Cette organisation du tra-  
vail a permis d'augmenter la pro-  
ductivité de l'ordre de 50 %.  
L'expérience a beaucoup plu et  
les candidats n'ont pas manqué.  
Mais la restriction des ventes de  
l'Écureuil sur les marchés étran-  
gers a amené la direction à ré-  
duire l'activité de l'atelier. Cer-  
tains ouvriers ont dû être mutés  
dans d'autres secteurs de l'usine.  
Ils redécouvrent les rigidités  
d'une organisation classique du  
travail. Ce n'est pas toujours fa-  
cile. Tels sont les risques de la  
conjoncture. Tel est le prix de  
cette souplesse chère aux diri-  
geants français, mais suspecte à  
bien des syndicalistes. « Si la loi  
Auroux doit conduire à cela, on  
n'est pas au bout de nos peines »,  
commente l'un d'entre eux.

Si 1982 est l'année des lois Au-  
roux, c'est aussi celle des cercles  
de qualité. L'Association fran-  
çaise pour les cercles de qualité,  
née en 1982, a réuni trois collo-  
ques en quelques mois, regroupant  
plus de deux mille partici-  
pants. Un succès significatif. Dès  
l'automne, le mouvement s'ampli-  
fie. Né depuis quelques années  
dans les grandes firmes indus-  
rielles, il gagne alors les  
moyennes entreprises et même le  
secteur de la distribution. Ainsi  
les magasins Auchan sont les pre-  
miers à mettre en place des  
« groupes de progrès » dans ce  
secteur. Au magasin de Lille, l'ex-  
périence est lancée en novembre.  
Dans les rayons comme aux  
caisses, la maîtrise contacte quel-  
ques employés pour participer  
aux réunions du nouveau groupe.

Peu d'élus : il faut commencer  
prudemment, explique la direc-  
tion. Les exclus, indifférents au  
départ, s'intéressent peu à peu à  
l'expérience. Aujourd'hui, la di-  
rection vient d'augmenter le nom-  
bre de groupes. Chez Auchan tou-  
jours, d'autres essais se  
poursuivent. A Melun, les cais-  
siers pratiquent depuis deux ans  
l'autogestion pour l'aménagement  
de leurs horaires. Elles fixent en-  
tre elles tous les trois mois un ca-  
lendrier de leur présence. Le nom-  
bre d'heures à réaliser dans le  
mois étant, bien entendu, déter-  
miné par la direction. Tous les  
trois mois également, les cais-  
siers choisissent, parmi elles,  
celle qui sera la coordonnatrice  
chargée de veiller au bon fonc-  
tionnement du planning. « On  
s'arrange bien entre nous. Je me  
sens libre, je ne pourrais pas reve-  
nir à l'ancien système », explique  
une de ces coordonnatrices. Pour  
elle comme pour ses collègues, la  
loi Auroux, quand elle sera appli-  
quée, permettra à l'ensemble du  
personnel de profiter de ces nou-  
velles relations de travail.

Est-ce si probable ? Au-  
jourd'hui, une entreprise sur dix  
est en phase de négociation de la  
loi. Ailleurs, on est encore en  
pleine phase de négociation. Dans  
ces conditions, nul ne peut pré-  
juger de l'avenir. Un fait est sûr :  
contrairement aux cercles de qua-  
lité et à d'autres groupes dont les par-  
ticipants sont triés sur le volet par  
l'encadrement, les futurs groupes  
d'expression label « Auroux » réu-  
niront de droit l'ensemble des sa-  
lariés. Par cela, le nouveau groupe  
ne ressemblera pas aux anciens.  
La relation au travail, aux collè-  
gues et à la maîtrise s'en ressen-  
tira forcément. L'innovation est  
d'importance. Mais que produira-  
t-elle ? Il faudra attendre quel-  
ques mois pour en juger.

DANIELLE ROUARD.

(1) Depuis janvier 1983, M. Fernand  
Carayon est directeur industriel de la di-  
vision Hélicoptères de la SNIAS. A Ma-  
rignane, M. Étienne Lefort est directeur  
de l'usine.

Comment ne pas être l'artisan de

## 1036 accords signés au 1<sup>er</sup> mai, selon le ministère des affaires sociales

Les négociations sur l'expres-  
sion des salariés ont-elles fait naître  
une dynamique sociale dans les  
entreprises ? Au 1<sup>er</sup> mai, le mini-  
stère des affaires sociales avait re-  
censé 1036 accords, soit 15 %  
des 6000 entreprises concernées.  
Dans 95 % des cas, la négociation  
est, sinon aboutie, déjà entamée.  
En tête des régions viennent l'Île-  
de-France (267 accords), Rhône-  
Alpes (100) : en queue, Provence-  
Côte d'Azur (55). La ministère a  
analysé 300 de ces accords.

La C.G.T., la C.F.D.T. et la  
C.G.C. ont signé, selon le ministère  
des affaires sociales, respective-  
ment 57 %, 45 % et 50 % des  
300 accords, F.O. 37 % et la  
C.F.T.C. 16 %. La répartition de  
l'encadrement se trouve confirmée pour  
l'animation des groupes 17 % des  
cas. Dans un accord sur cinq est  
prévu un autre animateur que  
l'agent de maîtrise : il peut s'agir

alors d'un salarié du groupe, d'une  
personne extérieure au groupe ou  
d'une animation par rotation entre  
les participants au groupe. La fré-  
quence des réunions est variable,  
indiquée précisément dans quatre  
accords seulement. 50 % des ac-  
cords prévoient trois ou quatre réu-  
nions par an, 30 % deux, 16 %  
une, 5 % six ou douze. La durée de  
ces réunions varie de une à deux  
heures.

Dans la très grande majorité des  
accords analysés, l'objet des réu-  
nions est celui qui a été défini par  
les textes ministériels : les actions  
pour l'amélioration des conditions  
de travail, les caractéristiques du  
poste de travail et son environne-  
ment, les méthodes et l'organisa-  
tion du travail. Les groupes d'ex-  
pression auront en moyenne de  
quinze à vingt membres. Les  
grandes firmes ont opté pour une

progressivité dans l'expérimenta-  
tion du droit d'expression (sidérur-  
gie, métallurgie, banques).

La 2<sup>e</sup> mai, au cours d'une  
conférence de presse à l'issue du  
bureau national, M. Jean-Paul Jac-  
quard, secrétaire national de la  
C.F.D.T., a indiqué : « Nous  
n'avons pas encore atteint les  
équilibres quantitatifs et qualitatifs  
nécessaires à une dynamique so-  
ciale irréversible ».

Sans généraliser ses observa-  
tions, la C.F.D.T. s'est livrée à une  
analyse sur 102 des 750 accords  
qui lui sont parvenus à la date du  
10 mai 1983. Sur 90 types d'ac-  
cords identifiés, la moitié sont des  
accords-cadre, conclus dans des  
entreprises multi-établissements,  
l'autre moitié étant constituée  
d'accords d'établissements ou  
d'entreprises à un seul établis-  
sement. Là où les signataires sont  
connus, la C.F.T.C. a refusé de si-

gnar dans 10 % des cas, la  
C.F.D.T. et la C.G.C. dans 15 %, la  
C.G.T. dans 25 % et F.O. dans  
50 %.

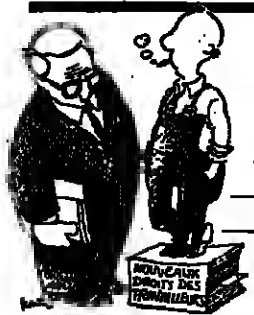
La C.F.D.T. relève que le rythme  
de mise en œuvre est pour moitié  
progressif, pour moitié concernant  
à bref délai l'ensemble des travail-  
leurs ». Dans la quasi-totalité des  
accords, la hiérarchie directe fait  
partie, de droit, des groupes d'ex-  
pression. Dans 55 % des cas étu-  
diés, l'animateur comme le rappor-  
teur sont désignés par le groupe,  
mais c'est très souvent la hiérar-  
chie qui transmettra les vœux du  
groupe et qui retransmettra ensuite  
les réponses de l'employeur. A ti-  
tre d'exemple, la C.F.D.T. indique  
qu'à Turboméca « ce sont les tra-  
vailleurs qui discutent de leurs fu-  
tures règles du droit d'expression  
avant qu'elles soient négociées ».

VIEN  
DE PARAITRE  
NUMÉRO  
SPÉCIAL  
116 PAGES

## Le Monde

dossiers et documents

### LES NOUVEAUX DROITS DES TRAVAILLEURS



LA GÉSTATION  
L'ÉLABORATION  
LE CONTENU  
ET L'APPLICATION  
DES LOIS AURoux

ILLUSTRÉ PAR FLANKY

JUIN 1983

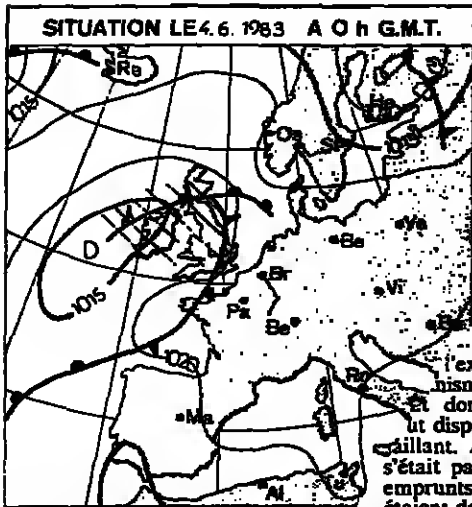
EN VENTE, 10 F. CHEZ  
LES MARCHANDS DE JOURNAUX  
ET AU « MONDE »

Le Monde

5, rue des Mathématiques, 75427 PARIS CEDEX 05



MÉTÉOROLOGIE



La situation est stable avec un anticyclonique sur la France, sous la dent d'une dépression relative qui sera d'ouest en passant dimanche.

Dimanche, après la diode de dollars, de quelques nuages berrillants recherchés et le Roussillon, 3 millions de dollars ensoleillé prédis le marché des pertes passées de 2,3 à partir d'aujourd'hui.

La situation est stable avec un anticyclonique sur la France, sous la dent d'une dépression relative qui sera d'ouest en passant dimanche. Dimanche, après la diode de dollars, de quelques nuages berrillants recherchés et le Roussillon, 3 millions de dollars ensoleillé prédis le marché des pertes passées de 2,3 à partir d'aujourd'hui.

La situation est stable avec un anticyclonique sur la France, sous la dent d'une dépression relative qui sera d'ouest en passant dimanche. Dimanche, après la diode de dollars, de quelques nuages berrillants recherchés et le Roussillon, 3 millions de dollars ensoleillé prédis le marché des pertes passées de 2,3 à partir d'aujourd'hui.

La situation est stable avec un anticyclonique sur la France, sous la dent d'une dépression relative qui sera d'ouest en passant dimanche. Dimanche, après la diode de dollars, de quelques nuages berrillants recherchés et le Roussillon, 3 millions de dollars ensoleillé prédis le marché des pertes passées de 2,3 à partir d'aujourd'hui.

Les matières premières

Baisse de l'argent et du sucre

La hausse persistante du dollar, la crainte d'une tension des taux d'intérêt aux États-Unis, ont exercé leurs effets pervers sur les différents marchés commerciaux. C'est la famille des métaux précieux qui a été la plus touchée par la chute des cours.

MÉTAL. — La baisse s'est non seulement poursuivie mais accentuée sur les cours de l'argent et du platine. Le renouvellement des contrats de travail d'une durée de trois ans, qui expirerait le 31 mai chez les trois plus importants producteurs américains, éloigne la menace d'une longue grève. Autre facteur défavorable, les stocks britanniques de métal se sont sensiblement accrus.

Stabilité des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres, malgré l'augmentation pour la trentième semaine consécutive des stocks de métal qui atteignent 320 375 tonnes (+ 3 925 tonnes).

Nouveau recul des cours du plomb à Londres. Plusieurs producteurs américains viennent de réduire le prix de leur métal. Les stocks britanniques se sont encore accrus dans de sensibles proportions pour atteindre 400 tonnes (+ 7 350 tonnes).

Grâce aux achats de soutien du directeur du stock régulateur, les cours de l'étain ont été soutenus à Londres.

L'argent a enregistré une baisse supérieure à 5 % sur le marché de Londres en corrélation avec la chute de l'or et la hausse persistante du dollar. La platine a aussi été affectée.

DENRÉES. — Pour la première fois depuis quelques semaines, une détente s'est produite sur les cours du sucre. Mais le repli reste peu important. Au commencement de la semaine, les meilleurs niveaux depuis août 1981 avaient été touchés

sur le marché de Londres. La crainte d'une pénurie de disponibilités à court terme a relancé la spéculation. Plusieurs pays exportateurs, comme Cuba, la République Sud-Africaine et les Philippines, ne parviennent pas à honorer leurs engagements. La situation se prolonge en Thaïlande réduisant dans de sensibles proportions les disponibilités à l'exportation (25 % environ). La persistance du mauvais temps en Europe se traduira par une diminution supérieure aux premières prévisions de la production de betteraves. En France, on table déjà sur une baisse d'au moins 20 % de la production de sucre. A la fin de la campagne 1982-1983, les stocks mondiaux devraient revenir, selon

certaines estimations, à 9,5 millions de tonnes, soit 5 millions de tonnes de moins que prévu. La baisse succède à la hausse sur le marché du cacao, car le Ghana et la Côte d'Ivoire n'ont pas suspendu leurs expéditions. Au Brésil, les craintes de gélées s'éloignent, aussi la spéculation est-elle tombée, entraînant une baisse des cours. CÉRÉALES. — Repli des cours peu accusé sur le marché aux grains de Chicago. La récolte mondiale est évaluée par le Conseil international du blé à 475 millions de tonnes, chiffre en augmentation de 5 millions de tonnes sur la précédente estimation.

LES COURS DU 3 JUIN 1983

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAL. — Londres (en sterling par once troy) : or, 1 088 (1 087) ; à trois mois, 1 109,50 (1 114) ; étain comptant, 8 465 (8 450) ; à trois mois, 8 530 (8 530) ; plomb, 266,50 (270,50) ; zinc, (452,50) ; aluminium, 954 (950) ; nickel, 3 190 (3 080) ; argent (en pence par once troy), 779,50 (829) ; New-York (en cent par once troy) : cuivre (premier terme), 74,90 (77,65) ; argent (en dollars par once), 11,97 (13,41) ; platine (en dollars par once), 414,50 (460) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne), inch. (66,83) ; mazout (en baril de 76 lbs), 300-310 (300-320) ; Pétrole : étain (en ruggit par kilo), 30,51 (31,16).	TEXILES. — New-York (en cent par livre) : coton, juillet, 75,55 (73,60) ; octobre, 76,90 (75,40) ; laine (en nouvelles pence par kilo), inch. (peigné à sec), août, inch. (451) ; laine (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, inchangé (400) ; Roubaix (en francs par tonne) : R.S.S. (comptant), 734-740 (737-750) ; Pétrole (en cent de Détroit par kilo) : 234-244 (242-243,50).	DENRÉES. — New-York (en cent par lb) : café pour le cacao, 2 030 (2 090) ; septembre, 2 075 (2 150) ; sucre, juillet, 11,80 (12,05) ; septembre, 12,05 (12,40) ; café, juillet, 126,58 (133,35) ; septembre, 125,80 (139,90) ; Londres (en livre par tonne) : sucre, août, 183,25 (191,50) ; octobre, 191,25 (197,50) ; café, juillet, 1 604 (1 665) ; septembre, 1 567 (1 647) ; cacao, juillet, 1 408 (1 440) ; septembre, 1 426 (1 464) ; Paris (en franc par quintal) : cacao, juillet, 1 727 (1 750) ; septembre, 1 760 (1 791) ; café, juillet, 1 938 (2 010) ; septembre, 1 940 (1 999) ; sucre (en franc par tonne), juillet, 2 510 (2 460) ; août, 2 530 (2 455) ; teneur en sucre de soja, Chicago (en dollar par tonne), juillet, 79 (179,30) ; août, 180,40 (183,05) ; Londres (en livre par tonne), juin, 143 (141,50) ; août, 139,60 (140,30).
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Grands marchés

Les devises et l'or

Le dollar de la C.E.E. Nouvelle flambée du dollar : 7,64 francs

L'emprunt euro-obligataire à taux variables de la C.E.E. devrait être lancé d'ici une dizaine de jours. La perspective de voir déferler sous peu sur le marché international des capitaux entre 1 et 1,5 milliard de dollars, et la profonde inquiétude sur l'évolution des taux d'intérêt à court terme aux États-Unis, sont les deux facteurs qui ont contribué très fortement à réduire l'activité cette semaine.

Le premier a momentanément ralenti le lancement d'autres opérations à taux variables, bien que ce secteur soit le seul qui puisse fonctionner lorsqu'on redoute une tension sur les taux d'intérêt.

Le second a quasiment fermé la porte au nez des emprunteurs désireux d'emprunter des dollars à taux d'intérêt fixe. Seul Revlon a résolu ment bravé une conjonction adverse en venant proposer vendredi matin au pair, avec un coupon annuel de 11 %, 125 millions de dollars d'obligations à sept ans. Malgré ces conditions sympathiques, les investisseurs ne se sont pas précipités pour acquiescer le papier du fabricant américain de cosmétiques, dont la qualité de la dette a été récemment déclassée de « AA » en « A ».

Le secteur de l'euro-marché libéré en deuchemark souffre aussi de la tension qui s'exerce sur les taux d'intérêt en dollars. La C.E.E. qui s'apprête à lancer le lundi 6 juin une émission internationale de 200 millions de deuchemarks sur une durée de huit à dix ans, devra offrir un coupon annuel d'au moins 7,75 % pour avoir quelque chance de succès. Il y a une quinzaine de jours, le même emprunteur aurait pu réaliser son opération avec un coupon de près de 0,75 % inférieur. Dans le cas présent, il s'agit d'un emprunt destiné à couvrir les besoins courants de la C.E.E. et qui, par conséquent, n'a aucune relation avec les financements qu'elle entend réaliser pour le compte de la France.

Une fois de plus, c'est le marché des émissions en ECU, où les rapports sont toujours restés élevés, qui s'en tire le mieux. La demande du dentiste belge demeure vive pour le papier libellé dans la devise de la C.E.E. Elle vient d'assurer le succès d'un emprunt de 50 millions pour Rank-Xerox et elle est en train de faire de même pour le placement de 40 millions d'ECU lancé ces jours-ci par la banque américaine Citicorp. Espérons qu'elle y parviendra également pour l'émission de 50 millions que la Caisse nationale de l'énergie entend offrir à partir du 8 juin prochain sous la garantie de la République française.

CHRISTOPHER HUGUES.

Par une nouvelle ironie du sort, la monnaie du dollar, qui s'était accablée à la veille du sommet de Williamsburg, s'est poursuivie à un rythme encore plus rapide au lendemain de ce sommet. C'est précisément la hausse des taux d'intérêt, en raison des craintes suscitées par la progression rapide de la masse monétaire aux États-Unis (voir l'article sur le marché monétaire et obligataire), qui a fait flamber le « billet vert », dont le cours a battu tous ses records à Paris, atteignant 7,67 F. A la veille du week-end, toutefois, un peu de calme semblait revenu sur les marchés des changes, le dollar se trouvant ramené à 7,64 F.

Le ton était donné dès le début de la semaine : l'annonce d'une nouvelle augmentation de la masse monétaire (2 milliards de dollars) soulève les appréhensions des milieux financiers américains et internationaux qui redoutent un durcissement de la politique des autorités (le Fed) et anticipent une baisse de taux. En conséquence, celle-ci se produisant sur-le-champ, l'eurodollar à six mois, instrument de référence pour les eurocrédits internationaux, passant

de 9 1/2 % à 10 %. Du coup, les placements en dollars devenaient de plus en plus attractifs aux dépens de ceux effectués partout ailleurs, notamment en Allemagne, et le dollar montait, montait. Cette ascension soulevait la colère des partenaires des États-Unis, notamment le chancelier allemand Kohl qui, de retour de Williamsburg, adressait d'assez vifs reproches aux États-Unis, « regretant qu'ils n'aient pas donné suite aux demandes de leurs partenaires et n'aient pas abaissé leurs taux ». Jeudi, et surtout vendredi, la rumeur d'interventions des banques centrales (cela a été le cas pour la Bundesbank, qui a défendu le cours de 2,55 DM pour 1 dollar) et un recul du taux américain (9 3/4 % contre 10 % pour l'eurodollar à six mois) faisaient baisser un peu la tension. Le dollar revenait à 2,54 DM et 7,64 F.

La livre sterling, en très forte hausse la semaine précédente, sur des sondages pré-électorales favorables à M<sup>me</sup> Thatcher, a vivement fléchi sur des sondages ultérieurs indiquant une remontée de l'alliance social-démocrate-libérale ; à Paris, elle retombait au-dessous de 12 F.

Après avoir atteint 12,17 F. Yen et franc suisse ont également battu leurs records à Paris, touchant respectivement 3,21 centimes et 3,64 F.

Quant au franc français, fort de la faiblesse du mark, il s'est maintenu au sommet du S.M.E., la monnaie allemande restant fixée à son cours plancher de 3 F, et décollant seulement un peu jeudi et vendredi sur les divergences qui se dessinent au sein de la majorité gouvernementale en France. La Banque de France a pu continuer à récupérer des devises à hauteur de 1 milliard de marks environ par semaine, sans vendredi où elle a empêché la monnaie allemande d'atteindre 3,01 F.

Le cours de l'or a accusé une forte chute (de 27 dollars) mercredi 1<sup>er</sup> juin, puis il est légèrement remonté. En fin de semaine, il cotait 411,50 dollars l'once contre 437 dollars le mercredi 27 mai. — F.R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 27 MAI AU 3 JUIN

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	S.E.L.	Franc suisse	Franc belge	D. mark	Franc suisse	Franc belge	Libre	Indice
New-York	1,5655	—	13,0761	47,3799	39,3391	1,9679	35,0446	0,8652	—
Paris	1,5988	—	13,2888	48,1347	39,8724	1,9948	35,4735	0,8671	—
Bruxelles	11,9721	7,4475	—	362,26	360,34	15,8496	268,06	3,0653	—
Frankfurt	12,0249	7,5299	—	362,21	360,83	15,8593	268,93	3,0664	—
Zurich	3,3647	2,1118	27,0657	—	85,0448	4,1542	23,7793	1,3884	—
Amsterdam	3,3196	2,0775	27,0662	—	85,0448	4,1542	23,7793	1,3884	—
Stockholm	3,3781	2,1428	27,0662	—	85,0448	4,1542	23,7793	1,3884	—
Copenhague	4,8977	2,5988	33,3388	128,72	—	5,8875	38,9677	1,4832	—
Bonn	79,5588	58,3138	6,6446	24,6715	19,9901	—	—	—	—
Berlin	80,8778	59,8880	6,6551	24,6858	19,9981	—	—	—	—
Bratislava	4,4671	2,8335	37,3128	133,17	112,25	5,6354	—	—	—
Amsterdam	4,5047	2,8190	37,4638	136,69	112,40	5,6389	—	—	—
Bruxelles	23,6312	13,0050	197,38	715,86	593,82	28,7887	238,39	—	—
Paris	23,7814	14,0820	197,76	716,34	593,38	28,7164	237,91	—	—
Bruxelles	374,15	239,08	31,2528	113,21	34,8084	4,7833	35,7587	0,1383	—
Tokyo	379,52	237,50	31,5616	114,32	34,6969	4,7424	34,2877	0,1395	—

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 3 juin, 3,1997 F contre 3,1684 F le vendredi 27 mai.

Marché monétaire et obligataire

Le dilemme du Fed

« Je ne comprends pas pourquoi la masse monétaire augmente à ce rythme », a déclaré cette semaine M. Donald Regan, secrétaire au Trésor des États-Unis, en faisant allusion à l'accélération de son taux de croissance qui a atteint ces dernières semaines 13 % à 14 % en rythme annuel au lieu des 4 % à 8 % fixés comme objectif au début de l'année. Il semble bien, également, que les dirigeants de la Réserve fédérale (le Fed), ne comprennent pas plus que les banquiers et les analystes de tout poil pourquoi cette masse, dans sa définition étroite (M1 : monnaie en circulation plus dépôts à vue), s'élève pareillement, alors que M2 (M1 plus les dépôts à terme) affiche une progression conforme aux objectifs. La baisse de 400 millions de dollars annoncée pour la période hebdomadaire se terminant au 25 mai est plus accentuée que celle qui était généralement prévue. Ce résultat n'efface pas l'emballlement des semaines précédentes.

Les experts sont très divisés sur la signification réelle des variations de M1, surtout au cœur d'une phase de désinflation qui modifie les comportements et après une refonte des instruments de placement bancaire qui entraîne d'énormes transferts de liquidités de l'un à l'autre : plus de 10 milliards de dollars investis dans les fonds de placement à court terme, désormais moins avantageux et non compris dans M1, sont allés se placer sur des comptes bancaires.

Un marché saturé

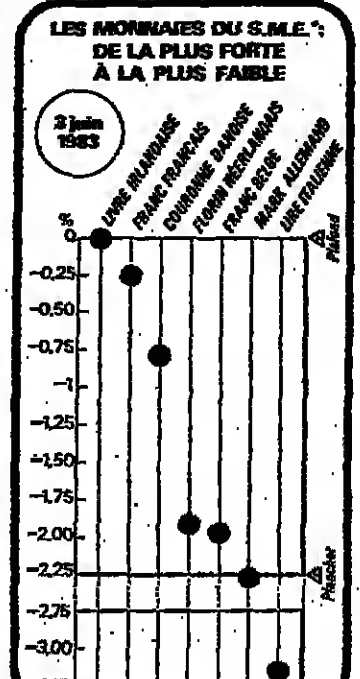
Quant au Fed, sa position apparaît assez ambiguë. D'abord, à l'automne dernier, ses dirigeants, notamment son président, M. Paul Volcker, avaient affirmé qu'ils ne prendraient plus en compte, comme auparavant, les variations de M1, jugées aberrantes et peu significatives, pour se concentrer sur M2. Mais, apparemment, les cabriolets actuelles de M1 ne les laissent pas totalement insensibles. Ensuite, le Fed doit faire face à un dilemme assez pénible. D'un côté, il se voit pressé par la Maison Blanche et par M. Donald Regan de freiner en hâte la croissance de la masse monétaire

pour éviter une relance de l'inflation, bannissant du pouvoir. De l'autre, il se voit accusé de pousser indûment les taux à la hausse, ce qui fait flamber le dollar et soulève les protestations indignées des partenaires des États-Unis.

An seuil de l'été, le marché obligataire français donne des signes très nets de saturation, au point que le calendrier des émissions a dû être allégé, avec, pour la semaine prochaine, deux emprunts seulement, pour 715 millions de francs. Il est vrai que, depuis le début de l'année, tous les records ont été battus, avec près de 80 milliards de francs d'emprunts à la fin mai, contre 50 milliards de francs en 1982 à la même époque. Rappelons que, sur l'année 1982 tout entière, la collecte avait porté sur 154,4 milliards de francs, en augmentation de 44 % sur l'année précédente. Pour le seul mois qui vient de se terminer, il a été émis pour 19 milliards de francs.

Il n'y a rien donc d'étonnant à voir les souscripteurs boudier un peu. Un autre élément vient perturber le bon fonctionnement de la « pompe à capitaux ». C'est l'incertitude qui continue à régner sur l'évolution des taux à long terme. Certes, les rendements du marché secondaire restent stables, à 13,69 % contre 13,77 % pour les emprunts d'État à plus de sept ans, 13,58 % contre 13,62 % pour ceux à moins de sept ans, 14,57 % contre 14,62 % pour les emprunts du secteur public (14,60 % il y a quinze jours) et 15,37 % contre 15,35 % pour ceux du secteur privé, selon les indices Paribas. Bien que l'on sache que les taux à long terme ne vont pas monter en France, du moins pour l'instant, on redoute la contagion des États-Unis, de l'Allemagne et des Pays-Bas, où ils montent.

Cette crainte diffuse explique que les émissions à taux fixe soient mal accueillies ; la dernière en date, celle du Crédit foncier de France pour 3 milliards de francs à 14,90 %, se place très mal, certaines banques se trouvant « collées » avec leur « papier ». Outre son taux fixe, certaines de ses modalités sont mal accueillies par le marché, notamment le remboursement sur dix-huit ans en annuités constantes et non pas in fine, comme on l'aime beaucoup en France. En revanche, les



\* Système monétaire européen

Un nouvel instrument du Trésor

Signalons, enfin, la naissance officielle du nouvel instrument du Trésor, les obligations renouvelables. Émises à 1 000 F et 12,75 %, elles seront remboursables en totalité au bout de six ans, avec la possibilité, au bout de trois ans, d'échanger leurs titres contre des obligations de même nature et de même durée, émises à cette date et au taux qui sera fixé alors, en fonction du marché. Cet instrument, issu des recommandations de la commission Dauterme, permet, au Trésor de disposer d'une formule intermédiaire entre le bon, d'une durée de six à dix ans, et l'obligation classique (six à dix ans). Bénéficiaire de l'abattement de 5 000 F sur les coupures et du précompte forfaitaire de 25 %, l'obligation renouvelable de six ans se compare avantageusement avec le bon du Trésor de cinq ans à 14 %, avec option pour un précompte forfaitaire porté à 45 %, sans abattement. Notons seulement que le paiement, en totalité, des intérêts au bout des six ans (trois ans en cas de renouvellement) permet au Trésor d'établir sa dette, et d'anticiper, en fait, une sorte d'emprunt perpétuel si les souscripteurs (des rhénans, pour la plupart, pense-t-on) font jouer à répétition leur option de renouvellement. Dans l'immédiat, le Trésor en attend 1 milliard de francs, pour « tâter le marché ».

FRANÇOIS RENARD.



525000000

# Revue des valeurs

AR : 7,64 franc

## BOURSE DE PARIS

**SIX-QUATRE, six-qua, sept-ah.** En trois sets, le « petit » Français Christophe Roger-Vasselle (il mesure tout de même 1,87 mètre...) a « sorti » l'Américain Jimmy Connors du court central de Roland-Garros. 7,65, 7,67 et 7,64 à la suite du vent-est. En trois sets, le dollar américain a envoyé une fois de plus le franc français. Les intervenants de France de tennis et la « dollarite », selon l'expression d'un de nos confrères pour désigner ce mal insidieux qui déclenche la fièvre sur les marchés des changes (voir la rubrique « Les devises et l'or »), voilà, en fait, les deux événements qui ont occupé l'attention des familiers du palais Brongniart cette semaine.

Si le dollar monte, c'est que les taux d'intérêt en font saut, entraînant aussitôt un mouvement inverse sur l'or. Voilà, très schématiquement, les trois points du triangle tracé par les observateurs parisiens, l'or rive sur Wall Street où le moindre rai des cours rousse immédiatement les spéculateurs américains qui entraînent dans son sillage l'ensemble des places internationales.

Pour l'instant il n'est ni « le » ni « la » mais le premier d'un marché qui reste orienté à la hausse sur une longue période d'un mois deux ans », a estimé M. Jacques Drouot, invité par les journalistes du Club Jacques Drouot à commenter cette affirmation, le vice-président de Merrill Lynch International a appuyé sa démonstration sur quatre facteurs :

- Le récent enrichissement des ménages américains, dû à la fois aux réductions d'impôts pratiquées l'année dernière par l'administration américaine et aux gains en portefeuille réalisés dans ce pays où les consommateurs sont également des investisseurs en puissance sur les marchés boursiers. Au total, estime M. Drouot, la capacité d'épargne des Américains s'est accrue de quelque 500 en 600 milliards de dollars depuis août 1982.
- Les conséquences positives d'une récession qui a conduit à abaisser le « point mort » des entreprises, c'est-à-dire le coût de l'unité produite ;

## A l'image de Wall Street

Le fait que Wall Street ne fasse pas actuellement l'objet d'une surévaluation effrénée avec des valeurs-vedettes qui se vendent à seulement dix fois leurs bénéfices en moyenne ;

L'expérience du passé enfin, qui démontre, selon lui, qu'un coup d'arrêt porté à l'inflation, un phénomène très net actuellement aux Etats-Unis, accompagné d'un mouvement de baisse des taux d'intérêt (encore escompté par la plupart des observateurs), déclenche inévitablement une progression des actions.

Tout en faisant grosso modo la même analyse que son confrère, M. Gérard Katz, vice-président de Drexel Burnham Lambert, l'un des principaux firmes de courtage américaines, a tenu à souligner à cette occasion que les temps avaient changé depuis quelques semaines. « Tout ne tourne plus comme avant à Wall Street ; les secteurs touristiques et le marché cartonné à présent les mauvais résultats des sociétés et la sanction aux dividendes distribués est inattendue », a-t-il souligné, allant jusqu'à recommander le secteur des banques américaines de dépôts, un compartiment qui devrait, à son avis, rapidement sortir de l'ornière où l'ont plongé les « ardoises » subies sur les pays qui ne peuvent plus faire face à leur endettement.

Et Paris, dans tout ça, direz-vous ? Eh bien, notre place a encore suivi cette semaine au plus près les indications des marchés américains, ce qui explique tout l'intérêt que nous portons à ces analyses au moindre soubresaut du Big Board. Le résultat a été plutôt favorable puisque les actions françaises ont réussi à gagner environ 0,50 % au cours de ces cinq séances, en dépit d'une évolution très irrégulière au fil des jours, portant à 2,3 % la hausse de ces valeurs françaises depuis la dernière liquidation.

Aucun mouvement de vente important n'est signalé dans les charges d'agent de change, où l'on serait, au contraire, plutôt enclin à citer l'exemple de tel ou tel éparpant de

haut de gamme pour solliciter le conseil de ces spécialistes « pour des sommes très rondes » qu'ils ne savent où placer, si ce n'est en Bourse. Le seul élément un peu nouveau est la contraction du volume des échanges aux alentours de 120 à 150 millions de francs par séance sur les valeurs françaises cotées à terme, signe que les gros portefeuilles — surtout étrangers — ont ralenti leurs achats de paquets d'actions qu'ils effectuaient par blocs.

Le mouvement était perceptible depuis plusieurs jours et il vient de trouver sa confirmation avec les dernières statistiques mensuelles de la chambre syndicale. Au mois de mai, écourté il est vrai par quelques « ponts », le volume d'affaires s'est établi 24,8 milliards de francs contre 29 milliards de francs environ le mois précédent, et la part des actions, qui était encore de 27,6 % en avril, au bénéfice des obligations, toujours largement majoritaires, est fortement remontée le mois suivant pour atteindre 33,9 %.

« Les grandes valeurs sont encore relativement bon marché et les titres de seconde catégorie permettent de faire de bonnes affaires », souligne un habitué de la corbeille, citant l'exemple de Leroy-Somer, Esso, Darty, Bie et, surtout, la Lyonnaise des eaux. Les valeurs scieries ont été particulièrement à l'honneur cette semaine en raison de la forte hausse des cours cotés au sucre qui a permis à Bégis-Say et Saint-Louis-Bouchon d'enregistrer des gains voisins de 20 % en l'espace de quelques séances.

Un seul secteur a un peu démerité, celui des établissements de crédit. Cetelem et sa maison mère, la Compagnie bancaire, et U.F.B. ont fléchi après l'annonce d'un renforcement des normes d'encadrement du crédit qui se traduira par un volume de prêts à la consommation moins important à l'avenir, mais les spécialistes de la Bourse de Paris considèrent que ces sociétés vont rapidement relever la tête à la fois au palais Brongniart et dans leurs bilans respectifs, compte tenu des contre-tendances qu'ils ne vont pas manquer d'affiner pour conserver leurs marges.

SERGE MARTI.

## Valeurs à revenu fixe ou indexé

	3-6-83	Diff.
4 1/2 % 1973 (1)	2 851	- 34,50
7 % 1973	8 971	+ 31
10 % 1975	30 30	+ 1,10
P.M.E. 10 % 1976	20 095	+ 0,35
8,80 % 1977	108 98	+ 0,32
10 % 1978	67 90	+ 0,40
9,80 % 1978	106 50	+ 0,30
8,80 % 1978	88 50	+ 0,15
9 % 1979	83 60	+ 0,20
10,80 % 1979	90 30	+ 0,35
12 % 1980	97 60	+ 0,25
13,80 % 1980	101 60	+ 0,25
16,75 % 1981	108 35	+ 0,10
16,20 % 1982	108 35	+ 0,25
16 % 1982	106 87	+ 0,07
15,75 % 1982	105 90	+ 0,05
C.N.E. 3 % (2)	8 851	- 106,50
C.N.E. 3 % 0 000 F.	104 10	+ 0,10
C.N.E. Paris	101 30	+ 0,30
5 000 F.	101 30	+ 0,25
C.N.E. 5 000 F.	101 35	+ 0,40

(1) Compte tenu d'un coupon de 90 F.  
(2) Compte tenu d'un coupon de 71,50 F.

## Bâtiment, travaux publics

	3-6-83	Diff.
Auril. Entreprises	896	- 18,30
Bouygues	686	- 18
Chantier Français	156 90	+ 4,30
Dumez	711	- 4
J. Lafarge	145 10	- 4,90
G.T.M.	340	- 8
Lafarge	285	+ 1
Maison et Génie	495 20	+ 4,80
Poliet et Chandon	347	+ 12
S.G.E.R.	125	- 3
S.G.E.S.R.	129	- 5

## Alimentation

	3-6-83	Diff.
Bégis-Say	311	+ 33
Boulogne	1 515	- 36
B.S.N. G.-Daoune	1 799	- 16
Carrefour	1 329	- 66
Casino	910	- 18 (1)
Cédis	527	- 12
Eurocassid	730	- 4
Guyonne et Gato	310	- 5
Leclerc	1 026	- 14
Martell	900	- 59
Moncler-Hannover	1 195	- 7
Voivre Cligou	374	- 10,80
Océanide (Galo)	590	- 28
Oliva-Caly	170	- 29,50
Peron-Ricard	592	- 19
Supermarché	910	- 2
Source Paris	320 50	+ 1,5
St-Louis-Bouchon	239	+ 34
C.S. Sempéquet	245	- 32
Vieille Chapelle	1 322	- 32
Vieille Chapelle	694	+ 25
Nordic	17 940	- 600 (2)

(1) Compte tenu d'un coupon de 50 F.  
(2) Compte tenu d'un coupon de 280 F.

## Pétroles

	3-6-83	Diff.
B.F. Aquitaine	170	+ 1
Esso	326 50	+ 29,50
Francepét	348	+ 10
Norfolk	188	- 10
Pétroles B.P.	137	+ 7
Primagaz	245	- 4
Raffinage	101	- 5
Repsol	360	- 5,50
Esso	330	- 3
Petrolina	595	- 3
Royal Dutch	596	+ 2

## Produits chimiques

	3-6-83	Diff.
Industrie Minière	475	+ 7
Laboratoire Bellen	323	+ 8
Nobel-Rozel	10	- 0,30
Rosin-Miel	220	- 1
S.A.S.F.	436	- 24
Bayer	591	- 19
Hoechst	525	- 26
L.C.I.	69 30	- 2,30
Nord-Hydro	507	- 1

## Banques, assurances sociétés d'investissement

La S.D.P. de Bretagne enregistre pour 1982 un recul de son bénéfice net : 5,99 millions de francs contre 6,52 millions de francs. Le dividende net est fixé à 12,10 francs contre 10 francs.

**Suivant l'exemple de Legrand, les sociétés Casino, Darty et Essilor se lancent dans les actions à dividende prioritaire**

La société Legrand, considérée comme l'une des principales entreprises européennes d'équipement électrique, a été la première à se lancer dans l'émission d'actions à dividende prioritaire (A.D.P.) sans droit de vote, une procédure prévue par la « loi Monory » du 13 juillet 1978, mais qui avait rencontré peu de succès auprès des entreprises.

En effet, une demi-douzaine d'entre elles ont au plus (dont une seule société cotée, la Générale de fonderie) avaient jugé bon, jusqu'à présent, d'utiliser les dispositions de cette nouvelle catégorie d'actions.

Remanié dans le cadre de la « loi Delors » sur le développement des investissements et la protection de l'épargne du 3 janvier 1983, ce système permet aux sociétés d'émettre des actions démunies de droit de vote (écartant ainsi la crainte que pourraient avoir les dirigeants de voir leur « tour de table » menacé), sous réserve de quelques exceptions. En revanche, les détenteurs de ce type d'action bénéficient, lors de la distribution des résultats, d'un dividende prioritaire qui ne peut être inférieur à 7,5 % de leur nominal, ce dividende étant d'ailleurs cumulé, c'est-à-dire qu'il est possible de le reporter sur l'exercice suivant, puis sur les deux exercices ultérieurs, en cas de non-paiement.

Voilà pour les principales dispositions des actions à dividende prioritaire (A.D.P.) que Legrand a choisi de présenter sur le marché financier à hauteur de 300 millions de francs environ, sous la forme de cent cinquante mille titres émis à 2 000 F (l'action coûtait 2 025 F le vendredi 3 juin) et sur la base d'une A.D.P. : jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1983, pour trois actions ordinaires Legrand, en raison de l'abandon par les actionnaires familiaux (52 % du capital) de leur droit préférentiel.

Cette société est la première à utiliser le régime renouvelé de l'action à dividende prioritaire, sous la forme d'un avantage permettant d'obtenir, ainsi, le dividende prioritaire de Legrand est fixé à 50 % du nominal (au lieu d'une limite légale de 7,5 %), soit 50 F net par action (ou 75 F avec l'avoir fiscal).

De plus, la répartition du complément de dividende est effectuée de telle sorte que la rémunération totale de cette action à dividende prioritaire sans droit de vote soit toujours au

moins supérieure à 60 % de la rémunération offerte par l'action ordinaire, un écart qui vise à compenser l'absence de droit de vote, et donne d'intérêt dans les décisions majeures de l'entreprise.

A titre d'exemple, pour l'exercice 1982 (si ce type d'action avait été émis), les actions privilégiées auraient reçu le dividende attribué aux actions ordinaires (50 F), majoré du coefficient prévu (160 %), soit un total de 80 F, auquel s'ajouterait un avoir fiscal de 40 F pour aboutir à un dividende global de 120 F par A.D.P. Legrand.

Ce dispositif, assorti d'un privilège, permet donc d'indexer totalement le supplément de rémunération versé aux actions sans droit de vote sur la croissance de la distribution, souligne la société, précisant que le produit de cette opération, qui a reçu un bon accueil sur le marché, lui permettra de financer un programme d'investissements fixé à environ 1 milliard de francs pour les prochaines années, dont 40 % devraient être affectés à l'étranger.

Après avoir lancé à Legrand le son de prélever les meilleurs financiers et le grand public à ce type d'innovation, d'autres sociétés se sont ensuite lancées à leur tour dans l'émission d'A.D.P. sans droit de vote dès qu'elles ont reçu l'accord de leurs actionnaires convoqués à cet effet en assemblée générale extraordinaire.

C'est le cas de Casino qui va émettre près de huit cent mille actions à dividende prioritaire à souscrire au prix de 600 F et sur la base d'une nouvelle action pour trois anciennes, le dividende prioritaire étant toutefois limité au minimum de 7,5 % prévu du nominal prévu par la loi. De son côté, Darty va lancer environ cent quatre-vingt-dix mille actions de ce type, émises à 450 F, selon une parité d'échange qui n'est pas encore arrêtée, les titres ainsi créés bénéficiant d'un dividende prioritaire égal à 35 % de leur valeur nominale.

Enfin, les actionnaires d'Essilor seront appelés le 11 juin (un samedi après-midi) à approuver un projet identique portant sur 100 à 150 millions de francs et sur un dividende prioritaire équivalent à 10 % du nominal, les modalités exactes n'étant pas encore arrêtées.

S.M.

## Matériel électrique services publics

	3-6-83	Diff.
Bell Equipement	224 50	+ 12,50
R.C.T.	163	- 3,90
Casale	170	- 20
Chargem S.A.	196 90	+ 2,90
Requartier (Cie)	240	- 21
C.F.F.	555	- 6
C.F.I.	201	+ 6
Eurafrance	431	+ 6
Hélin (La)	262	- 11
Im. P. Moreau (1)	235	+ 4,30
Locafre	235	- 4
Loctus	525	- 10
Midi	850	+ 12
O.P.F. (Oma)	860	+ 3
Paris	470	- 36
Parisiens de réco.	724	- 36
Préhab	541	- 5
Révision	102	- 5
Schneider	150	+ 1
U.C.B.	150	+ 1

(1) Compte tenu d'un coupon de 6,30 francs.

## Filatures, textiles, magasins

	3-6-83	Diff.
André Rouiller	51 80	+ 1,80
E.F. Agache-Wilrot	69 50	+ 4
R.H.V.	113	+ 1
C.F.A.G.	438	- 2
Dernier	420	- 4
Darty	667	+ 15
D.M.C.	41 50	- 3
Galerie Lafayette	149 80	- 4,20
La Redoute	560	- 6
Norville G.	69	+ 1
Printemps	112	- 4
S.C.O.A.	27 30	- 0,70

## Mines, caoutchouc, outre-mer

	3-6-83	Diff.
Géophysique	1 049	+ 22
Indal	52 70	- 0,90
Michelin	727	+ 7
M.N. Peugeot	42 20	- 0,90
Cherier	41 70	+ 1,40
INCO (1)	143 10	- 4,60
R.T.Z.	83	- 3
Z.C.I.	3 89	- 0,36

(1) Compte tenu d'un coupon de 0,30 francs.

## Valeurs diverses

	3-6-83	Diff.
Agence Hayes	736	+ 1
A.D.G.	472	+ 7
L.A.R. Liquore	254	+ 10
Aljourni	590	+ 30
Bie	590	+ 37
By	290	- 7
Chet Méditerranée	777	- 7
Essilor	1 320	- 70
Europe 1	741	+ 62
Os Ind. Part.	670	- 15
Hachette	1 025	- 15
J. Borel Int.	158	+ 2
Oréal (L)	1 620	- 59
Navigation Mote	190	- 5
Nord-est	25	+ 1
Presses de la Cité	1 058	- 12
Sis Rostignol	872	+ 12
Suez	350	- 7
U.T.A.	193 50	- 0,50

## Mines d'or, diamants

	3-6-83	Diff.
Anglo-American Corporation, un des principaux groupes miniers d'Afrique du Sud, annonce pour l'exercice clos le 31 mars dernier, un bénéfice après impôts peu différent du précédent : 616,4 millions de rands contre 611,8 millions de rands.		
Le dividende final est maintenu à 75 cents, faisant un total de 110 cents (inchangé).		
	3-6-83	Diff.
Anglo	1 130	- 19
Anglo-American	200 10	- 8,90
Buffalo	600	+ 11
De Beers	81 90	- 6,30
Driefontein	328	+ 1
Fire Star	420	- 7
Goldfields	82	- 4,90
Gencor	246	- 2
Harmony	218 80	+ 2,60
Prédictum Brand	471 50	+ 11,50
Randfontein	1 509	- 21
Saint-Helena	418	+ 6
Western Deep	568	- 11
Western Holding	525	+ 21

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 27 mai	Cours 3 juin
Or fin (à la livre)	106 600	106 800
Or fin (à la once)	106 400	106 400
Pièce française (20 fr.)	887	887
Pièce française (10 fr.)	420	401
Pièce suisse (20 fr.)	877	875
Pièce suisse (10 fr.)	420	401
Pièce suisse (5 fr.)	210	210
Pièce suisse (2 fr.)	82	82
Pièce suisse (1 fr.)	42	42
Pièce suisse (0,50 fr.)	21	21
Pièce suisse (0,25 fr.)	10	10
Pièce suisse (0,10 fr.)	4	4
Pièce suisse (0,05 fr.)	2	2
Pièce suisse (0,02 fr.)	1	1
Pièce suisse (0,01 fr.)	0,50	0,50

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

Bien orienté

Poursuivant son mouvement de reprise, le marché new-yorkais a fait preuve d'une bonne orientation cette semaine, en dépit d'une hésitation perceptible, au ton qui ne reflète pas, pourtant, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles. Celui-ci s'établissait à 1 213,03 points vendredi, en baisse de 3,10 points sur la semaine précédente, l'activité enregistrée au cours de cette semaine de quatre jours écourtée en raison de la célébration du « Memorial Day » ayant porté sur 331,6 millions d'actions contre 486,7 millions la semaine précédente.

Les fortes baisses enregistrées mardi ont été attribuées à la crainte de voir la Réserve fédérale resserrer les normes du crédit après l'augmentation continue de la masse monétaire américaine au cours des quatre dernières semaines (15 milliards au total).

	Cours 27 mai	Cours 3 juin
Alcoa	38 3/8	39 1/4
A.T.T.	66 7/8	64 1/8
Boeing	40 7/8	43 3/4
Chrysler	57 1/4	57 3/8
Du Pont de Nem.	48 1/4	48 1/4
Eastman Kodak	73	74 1/8
Exxon	34 1/4	33 7/8
Ford	48 1/2	51 3/8
General Electric	104 1/8	104 3/4
General Motors	42 7/8	43 3/4
General Motors	65 5/8	68 7/8
Goodyear	34 1/4	34 1/4
I.B.M.	111 3/8	114
I.T.T.	39 5/8	38 3/4
Mobile Oil	29 3/4	29 5/8
Pfizer	79 5/8	78 3/4
Schlumberger	48 3/8	47 3/4
Tesoro	34 5/8	34 1/8
U.A.L. Inc.	34 3/8	34
Union Carbide	72	69 1/2
U.S. Steel	77 1/8	75 1/4
Westinghouse	48 1/4	50 1/4
Xerox Corp.	46 5/8	47 3/8

### LONDRES

En baisse

Le Stock Exchange a établi, lundi, un nouveau record absolu de hausse qui a porté l'indice Financial Times des valeurs industrielles au niveau de 712,5, mais la publication de nouveaux sondages montrant une diminution de l'avance électorale des conservateurs dans la perspective des élections du 9 juin et la crainte d'une hausse des taux d'intérêt ont-Atlantique, sont venues tempérer la progression initiale de la cote. Celle-ci a également été affectée par les résultats de Bencan, l'action s'étant fortement repliée après l'annonce de bénéfices inférieurs aux prévisions des boursiers.

Indices « F.T. » : industriels : 698,4 contre 712,2 ; mines d'or : 625,2 contre 610,1 ; fonds d'Etat : 82,34 contre 82,56.

	Cours 27 mai	Cours 3 juin
Bentham	398	370
Bowater	190	214
Brit. Petroleum	364	366
Charter	276	286
Courtauld	92	88
De Beers (*)	8,90	8,70
De Beers	66	74
Free State Gold	49 1/2	50
Glaxo	860	850
Gr. Univ. Stores	548	550
Imp. Chemical	470	458
Shell	518	532
Unilever	700	703
Vickers	112	107
War Loan	35 5/8	36

(\*) En dollars.

### TOKYO

En repli

Le marché s'est replié cette semaine en raison de la dépréciation du yen par rapport au dollar et du ton plus hésitant enregistré à Wall Street. Les actions, les obligations et les indices ont subi certains décalages.

L'indice Nikkei Dow Jones a terminé la semaine à 8 520,51 yen, en baisse de 72,39 points sur la semaine précédente, l'indice général s'inscrivait à 635 (moins 0,33 point).

	Cours 27 mai	Cours 3 juin
Alor	530	575
Bridgeway	505	482
Canon	1 380	1 500
Fuji Bank	500	500
Honda Motors	831	820
Mitsubishi Electric	1 500	1 500
Mitsubishi Heavy	215	209
Sony Corp.	3 600	3 740
Toyota Motors	1 150	1 120

### FRANCFORT

En retrait

L'annonce de la baisse de 20 % des commandes passées à Mannesmann a déçu les professionnels, et d'autres titres du secteur mécanique ont également cédé du terrain, tandis que les automobiles étaient également un peu déprimées. L'indice de la Commerzbank s'est finalement établi à 906 contre 922,7 le vendredi précédent.

	Cours 27 mai	Cours 3 juin
A.E.G. ....	73,70	71,90
S.A.S.F. ....	146,30	143,20
Bayer .....	137,70	133,60
Commerzbank .....	178,80	176,80
Deutschebank .....	322	316
Hoechst .....	143,90	143,10
Karstadt .....	256	244
Mannesmann .....	153,80	147
Siemens .....	331	324,30
Volkswagen .....	172	167,50



